

Gazette
officielle
DU Québec

Partie

2

N° 24

15 juin 2011

Lois et règlements

143^e année

Sommaire

Table des matières
Règlements et autres actes
Décisions
Décrets administratifs
Arrêtés ministériels
Index

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2011

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (L.R.Q., c. C-8.1.1) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec*, édicté par le décret n° 1259-97 du 24 septembre 1997, modifié par le Règlement modifiant le Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* édicté par le décret n° 264-2004 du 24 mars 2004 (2004, G.O. 2, 1636). La Partie 1, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant. La Partie 2 « Lois et règlements » et sa version anglaise Part 2 « Laws and Regulations » sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible le mercredi à 0 h 01 dans Internet, à l'adresse suivante :

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Contenu

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées avant leur publication dans le recueil annuel des lois ;
- 2° les proclamations des lois ;
- 3° les règlements adoptés par le gouvernement, un ministre ou un groupe de ministres ainsi que les règlements des organismes gouvernementaux et des organismes parapublics visés par la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11) qui, pour entrer en vigueur, sont soumis à l'approbation du gouvernement, d'un ministre ou d'un groupe de ministres ;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement ;
- 5° les règlements et les règles adoptés par un organisme gouvernemental qui, pour entrer en vigueur, ne sont pas soumis à l'approbation du gouvernement, d'un ministre ou d'un groupe de ministres, mais dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement ;
- 6° les règles de pratique adoptées par les tribunaux judiciaires et quasi judiciaires ;
- 7° les projets des textes mentionnés au paragraphe 3° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant leur adoption ou leur approbation par le gouvernement.

Édition anglaise

À l'exception des décrets du gouvernement mentionnés au paragraphe 4°, lesquels sont publiés exclusivement en version française, l'édition anglaise de la *Gazette officielle du Québec* contient le texte anglais intégral des documents mentionnés plus haut.

Tarif*

1. Abonnement annuel :

	Version papier	Internet
Partie 1 « Avis juridiques » :	189 \$	166 \$
Partie 2 « Lois et règlements » :	258 \$	223 \$
Part 2 « Laws and Regulations » :	258 \$	223 \$

2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 9,72 \$.
3. Téléchargement d'un document de la *Gazette officielle du Québec*, Partie 2 version Internet : 6,87 \$.
4. Publication d'un avis dans la Partie 1 : 1,31 \$ la ligne agate.
5. Publication d'un avis dans la Partie 2 : 0,87 \$ la ligne agate. Un tarif minimum de 190 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

* **Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les manuscrits doivent être reçus à la Division de la *Gazette officielle du Québec* **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les demandes reçues après ce délai sont publiées dans l'édition subséquente. Toute demande doit être accompagnée d'un manuscrit signé. De plus, chaque avis à paraître doit être accompagné de sa version électronique. Cette version doit être acheminée par courrier électronique à l'adresse suivante : gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec :

Gazette officielle du Québec
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 644-7794
Télécopieur : 418 644-7813
Internet : gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca

Abonnements

Internet : www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Imprimé :

Les Publications du Québec
Service à la clientèle – abonnements
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 643-5150
Sans frais : 1 800 463-2100
Télécopieur : 418 643-6177
Sans frais : 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières

Page

Règlements et autres actes

501-2011	Assainissement de l'atmosphère	2121
	Chasse (Mod.)	2176

Décisions

9664	Producteurs de volailles — Contribution spéciale pour la promotion des marchés de la volaille (Mod.)	2179
------	--	------

Décrets administratifs

497-2011	Nomination de membres de l'Ordre national du Québec	2181
512-2011	Autorisation à la Société des traversiers du Québec de conclure deux contrats de gré à gré pour la construction des deux navires destinés à desservir la traverse de Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine	2182
513-2011	Autorisation à la Société des traversiers du Québec de conclure un contrat pour la construction d'un navire destiné à desservir la traverse de Matane–Baie-Comeau–Godbout, selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables.	2182
515-2011	Approbation de l'Entente Canada-Québec pour les services en langue anglaise 2010-2011	2185
517-2011	Municipalité de Lamarche	2185
518-2011	Directive sur les orientations et objectifs généraux qu'Infrastructure Québec doit poursuivre	2186
519-2011	Délivrance d'un certificat d'autorisation à Marina Valleyfield inc. pour le projet d'agrandissement de la marina Valleyfield sur le territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2187
520-2011	Renouvellement du mandat de monsieur Christophe Guy comme directeur de l'École Polytechnique de Montréal	2188
521-2011	Nomination de monsieur Michel Lauzière comme président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2189
522-2011	Nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières	2190
523-2011	Majoration du régime d'emprunts sous forme de billets à moyen terme du Québec sur le marché canadien de 49 000 000 000 \$ à 57 000 000 000 \$	2191
524-2011	Régime d'emprunts aux fins d'autoriser le ministre des Finances à emprunter au plus 4 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie	2191
525-2011	Détermination des frais engagés par le gouvernement pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 aux fins de l'application des lois dont l'Autorité des marchés financiers est responsable de l'administration	2195
526-2011	Montant à verser par l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec au ministre des Finances pour la période du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	2196
530-2011	Entente modifiant l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Raymond	2196
531-2011	Exercice de fonctions judiciaires par des juges à la retraite	2197
532-2011	Nomination de huit membres et désignation du président du Conseil de la justice administrative	2198
533-2011	Expédition de bois ronds résineux vers des entreprises de pâtes et papiers situées en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick	2200
534-2011	Plan de gestion de la pêche 2011-2012	2201

536-2011	Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 204, également désignée rue Principale, située sur le territoire de la Paroisse de Saint-Camille-de-Lellis	2256
537-2011	Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du pont au-dessus du ruisseau Vacher sur le chemin Viger, situé sur le territoire de la Paroisse de Sainte-Marie-Salomé	2256
538-2011	Mantien des services essentiels en cas de grève dans certains services publics	2256

Arrêtés ministériels

Élargissement du territoire et prolongation de la période d'application du Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec	2261
---	------

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 501-2011, 18 mai 2011

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

Assainissement de l'atmosphère

CONCERNANT le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *a, b, c, d, e, h, h.2* et *i* de l'article 31, des paragraphes *a, b, c, d* et *e* de l'article 53 et des articles 109.1, 124.0.1 et 124.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) le gouvernement peut réglementer les matières qui y sont mentionnées;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement, un projet de Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 16 novembre 2005, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère avec modifications compte tenu des commentaires reçus à la suite de la publication à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE les règlements énumérés ci-après sont modifiés, pour des fins de concordance, par le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère :

— le Règlement sur l'application de dispositions législatives par les agents de protection de la faune (R.R.Q., c. C-61.1, r. 6);

— le Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers et modifiant diverses dispositions réglementaires, édicté par le décret n° 808-2007 du 18 septembre 2007;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère ci-annexé soit édicté

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31 par. *a, b, c, d, e, h, h.2, i*, a. 53 par. *a, b, c, d, e*, a. 109.1, a. 124.0.1 et a. 124.1)

TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I OBJET

1. Le présent règlement a pour objet d'établir des normes d'émission de particules et de gaz, des normes d'opacité des émissions, des normes de qualité de l'atmosphère, ainsi que des mesures de contrôle pour prévenir, éliminer ou réduire l'émission de contaminants dans l'atmosphère.

CHAPITRE II CHAMP D'APPLICATION

2. Le présent règlement s'applique à toute source de contamination de l'atmosphère, sous réserve des cas suivants :

1° dans le cas des usines de béton bitumineux, seules s'appliquent les normes de teneur en soufre des combustibles prévues à l'article 57, les normes de vitesse d'évacuation des gaz de combustion prévues à l'article 61, les normes relatives à l'utilisation d'un combustible visé à la section V du chapitre VI du Titre II ainsi que les normes de qualité de l'atmosphère prévues à l'article 197;

2° dans le cas des carrières et sablières, seules s'appliquent les normes d'opacité des émissions prévues à l'article 16, les normes de teneur en soufre des combustibles prévues à l'article 57, les normes de vitesse d'évacuation des gaz de combustion prévues à l'article 61, les normes relatives à l'utilisation d'un combustible visé à la section V du chapitre VI du Titre II ainsi que les normes de qualité de l'atmosphère prévues à l'article 197;

3° dans le cas des équipements de production visés par les dispositions du chapitre III du Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers et modifiant diverses dispositions réglementaires pris par le décret n^o 808-2007 du 18 septembre 2007, seules s'appliquent les normes d'opacité des émissions prévues à l'article 16, les normes d'émissions diffuses de particules prévues à la section III du chapitre II du Titre II, les normes de teneur en soufre des combustibles prévues à l'article 57, aux paragraphes 1^o et 2^o du premier alinéa ainsi qu'au paragraphe 1^o du deuxième alinéa de l'article 58, les normes de vitesse d'évacuation des gaz de combustion prévues à l'article 61, les normes relatives à l'utilisation d'un combustible visé à la section V du chapitre VI du Titre II ainsi que les normes de qualité de l'atmosphère prévues à l'article 197;

4° dans le cas des meuneries et autres établissements de traitement de céréales dont la production n'est pas commercialisée ou dont la capacité nominale de séchage n'excède pas 15 tonnes à l'heure, seules s'appliquent les normes d'opacité des émissions prévues à l'article 16, les normes d'émissions diffuses de particules prévues à la section III du chapitre II du Titre II, les normes de teneur en soufre des combustibles prévues à l'article 57 ainsi que les normes de qualité de l'atmosphère prévues à l'article 197;

5° dans le cas des appareils de combustion utilisés pour le chauffage domestique, seules s'appliquent les normes de teneur en soufre des combustibles prévues à l'article 57.

Sous réserve des dispositions du premier alinéa, les normes d'émission prévues à l'article 9 s'appliquent à toute source de contamination, autre que les installations visées aux articles 132 et 138, au regard de laquelle ni le présent règlement, ni un autre règlement pris en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ne fixe de normes particulières d'émission de particules.

En cas de conflit entre les dispositions du présent règlement et celles de tout autre règlement pris en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement, doivent prévaloir les dispositions qui assurent une protection accrue de l'environnement.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également dans une aire retenue pour fins de contrôle ou dans une zone agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1).

CHAPITRE III INTERPRÉTATION

3. Pour l'application du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

1° on entend par :

« existant » : établi ou mis en exploitation ou dont a commencé la construction avant le 30 juin 2011, à l'exception de toute partie de source de contamination modifiée ou agrandie à compter de cette date;

« mazout léger » : mazout répondant aux spécifications prévues, au regard des types 0, 1 ou 2, par la norme CAN/CGSB-3.2-2007 intitulée « Mazout de chauffage », publiée en juillet 2007 par l'Office des normes générales du Canada;

« mazout lourd » : mazout répondant aux spécifications prévues, au regard des types 4, 5 ou 6, par la norme CAN/CGSB-3.2-2007 intitulée « Mazout de chauffage », publiée en juillet 2007 par l'Office des normes générales du Canada;

« nouveau » ou « nouvel » : établi ou mis en exploitation ou dont on a commencé la construction le ou 30 juin 2011, y compris la partie d'une source de contamination existante que l'on modifie ou agrandit à compter de cette date;

« particule » : toute substance, finement divisée, sous forme liquide ou solide, en suspension dans un milieu gazeux, à l'exception de l'eau non liée chimiquement;

« valeur limite d'émission » : la masse, exprimée en fonction de certains paramètres, la concentration, le taux ou le niveau d'une émission à ne pas dépasser au cours d'une ou de plusieurs périodes données ou qui, dans les cas prévus par certaines dispositions du présent règlement, ne peut être dépassé qu'aux conditions prescrites par ces dispositions;

2° le terme « BPC » signifie biphényles polychlorés;

3° le terme « HAP » signifie tout type d'hydrocarbures aromatiques polycycliques mentionnés à l'annexe A;

4° le terme « moyenne » signifie moyenne arithmétique;

5° le terme « ppb » signifie partie par milliard en volume;

6° le terme « ppm » signifie partie par million en volume;

7° les conditions de référence ou « R » se rapportent à une température de 25 °C et à une pression de 101,3 kPa.

CHAPITRE IV RENSEIGNEMENTS, DONNÉES ET ÉQUIPEMENTS

4. Tout exploitant d'une source de contamination à laquelle s'applique une norme prévue au présent règlement doit fournir au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, à la demande de ce dernier et dans le délai qu'il indique, tout renseignement nécessaire pour identifier la nature des contaminants émis dans l'atmosphère ou susceptibles de l'être, pour évaluer leur quantité ou leur concentration, pour localiser les endroits d'émission ou pour connaître les caractéristiques des installations, des appareils ou des procédés en cause.

5. Toute donnée inscrite dans un registre ou autre document, enregistrée par un système de mesure et d'enregistrement en continu des émissions, recueillie, mesurée, calculée, utilisée ou fournie conformément au présent règlement doit être conservée par l'exploitant pendant une période minimale de cinq ans.

6. Tout dispositif, système ou autre équipement requis en vertu du présent règlement doit être maintenu en bon état de fonctionnement et fonctionner de façon optimale pendant les heures de production.

TITRE II NORMES D'ÉMISSION

CHAPITRE I CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

7. À moins d'indications contraires, les normes prescrites dans le présent titre ne s'appliquent pas lors des opérations de démarrage ou d'arrêt d'un appareil ou d'un procédé.

Les normes prescrites dans le présent titre ne s'appliquent pas non plus aux émissions des véhicules automobiles, des aéronefs, des navires et des locomotives.

8. Dans le présent titre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« capacité calorifique nominale » : débit calorifique maximal d'alimentation d'un appareil de combustion ou d'un four industriel selon les spécifications fournies par

son fabricant, ou dans le cas où un certificat d'autorisation délivré par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs au regard de cet appareil ou de ce four prévoit un débit calorifique différent, le débit calorifique mentionné au certificat;

« déchets biomédicaux » : déchets biomédicaux visés à l'article 1 du Règlement sur les déchets biomédicaux pris par le décret n° 583-92 du 15 avril 1992;

« matière dangereuse » : matière dangereuse au sens du paragraphe 21° de l'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

« matière dangereuse résiduelle » : matière dangereuse résiduelle au sens de l'article 5 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires pris par le décret n° 1310-97 du 8 octobre 1997;

« matière toxique » : matière toxique au sens des paragraphes 2° et 3° de la définition de matière toxique prévue à l'article 3 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires;

« procédé » : toute méthode, réaction ou opération par laquelle les matières traitées subissent un changement chimique ou un changement physique, dans ce dernier cas le procédé comprenant toutes les opérations successives sur une même matière qui entraînent le même genre de changement physique;

« puissance nominale » : puissance utile maximale d'un appareil selon les spécifications fournies par son fabricant, ou dans le cas où un certificat d'autorisation délivré par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs au regard de cet appareil prévoit une puissance différente, la puissance mentionnée au certificat;

« taux d'alimentation » : le poids total des matières introduites dans un procédé industriel pendant un cycle complet d'opération, à l'exclusion des combustibles liquides et gazeux et de l'air de combustion;

« tension de vapeur » : la pression partielle à l'équilibre exercée par un liquide organique volatil tel que spécifié par la méthode intitulée « Test Method for Vapor Pressure-Temperature Relationship and Initial Decomposition Temperature of Liquids by Isoteniscope » publiée par American Society of Testing and Materials (ASTM-D-2879-97 (2007)).

CHAPITRE II
VALEURS LIMITES ET AUTRES NORMES
APPLICABLES À L'ÉMISSION DE PARTICULES

SECTION I
VALEURS LIMITES APPLICABLES À L'ÉMISSION
DE PARTICULES PROVENANT DE PROCÉDÉS
INDUSTRIELS

9. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 2, de l'article 10, des dispositions des chapitres VI à VIII et des dispositions des sections I à XI du chapitre IX du présent titre, un procédé qui émet des particules dans l'atmosphère ne doit pas en émettre au-delà des valeurs limites prescrites à l'annexe B dans le cas des sources installées ou mises en exploitation le ou avant le 14 novembre 1979 et à l'annexe C dans le cas des sources installées ou mises en exploitation après cette date.

SECTION II
VALEURS LIMITES ET AUTRES NORMES
APPLICABLES À L'ÉMISSION DE PARTICULES
PROVENANT DE CERTAINES INSTALLATIONS
OU ACTIVITÉS OU DE CERTAINS PROCÉDÉS
INDUSTRIELS

10. Sous réserve des dispositions du chapitre VI du présent titre, les installations, activités et procédés industriels suivants ne doivent pas émettre ou avoir pour effet d'émettre dans l'atmosphère des particules en concentration supérieure à 30 mg/m³ R de gaz sec pour chacun de leurs points d'émission :

- 1° meunerie ou autre établissement de traitement de céréales;
- 2° distillerie;
- 3° brasserie;
- 4° usine de produits alimentaires en poudre;
- 5° usine de mélange de fertilisants;
- 6° usine de béton de ciment;
- 7° usine de produits de céramique, de composites réfractaires, d'argile ou de porcelaine;
- 8° usine de transformation de chlorure de polyvinyle;
- 9° entreposage en milieu fermé;
- 10° soudure en usine ou travail de métaux en usine;

11° sablage en usine par jets abrasifs;

12° préparation, concentration, agglomération ou séchage de minerai, de concentré de minerai, à l'exception du minerai d'amiante et de l'alumine hydratée;

13° forage autre que le forage d'un puits d'alimentation en eau;

14° concassage ou tamisage de rebuts de béton, de ciment, de briques, de béton bitumineux ou de pierres architecturales effectué à l'extérieur d'une carrière ou d'une sablière.

La valeur limite d'émission prescrite au premier alinéa s'applique également à tout système de captation de particules destiné à prévenir les émissions diffuses de particules lors du transfert, de la chute ou de la manutention de matières visées à l'article 12, à l'exception des sciures et des copeaux de bois pour lesquels la valeur limite d'émission de particules est de 50 mg/m³ R de gaz sec.

11. Un établissement de traitement de céréales, établi ou mis en exploitation après le 14 novembre 1979, dont la capacité nominale de séchage dépasse 15 t par heure et dont la réduction du taux d'humidité des céréales est d'au moins 15 %, doit être situé à plus de 300 m d'une zone résidentielle établie par les autorités municipales compétentes ou d'une habitation située dans la direction d'un vent dominant, et à plus de 150 m de toute autre habitation, exception faite de celle qui appartient ou qui est louée au propriétaire ou à l'exploitant de cet établissement de traitement de céréales.

Pour les fins de l'application du présent article, on entend par « vent dominant » celui qui, d'août à novembre inclusivement, souffle en moyenne plus de 20 % du temps dans une direction dans le cas où l'on utilise une rose des vents à 8 directions ou plus de 10 % du temps dans une direction dans le cas où l'on utilise une rose des vents à 16 directions, tel que mesuré par la station météorologique la plus rapprochée de l'établissement.

SECTION III
NORMES APPLICABLES AUX ÉMISSIONS
DIFFUSES DE PARTICULES

12. Les émissions de particules provenant du transfert, de la chute ou de la manutention de matières, notamment d'agrégats, de cendres, de céréales, d'engrais, de sciures, de copeaux de bois, de résidus miniers, de minerai, de concentré de minerai, de scories de minerai, de charbon, de coke ou d'agglomérés de concentré de fer ne doivent pas être visibles à plus de 2 m du point d'émission.

13. Les émissions de particules résultant du nettoyage, du décapage ou du ravalement par jets abrasifs secs doivent être contenues à l'intérieur d'un enclos fermé sauf lorsque l'installation visée par ces opérations est un pont ou un quai à structure métallique.

Il en est de même pour le nettoyage, le décapage ou le ravalement par jets abrasifs en phase humide lorsque les émissions de particules résultant de ces opérations sont visibles à plus de 2 m du point d'émission.

14. Malgré les dispositions du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires, les particules récupérées par un dépoussiéreur à sec doivent être manutentionnées, transportées, entreposées et disposées de façon à ce qu'aucune émission de particules ne soit visible à plus de 2 m du point d'émission.

CHAPITRE III OPACITÉ DES ÉMISSIONS

15. Les normes d'opacité prescrites au présent chapitre ne s'appliquent pas à la fumée provenant du brûlage à l'air libre autorisé en vertu des dispositions du Titre III, aux émissions diffuses de particules prévues à la section III du chapitre II du présent titre et aux émissions des installations d'incinération de matières résiduelles visées par le chapitre III du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles pris par le décret n° 451-2005 du 11 mai 2005.

16. L'opacité des émissions grises ou noires dans l'atmosphère d'une source de contamination ne doit pas, pour chacun de ses points d'émission, excéder 20 %.

Cependant, pendant le fonctionnement d'une source de contamination, l'opacité des émissions peut excéder 20 %, sans toutefois dépasser 40 %, pendant une ou plusieurs périodes totalisant un maximum de quatre minutes par heure.

En outre, lors du démarrage d'un moteur fixe à combustion interne, l'opacité des émissions peut excéder 20 % pendant une durée maximale de quatre minutes.

De même, lors de l'allumage d'un foyer de combustion ou du soufflage des tubes, l'opacité des émissions peut excéder 20 %, sans toutefois dépasser 60 %, pendant une durée maximale de quatre minutes.

Pour les fins de l'application du présent article, l'opacité des émissions est mesurée suivant l'échelle de mesure Micro-Ringelmann prévue à l'annexe D et conformément au mode d'emploi prévu à cette annexe.

CHAPITRE IV VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DE COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS ET AUTRES NORMES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS OU ACTIVITÉS INDUSTRIELLES OU COMMERCIALES

SECTION I INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION

17. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« composé organique volatil » ou « COV » : composé organique qui a la propriété de passer à l'état de vapeur et qui est susceptible de réagir photochimiquement dans l'atmosphère;

« HVBP » : pistolet à peindre à haut volume et à basse pression utilisant une pression d'air d'atomisation maximale de 69 kPa mesurée au centre du chapeau d'air et de ses cornes;

« solvant organique » : composé organique liquide aux conditions de référence, utilisé comme agent de dilution, de dissolution, de réduction de viscosité ou de nettoyage;

« véhicule automobile léger » : un véhicule automobile qui est pourvu d'un moteur à quatre temps et dont la masse brute indiquée par le fabricant est égale ou inférieure à 3 000 kg, à l'exclusion des véhicules hors route au sens de la Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., c. V-1.2).

Pour les fins de l'application du présent chapitre, sont assimilés à des peintures les teintures, les apprêts, les vernis, les laques, les encres, les élastomères, les produits de traitement du bois ou de la maçonnerie ainsi que toute préparation de même nature destinée à des fins d'entretien, de protection ou de décoration.

18. Le présent chapitre s'applique aux composés organiques volatils émis dans l'atmosphère ou susceptibles de l'être lors de leur stockage ou lors de l'utilisation ou du stockage de solvants organiques.

Toutefois, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux composés organiques volatils suivants : l'acétone, le méthane, l'éthane, l'acétate de méthyle, le *tert* butyl acétate, le méthyl formate, le 1,1,1-trichloroéthane (méthylchloroforme), le dichlorométhane (chlorure de méthylène), les fluorocarbures, les chlorofluorocarbures, les hydrofluorocarbures et les hydrochlorofluorocarbures.

SECTION II NORMES GÉNÉRALES

§1. Normes d'émission et conditions générales d'exploitation

19. Nul ne peut utiliser des solvants organiques ou des substances qui en contiennent de façon à émettre ou permettre l'émission dans l'atmosphère de composés organiques volatils au-delà de la valeur limite de 100 kg par jour.

Malgré les dispositions du premier alinéa, les émissions de composés organiques volatils peuvent excéder 100 kg par jour dans le cas où la source d'émission est munie d'un système permettant, sur une base quotidienne, de réduire d'au moins 90 % ses émissions de composés organiques volatils.

20. L'interdiction prévue à l'article 19 ne s'applique pas à la fabrication d'insecticides, de pesticides ou d'herbicides et à l'utilisation d'halocarbures.

Sont également exclues de l'application de l'article 19, les activités visées aux dispositions des sous-sections 1 et 3 à 8 de la section III du présent chapitre.

En outre, sont exclues de l'application du deuxième alinéa de l'article 19, les activités visées aux dispositions de la sous-section 2 de la section III du présent chapitre.

21. L'exploitant d'une source d'émission visée à l'article 19 doit consigner dans un registre, en indiquant pour chaque journée d'exploitation et au regard de chaque type de solvants organiques utilisés ou chaque type de substances qui en contiennent, les volumes utilisés en litres, leur teneur en composés organiques volatils, ainsi que toute donnée nécessaire au calcul des émissions de composés organiques volatils.

§2. Mesures de contrôle des émissions

22. L'exploitant d'une source d'émission visée à l'article 19 doit, au moins une fois tous les trois ans, calculer le taux de ses émissions de composés organiques volatils dans l'atmosphère au moyen d'un bilan de masse effectué à partir de la teneur en composés organiques volatils de l'ensemble des produits utilisés.

Dans le cas de l'application du deuxième alinéa de l'article 19, l'exploitant doit, à la même fréquence, procéder à l'échantillonnage à la source et à l'analyse des composés organiques volatils émis dans l'atmosphère, en calculer le pourcentage de réduction, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres établis à cet article.

En outre, il doit procéder à un premier calcul du taux d'émissions ou, le cas échéant, aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'une exploitation existante ou, dans le cas d'une nouvelle exploitation, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de sa mise en exploitation.

SECTION III NORMES PARTICULIÈRES À CERTAINES SOURCES DE CONTAMINATION

§1. Fabrication de peintures ou d'adhésifs

23. L'exploitant d'un établissement de fabrication de peintures ou d'adhésifs est tenu de s'assurer que les cuves servant au mélange des ingrédients sont munies de couvercles conformes aux caractéristiques suivantes :

1° ils doivent être fixés au rebord de la cuve ou leur pourtour doit dépasser d'au moins 1,3 cm le rebord extérieur de la cuve;

2° ils doivent être en contact étroit avec le rebord de la cuve sur au moins 90 % de leur circonférence;

3° lorsqu'ils sont munis d'une ouverture pour permettre l'insertion de l'arbre d'un agitateur, ils doivent permettre un dégagement de l'arbre qui n'excède pas 5 cm.

En outre, l'exploitant doit s'assurer que les cuves sont tenues fermées, sauf le temps nécessaire pour permettre leur remplissage, l'ajout d'ingrédients ainsi que le prélèvement d'échantillons.

24. L'exploitant d'un établissement visé à l'article 23 est également tenu, dans le cas où les équipements de production sont équipés de broyeurs, de s'assurer que ces derniers sont munis de cribles totalement clos de façon à empêcher les émissions de composés organiques volatils.

25. L'exploitant d'un établissement visé à l'article 23 doit consigner dans un registre, en indiquant pour chaque mois d'exploitation, la quantité de chaque type de peintures ou d'adhésifs fabriqués, le pourcentage en poids de chacun des composés organiques volatils entrant dans leur fabrication ainsi que la quantité de solvants de nettoyage des équipements de fabrication de peinture.

§2. Activités d'imprimerie

26. Les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant d'activités d'imprimerie peuvent excéder, pour l'ensemble des activités d'un établissement, la valeur limite prescrite au premier alinéa

de l'article 19 à la condition que l'exploitant, par l'utilisation d'encre ou d'autres substances à plus faible teneur en composés organiques volatils ou par l'installation d'un dispositif de réduction des émissions de composés organiques volatils, réduise l'émission de ces substances d'un pourcentage au moins égal à celui prévu, pour chaque type de procédé d'impression, au tableau suivant :

Procédé	Pourcentage de réduction des émissions de COV
Flexographie	90
Rotogravure	90
Lithographie offset avec séchage à chaud de l'encre	90
Lithographie offset sans séchage à chaud de l'encre	70
Typographie	70

Pour les fins de l'application du présent article, les pourcentages de réduction des émissions sont calculés sur une base mensuelle au regard des paramètres de référence suivants :

Procédé	Densité du solvant (kg/l)	Densité de l'encre (kg/l)	Pourcentage de solides (en volume) dans l'encre
Flexographie	0,8	1,1	25
Rotogravure	0,8	1,0	25
Lithographie offset	0,8	1,0	60
Typographie	0,8	1,0	60

§3. Application de peintures

27. Un établissement ne doit pas émettre dans l'atmosphère pour l'ensemble de ses activités d'application de peintures, y incluant l'utilisation de solvants à des fins de dilution de la peinture ou de nettoyage des équipements, plus de 15 kg par jour de composés organiques volatils.

Cette interdiction ne s'applique ni à l'application de peintures translucides dans les procédés de fabrication d'enseignes, ni à l'application de peintures effectuée à l'extérieur d'un atelier ou d'une salle de peinture. Elle ne s'applique pas non plus à l'application de peintures effectuée conformément aux dispositions de l'un des articles 30 à 32, 34, 35, 37 et 38.

28. Un établissement où sont effectuées, à des fins industrielles ou commerciales, des activités d'application de peintures à base de solvants organiques ou à base d'eau doit être muni :

1° d'un système de captage des particules d'une efficacité minimale de 90 %;

2° d'une cheminée d'évacuation des gaz dont la hauteur excède d'au moins 5 m le faite du bâtiment dans lequel ont lieu ces activités.

En outre, la vitesse verticale ascendante d'évacuation des gaz doit être d'au moins 15 m par seconde à la sortie de la cheminée.

Le présent article s'applique aux établissements existants à compter du 30 juin 2012.

29. L'exploitant d'un établissement où sont effectuées des activités d'application de peintures doit consigner dans un registre, en indiquant pour chaque jour d'exploitation et au regard de chaque type de peinture utilisée, les volumes utilisés, leur teneur en composés organiques volatils, les volumes de solvant ajoutés pour des fins de dilution de la peinture ou utilisés pour des fins de nettoyage des équipements, ainsi que toute donnée nécessaire au calcul de ses émissions de composés organiques volatils.

§4. Application de peintures sur des surfaces en bois

30. Les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant de l'ensemble des activités d'application de peintures d'un établissement de fabrication de planchers ou de panneaux préfinis peuvent excéder la valeur limite prescrite à l'article 27 à la condition que la teneur en composés organiques volatils des peintures appliquées n'excède pas la valeur limite prescrite, pour chaque type de peinture, au tableau suivant :

Type de peinture	Teneur maximale en COV (g/l de produit appliqué)
Couche lavis	730
Apprêt	600
Teinture translucide	760
Teinture ne gonflant pas le grain	780
Encre	500
Bouche-pores	480
Scelleur	670
Couche de finition transparente	670
Tous les autres types de peinture	670

Pour les fins de l'application du présent article, la teneur en composés organiques volatils est établie en fonction de la composition moyenne pondérée sur une base mensuelle, au regard des volumes utilisés pour chaque type de peinture. En outre, lorsqu'un solvant, un durcisseur ou un catalyseur est incorporé à la peinture, la teneur en composés organiques volatils de ce produit doit être incluse dans le calcul de la teneur moyenne de la peinture utilisée pour déterminer sa teneur en composés organiques volatils.

31. Les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant de l'ensemble des activités d'application de peintures d'un établissement de fabrication de portes ou de fenêtres peuvent excéder la valeur limite prescrite à l'article 27 à la condition que la teneur en composés organiques volatils des peintures appliquées n'excède pas la valeur limite prescrite, pour chaque type de peinture, au tableau suivant :

Type de peinture	Teneur maximale en COV (g/l de produit appliqué)
Apprêt pigmenté	600
Couche de finition pigmentée	480
Couche de finition transparente	670
Tous les autres types de peinture	670

Pour les fins de l'application du présent article, la teneur en composés organiques volatils est établie en fonction de la composition moyenne pondérée sur une base mensuelle, au regard des volumes utilisés pour chaque type de peinture. En outre, lorsqu'un solvant, un durcisseur ou un catalyseur est incorporé à la peinture, la teneur en composés organiques volatils de ce produit doit être incluse dans le calcul de la teneur moyenne de la peinture utilisée pour déterminer sa teneur en composés organiques volatils.

32. Les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant de l'ensemble des activités d'application de peintures d'un établissement de fabrication de meubles, d'armoires, de cercueils ou d'autres produits en bois, à l'exclusion de ceux visés aux articles 30 et 31, peuvent excéder la valeur limite prescrite à l'article 27 à la condition que la teneur en composés organiques volatils des peintures appliquées n'excède pas la valeur limite prescrite, pour chaque type de peinture, au tableau suivant :

Type de peinture	Teneur maximale en COV (g/l de produit appliqué)
Couche lavis	730
Teinture translucide	760
Teinture ne gonflant pas le grain	780
Bouche-pores	480
Scelleur	670
Revêtement pigmenté	600
Couche de finition transparente	670
Couche de finition laquée	780
Tous les autres types de peinture	780

Pour les fins de l'application du présent article, la teneur en composés organiques volatils est établie en fonction de la composition moyenne pondérée sur une base mensuelle, au regard des volumes utilisés pour chaque type de peinture. En outre, lorsqu'un solvant, un durcisseur ou un catalyseur est incorporé à la peinture, la teneur en composés organiques volatils de ce produit doit être incluse dans le calcul de la teneur moyenne de la peinture utilisée pour déterminer sa teneur en composés organiques volatils.

33. Il est interdit à l'exploitant d'un atelier ou d'une salle de peinture dont les émissions de composés organiques volatils dans l'atmosphère excèdent 15 kg par jour pour l'ensemble de ses activités d'application de peintures, d'y utiliser ou d'y permettre l'utilisation, pour l'application de peintures sur des surfaces en bois, d'un pistolet à peindre dont l'efficacité de transfert est inférieure à celle d'un pistolet de type HVBP.

Cette interdiction ne s'applique pas dans le cas de travaux de retouche.

Le présent article s'applique aux ateliers et aux salles de peinture existants à compter du 30 juin 2012.

§5. Application de peintures sur des surfaces autres que le bois

34. Les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant de l'ensemble des activités d'application de peintures d'un établissement d'une catégorie mentionnée au tableau suivant peuvent excéder la valeur limite prescrite à l'article 27 à la condition que la teneur en composés organiques volatils des peintures appliquées n'excède pas la valeur limite prescrite, pour chaque catégorie d'établissement et chaque type d'application de peintures, de ce tableau :

Catégorie d'établissement	Type d'application de peintures	Teneur maximale en COV (g/l de produit appliqué)
Établissement de fabrication de boîtes de conserves, de canettes ou d'autres types de contenants métalliques fermés	Couche de base et vernis pour la feuille de métal	340
	Revêtement intérieur et du dessus de la boîte	510
	Revêtement de la soudure	660
	Revêtement d'étanchéité	440
Industrie du textile	Procédé de revêtement du tissu	350
	Revêtement en vinyle	450
Autres établissements à l'exclusion de ceux visés aux sous-sections 6 à 8 de la section III du présent chapitre	Ensemble des applications	580

Cependant, les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant d'un établissement industriel ou commercial d'une catégorie visée au dernier élément du tableau ci-dessus peuvent excéder la valeur limite prescrite à l'article 27, même si la teneur en composés organiques volatils des peintures appliquées excède 580 g par litre de produit appliqué, à la condition que les émissions ne soient pas supérieures à celles qui seraient autrement émises si l'application était faite avec un pistolet à peindre de type HVBP.

Pour les fins de l'application du présent article, la teneur en composés organiques volatils est établie en fonction de la composition moyenne pondérée, sur une base mensuelle, au regard des volumes utilisés pour chaque type d'application de peintures. En outre, lorsqu'un solvant, un durcisseur ou un catalyseur est incorporé à la peinture, la teneur en composés organiques volatils de ce produit doit être incluse dans le calcul de la teneur moyenne de la peinture utilisée pour déterminer sa teneur en composés organiques volatils.

§6. Application de peintures dans l'industrie de l'automobile

35. Les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant de l'ensemble des activités d'application de peintures d'une usine de montage de véhicules automobiles légers peuvent excéder la valeur limite prescrite à l'article 27 à la condition que la teneur en composés organiques volatils des peintures appliquées n'excède pas la valeur limite prescrite, pour chaque type d'application de peintures, au tableau suivant :

Type d'application de peintures	Valeurs limites d'émission de COV (g/l de solides appliqués)
Bain d'électrodéposition	160
Pulvérisation de couche d'apprêt	1400
Pulvérisation de couche comprenant la couleur et la partie transparente	1890

Pour les fins de l'application du présent article, la teneur en composés organiques volatils est établie en fonction de la composition moyenne pondérée, sur une base mensuelle, au regard des volumes de peinture utilisés pour chaque type d'application de peintures. En outre, lorsqu'un solvant, un durcisseur ou un catalyseur est incorporé à la peinture, la teneur en composés organiques volatils de ce produit doit être incluse dans le calcul de la teneur moyenne de la peinture utilisée pour déterminer sa teneur en composés organiques volatils.

36. L'exploitant d'une usine visée au premier alinéa de l'article 35 doit consigner dans un registre, en indiquant pour chaque mois d'exploitation, les quantités moyennes de composés organiques volatils émises par litre de solides de peinture appliqués, le pourcentage de solides de cette peinture, les quantités de solvants ajoutées, les coefficients réels d'efficacité des équipements utilisés, ainsi que tout autre paramètre nécessaire au calcul des émissions. Ce calcul doit se faire conformément à la méthode prévue à l'article 60.393 de la Partie 60 du Titre 40 du Code of Federal Regulations (40 CFR 60.393) et publiée par la U.S. Environmental Protection Agency (USEPA).

37. Les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant de l'ensemble des activités d'application de peintures d'un atelier ou d'une salle de peinture de carrosserie d'autocars peuvent excéder la valeur limite prescrite à l'article 27 à la condition que la teneur moyenne en composés organiques volatils des peintures appliquées n'excède pas 580 g de composés organiques volatils par litre de produit appliqué.

Pour les fins de l'application du présent article, la teneur en composés organiques volatils est établie en fonction de la composition moyenne pondérée, sur une base annuelle, au regard des volumes de peinture utilisés pour chaque type de peinture. En outre, lorsqu'un solvant, un durcisseur ou un catalyseur est incorporé à la peinture, la teneur en composés organiques volatils de ce produit doit être incluse dans le calcul de la teneur moyenne de la peinture appliquée pour déterminer sa teneur en composés organiques volatils.

38. Les émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils provenant de l'ensemble des activités d'application de peintures d'un atelier de réparation de carrosserie et de peinture peuvent excéder la valeur limite prescrite à l'article 27 à la condition que la teneur en composés organiques volatils des peintures appliquées n'excède pas la valeur limite prescrite, pour chaque type de peinture, au tableau suivant :

Type de peinture	Teneur maximale en COV (g/l de produit appliqué)
Apprêt surfaçant	250
Apprêt d'impression	340
Apprêt réactif	660
Promoteur d'adhérence	840
Revêtement de couleur	420
Revêtement de fini uniforme	540
Revêtement de plateau de camionnette	310
Revêtement de protection temporaire	60
Revêtement de soubassement de carrosserie	430
Revêtement en une seule étape	420
Revêtement multicolore	680
Revêtement transparent	250
Autres revêtements	250
Nettoyants de surface	50

Pour les fins de l'application du présent article, la teneur en composés organiques volatils est établie en fonction de la composition moyenne pondérée, sur une base mensuelle, au regard des volumes de peinture utilisés pour chaque type de peinture. En outre, lorsqu'un solvant, un durcisseur ou un catalyseur est incorporé à la peinture, la teneur en composés organiques volatils de ce produit doit être incluse dans le calcul de la teneur moyenne de la peinture utilisée pour déterminer sa teneur en composés organiques volatils.

39. Il est interdit à l'exploitant d'un atelier de réparation de carrosserie et de peinture d'y utiliser ou d'y permettre l'utilisation d'un pistolet à peindre dont l'efficacité de transfert est inférieure à celle d'un pistolet de type HVBP.

Le présent article s'applique aux ateliers de réparation de carrosserie et de peinture existants à compter du 30 juin 2012.

§7. Application de peintures sur les routes, les chaussées, les aires de stationnement et certaines autres surfaces

40. La teneur en composés organiques volatils des peintures appliquées sur les aires de stationnement, les trottoirs, les pistes cyclables, les chaînes de rue, les musoirs, les routes et les chaussées ne doit pas excéder :

1° 150 g par litre de produit appliqué pour la période du 1^{er} mai au 15 octobre;

2° 450 g par litre de produit appliqué pour la période du 16 octobre au 30 avril.

Pour les fins de l'application du présent article, la teneur en composés organiques volatils est établie en fonction de la composition moyenne pondérée, sur une base mensuelle, au regard des volumes de peinture utilisés pour chaque type de peinture. En outre, lorsqu'un solvant, un durcisseur ou un catalyseur est incorporé à la peinture, la teneur en composés organiques volatils de ce produit doit être incluse dans le calcul de la teneur moyenne de la peinture appliquée pour déterminer sa teneur en composés organiques volatils.

Le présent article prend effet le 9 septembre 2012.

§8. Activités de nettoyage à sec

41. Un établissement de nettoyage à sec qui utilise du tétrachloroéthylène ou un autre agent de nettoyage contenant du chlore ou des substances qui en contiennent ne doit pas émettre dans l'atmosphère plus de 20 kg de composés organiques volatils par 1 000 kg de textiles nettoyés.

42. Un établissement de nettoyage à sec qui utilise des solvants dérivés du pétrole ou des substances qui contiennent de tels solvants ne doit pas émettre dans l'atmosphère plus de 65 kg de composés organiques volatils par 1 000 kg de textiles nettoyés.

43. L'exploitant d'un établissement de nettoyage à sec doit consigner dans un registre, en indiquant pour chaque mois d'exploitation, les quantités de composés organiques volatils achetées, celles qui sont gardées en stock à la fin de cette période, le poids des textiles nettoyés ainsi que les quantités de composés organiques volatils utilisées en kilogrammes durant cette période par 1 000 kg de textiles nettoyés.

§9. *Stockage hors sol de composés organiques volatils*

44. Tout réservoir hors sol d'une capacité égale ou supérieure à 4 m³ qui est destiné au stockage de composés organiques volatils dont la tension de vapeur aux conditions d'entreposage est égale ou supérieure à 10 kPa doit être muni d'une conduite de remplissage submergée.

Le présent article s'applique aux réservoirs hors sol existants à compter de la date de la première réparation nécessitant leur dégazage ou au plus tard le 31 décembre 2011, selon la première échéance.

45. Tout réservoir hors sol d'une capacité égale ou supérieure à 75 m³ qui est destiné au stockage de composés organiques volatils dont la tension de vapeur aux conditions d'entreposage se situe entre 10 et 76 kPa doit être muni d'un toit flottant de l'un des types suivants :

1° à double joint d'étanchéité;

2° à joint primaire immergé;

3° à pied mécanique;

4° d'un autre type dont l'efficacité d'étanchéité est d'au moins 95 %.

Dans le cas où la tension de vapeur des produits entreposés est supérieure à 76 kPa aux conditions d'entreposage, le réservoir doit être muni d'un système de récupération des émissions.

Le présent article s'applique aux réservoirs hors sol existants à compter de la date de la première réparation nécessitant leur dégazage ou au plus tard le 31 décembre 2011, selon la première échéance.

§10. *Plan de contrôle des fuites de composés organiques volatils*

46. L'exploitant d'une raffinerie de pétrole, d'une usine pétrochimique ou de chimie organique, d'un dépôt ou d'un terminal pétrolier dont le volume de production ou de distribution est supérieur à 250 millions de litres par année et dont les équipements contiennent ou sont destinés à contenir des substances constituées de 10 % ou plus en volume de composés organiques volatils dont la tension de vapeur est égale ou supérieure à 1 kPa à une température de 20° C, doit mettre en œuvre un plan annuel visant la détection et la réparation de toute fuite de composés organiques volatils dont la concentration dans l'atmosphère excède 10 000 ppm ou toute fuite de benzène ou de butadiène dont la concentration dans l'atmosphère excède 1 000 ppm.

La mise en œuvre du plan visé au premier alinéa doit être complétée au plus tard le 30 juin 2016.

47. Le plan visé à l'article 46 doit couvrir l'ensemble des pièces d'équipement suivantes :

1° les robinets-vannes ou soupapes d'un diamètre égal ou supérieur à 1,875 cm;

2° les garnitures étanches des pompes, des compresseurs et des agitateurs;

3° les joints ou raccords d'un diamètre égal ou supérieur à 1,875 cm;

4° les conduites ouvertes.

Sont cependant exclues de ce plan, les pièces d'équipement qui sont maintenues sous pression négative ou qui sont entièrement recouvertes d'un isolant thermique.

Pour les fins de l'application du présent article, une conduite ouverte s'entend d'un robinet-vanne ou d'une soupape, à l'exclusion d'une soupape de surpression, dont un côté du siège est en contact avec l'une des substances mentionnées à l'article 46 et l'autre est exposé à l'atmosphère.

48. La détection de fuites se fait selon la fréquence suivante :

1° une fois par trimestre durant la période du 1^{er} avril au 31 décembre pour les garnitures étanches des pompes, des compresseurs et des agitateurs;

2° une fois par année pour les autres pièces.

49. Lorsqu'une fuite de composés organiques volatils est détectée à l'égard d'une pièce d'équipement, l'exploitant est tenu de faire effectuer les réparations nécessaires dans un délai n'excédant pas 15 jours dans le cas où le liquide ou le gaz est constitué de 10 % ou plus en volume de benzène ou de butadiène, ou dans un délai n'excédant pas 45 jours dans tout autre cas. Cependant, dans le cas où la réparation de la fuite nécessite d'interrompre un procédé en cours, la réparation doit être faite au plus tard au prochain arrêt du procédé en cause.

50. Malgré l'article 47, lorsque le nombre de fuites détectées lors de deux campagnes annuelles et consécutives de détection est inférieur, pour l'ensemble de l'exploitation, à 2 % du nombre de pièces d'équipement vérifiées de chaque catégorie, le plan peut être limité à 10 % des pièces d'équipement de chaque type, tant que le nombre de fuites détectées n'excédera pas 1 % du nombre de pièces échantillonnées.

51. L'exploitant visé à l'article 46 doit transmettre au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs au plus tard le 1^{er} juin de chaque année :

1° un rapport indiquant, pour chaque catégorie de pièces d'équipement, les résultats de la campagne de détection des fuites de l'année civile précédente, ainsi que les réparations effectuées;

2° une estimation des quantités de composés organiques volatils émises dans l'atmosphère par l'ensemble des pièces d'équipement mentionnées à l'article 47, pour l'ensemble de l'exploitation, au cours de l'année civile précédente.

Pour les fins de l'application du paragraphe 2° du premier alinéa, l'estimation des quantités de composés organiques volatils émises doit être calculée en utilisant les formules prévues au tableau I de l'annexe E, au regard de chaque catégorie d'exploitation, ainsi que la mesure la plus récente de la concentration du composé organique volatil utilisé pour chaque pièce d'équipement.

Lorsqu'aucune fuite n'est détectée au regard d'une catégorie de pièces d'équipement, les formules prévues au tableau II de l'annexe E s'appliquent.

CHAPITRE V

VALEURS LIMITES D'ÉMISSION ET AUTRES NORMES APPLICABLES AUX MOTEURS FIXES À COMBUSTION INTERNE

SECTION I NORMES D'ÉMISSION

52. Un moteur fixe à combustion interne, autre que celui qui sert en situation d'urgence au fonctionnement d'une génératrice, d'une pompe, d'un compresseur ou d'une autre unité semblable, ne doit pas émettre dans l'atmosphère :

1° des oxydes d'azote au-delà des valeurs limites prescrites au tableau suivant :

Puissance nominale (MW)	Valeurs limites d'émission d'oxydes d'azote (g/MJ fourni par le combustible)	
	Moteur existant	Moteur nouveau
< 1	2,2	2,2
≥ 1	4,5	2,5

2° plus de 1,8 g de monoxyde de carbone par mégajoule fourni par le combustible dans le cas d'un moteur d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 MW, ni plus de 0,65 g de monoxyde de carbone par mégajoule fourni par le combustible dans le cas d'un moteur d'une puissance nominale inférieure à 1 MW;

3° plus de 2,2 g d'hydrocarbures totaux par mégajoule fourni par le combustible dans le cas d'un moteur d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 MW où l'on utilise du gaz naturel ou un mélange de combustibles, ni plus de 0,28 g d'hydrocarbures totaux par mégajoule fourni par le combustible dans le cas d'un moteur d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 MW où l'on utilise du carburant diesel ou du mazout léger et dans le cas d'un moteur d'une puissance nominale inférieure à 1 MW.

SECTION II MESURES DE CONTRÔLE DES ÉMISSIONS

53. Au moins une fois tous les trois ans, l'exploitant d'un moteur fixe à combustion interne de puissance nominale égale ou supérieure à 10 MW doit procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère, en calculer le taux des contaminants mentionnés à l'article 52, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

54. Nul ne peut utiliser dans un moteur fixe à combustion interne un carburant dont la teneur en soufre excède :

1° 1,5 % (masse/masse) en poids pour le mazout lourd;

2° 0,5 % (masse/masse) en poids pour le mazout léger.

Malgré le premier alinéa, l'exploitant d'un moteur fixe à combustion interne existant peut, jusqu'au 30 juin 2012, utiliser comme carburant du mazout lourd dont la teneur en soufre est d'au plus 2 % (masse/masse) en poids.

CHAPITRE VI VALEURS LIMITES D'ÉMISSION ET AUTRES NORMES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE COMBUSTION

SECTION I INTERPRÉTATION

55. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« appareil de combustion » : appareil à échange thermique indirect utilisant un combustible pour les fins de chauffage, pour les fins d'un procédé industriel ou pour la production d'électricité;

« matières résiduelles de fabrique de pâtes et papiers » : matières résiduelles de fabrique au sens de l'article 1 du Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers et modifiant diverses dispositions réglementaires, à l'exclusion des écorces et des résidus de bois;

« four industriel » : appareil à échange thermique direct utilisant un combustible pour les fins d'un procédé industriel;

« résidus de bois » : matières ligneuses résiduelles résultant des activités de coupe forestière ou de transformation des produits forestiers, incluant les branches d'arbres, les sciures, les copeaux, les planures, les particules et les écorces, à l'exclusion des matières résiduelles de fabrique de pâtes et papiers, et exemptes de toute matière ou substance étrangères autres que de la terre ou du sable.

56. Tout appareil de combustion dont la chambre de combustion est modifiée après le 29 juin 2011 constitue un nouvel appareil au sens de l'article 3.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

57. Nul ne peut utiliser dans un appareil de combustion ou dans un four industriel un combustible fossile dont la teneur en soufre excède :

- 1° 1,5 % (masse/masse) en poids pour le mazout lourd;
- 2° 0,5 % (masse/masse) en poids pour le mazout léger;
- 3° 1,5 % (masse/masse) en poids pour le charbon;
- 4° 1,5 % (masse/masse) en poids pour le coke;
- 5° 1,5 % (masse/masse) en poids pour le brai.

Malgré le premier alinéa, l'exploitant d'un appareil de combustion ou d'un four industriel existants peut, jusqu'au 30 juin 2012 utiliser comme combustible du mazout lourd ou du charbon dont la teneur en soufre est d'au plus 2 % (masse/masse) en poids.

En outre, dans le cas où les installations de l'exploitant d'un appareil de combustion ou d'un four industriel sont situées sur un territoire où le gaz naturel est accessible, cet exploitant doit utiliser comme combustible du mazout lourd dont la teneur en soufre est d'au plus 1 % (masse/masse) en poids à compter du 30 juin 2013.

Pour les fins de l'application du troisième alinéa, le gaz naturel est considéré comme accessible lorsqu'il est techniquement possible d'y accéder sans que les coûts associés ne mettent en péril la compétitivité de l'exploitant.

Les paragraphes 4° et 5° du premier alinéa prennent effet à compter du 30 juin 2012.

58. Les valeurs limites en soufre prescrites à l'article 57 pour le mazout lourd, le charbon, le coke et le brai ne s'appliquent pas si :

1° une portion du soufre qui serait autrement émis sous forme de dioxyde de soufre dans les gaz de combustion est captée et incorporée à une matière première ou à un produit venant en contact avec ces gaz;

2° une portion du soufre qui serait autrement émis sous forme de dioxyde de soufre dans les gaz de combustion est captée et traitée par un épurateur;

3° dans une raffinerie de pétrole, un autre combustible fossile à basse teneur en soufre est utilisé simultanément.

Malgré le premier alinéa, la quantité de dioxyde de soufre émise dans l'atmosphère par la combustion de ces combustibles fossiles ne doit pas excéder celle émise par la combustion d'un combustible ayant une valeur calorifique de 42,6 MJ/kg et dont la teneur en soufre est :

1° conforme aux dispositions de l'article 57 qui lui sont applicables dans le cas des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa du présent article;

2° de 1 % (masse/masse) en poids dans le cas du paragraphe 3° du premier alinéa du présent article.

59. L'exploitant d'un appareil de combustion ou d'un four industriel auquel s'applique l'un des cas prévus à l'article 58 doit consigner dans un registre la provenance, la quantité, la teneur en soufre et le contenu calorifique du mazout lourd, du charbon, du coke ou du brai utilisés.

Dans le cas prévu au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 58, l'exploitant doit, en outre, consigner dans ce registre, en indiquant pour chaque jour d'exploitation, la nature, la quantité, la teneur en soufre et le contenu calorifique de chaque combustible fossile utilisé.

60. À compter du 30 juin 2012, il est interdit lors du remplacement d'un brûleur dans un appareil de combustion d'une capacité calorifique nominale ou d'une puissance nominale, selon le cas, égale ou supérieure à 3 MW

d'installer un nouveau brûleur dont le taux d'émission d'oxydes d'azote est supérieur à celui d'un brûleur de type « à combustion étagée ».

61. La vitesse verticale ascendante d'évacuation dans l'atmosphère des gaz de combustion d'un appareil installé ou mis en exploitation après le 14 novembre 1979, d'une puissance nominale inférieure à 3 MW, utilisant comme combustible le bois, les résidus de bois ou les matières résiduelles de fabrication de pâtes et papiers, seuls ou combinés avec un combustible fossile, et dont les gaz de combustion sont évacués au moyen d'une cheminée installée ou construite après cette date, doit être, lorsque cet appareil fonctionne à sa puissance nominale, d'au moins 10 m par seconde à la sortie de la cheminée.

La vitesse verticale ascendante d'évacuation dans l'atmosphère des gaz de combustion des appareils suivants doit être, lorsque ceux-ci fonctionnent à leur capacité calorifique nominale ou, le cas échéant, à leur puissance nominale, d'au moins 15 m par seconde à la sortie de la cheminée :

1° tout appareil de combustion, installé ou mis en exploitation après le 14 novembre 1979, utilisant comme combustible le mazout lourd et dont les gaz de combustion sont évacués au moyen d'une cheminée installée ou construite après cette date;

2° tout appareil de combustion, installé ou mis en exploitation après le 14 novembre 1979, d'une puissance nominale égale ou supérieure à 3 MW, utilisant comme combustible le bois, les résidus de bois ou les matières résiduelles de fabrication de pâtes et papiers, seuls ou combinés avec un combustible fossile et dont les gaz de combustion sont évacués au moyen d'une cheminée installée ou construite après cette date;

3° tout nouvel appareil de combustion autre que ceux visés au premier alinéa et aux paragraphes 1° et 2° du présent alinéa, n'utilisant pas exclusivement un combustible qui est à l'état gazeux au point d'alimentation de l'appareil et dont les gaz de combustion sont évacués au moyen d'une nouvelle cheminée.

62. Pour les fins de l'application des articles 60 et 61, la capacité calorifique nominale se rapporte à un appareil de combustion dont le combustible est à l'état liquide ou gazeux au point d'alimentation de l'appareil. Dans le cas où les combustibles utilisés ne sont pas tous à l'état liquide ou gazeux au point d'alimentation de l'appareil, la puissance nominale s'applique.

SECTION III APPAREILS DE COMBUSTION OU TURBINES FIXES À COMBUSTION UTILISANT DES COMBUSTIBLES FOSSILES AUTRES QUE DES HUILES USÉES

§1. *Interprétation*

63. Pour les fins de l'application de la présente section, les appareils de combustion qui sont couplés à une ou plusieurs turbines fixes à combustion sont assimilés à des turbines fixes à combustion.

§2. *Appareils de combustion*

64. Un appareil de combustion qui utilise exclusivement un combustible fossile autre que des huiles usées ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites prescrites au tableau suivant :

Capacité calorifique nominale (MW)	Combustible utilisé	Valeurs limites d'émission de particules (g/GJ fourni par le combustible)	
		Appareil installé ou mis en exploitation le ou avant le 14 novembre 1979	Appareil installé ou mis en exploitation après le 14 novembre 1979
≥ 3 et ≤ 15	Mazout léger ou lourd	85	60
> 15	Mazout léger ou lourd	60	45

Cependant, dans le cas d'un appareil de combustion utilisé dans une centrale électrique dont la vapeur produite à capacité calorifique nominale permet une production d'électricité égale ou supérieure à 125 MW, la valeur limite d'émission de particules est de 45 g/GJ fourni par le combustible.

65. Un nouvel appareil de combustion qui utilise exclusivement un combustible fossile autre que des huiles usées ne doit pas émettre dans l'atmosphère des oxydes d'azote au-delà des valeurs limites prescrites au tableau suivant :

Capacité calorifique nominale (MW)	Combustible utilisé	Valeurs limites d'émission d'oxydes d'azote (g/GJ fourni par le combustible)
≥ 3 et ≤ 30	Gaz naturel	26
	Mazout léger	40
	Mazout lourd (contenu en azote ≤ 0,35 %)	90
	Mazout lourd (contenu en azote > 0,35 %)	110
> 30	Gaz naturel	40
	Mazout léger	50
	Mazout lourd (contenu en azote ≤ 0,35 %)	90
	Mazout lourd (contenu en azote > 0,35 %)	125

Dans le cas d'un appareil de combustion existant, installé ou mis en exploitation après le 14 novembre 1979, les valeurs limites applicables sont celles prescrites au tableau suivant :

Capacité calorifique nominale (MW)	Combustible utilisé	Valeurs limites d'émission d'oxydes d'azote (g/GJ fourni par le combustible)
≥ 15 et ≤ 70	Gaz naturel	80
	Mazout léger ou lourd	175
> 70	Gaz naturel	110
	Mazout léger ou lourd	135

66. Dans le cas des appareils de combustion d'une centrale électrique établie ou mise en exploitation le ou avant le 14 novembre 1979, qui est située dans la zone décrite à l'annexe J et qui utilise des groupes électrogènes dont la capacité de production d'électricité est supérieure à 125 MW, la valeur limite applicable au regard des émissions d'oxydes d'azote pour l'ensemble de ces appareils est, à compter du 30 juin 2012, de 2,1 kt par année.

67. Dans le cas où des appareils de combustion d'une centrale électrique d'une puissance nominale de production d'électricité supérieure à 25 MW, qui est située dans

la zone décrite à l'annexe J et qui fournit de l'électricité sur un réseau public de distribution, utilisent un combustible fossile pour au moins 50 % de l'apport calorifique total, les valeurs limites applicables au regard des émissions d'oxydes d'azote sont, à compter du 30 juin 2012, celles prescrites au premier alinéa de l'article 65 au regard d'une capacité calorifique nominale supérieure à 30 MW.

§3. Turbines fixes à combustion

68. Une turbine fixe à combustion servant à la production d'électricité ne doit pas émettre dans l'atmosphère des oxydes d'azote au-delà des valeurs limites prescrites, au regard de chacune des catégories de turbine, au tableau suivant :

Catégorie de turbine (puissance nominale de production électrique - MW)	Valeurs limites d'émission d'oxydes d'azote (ppm)
< 50	30
< 50 alimentée par un combustible liquide et située hors de la zone décrite à l'annexe J	60
≥ 50	15
≥ 50 située dans la zone décrite à l'annexe J	4

Pour les fins de l'application du présent article, lorsqu'une installation comprend plusieurs turbines, les valeurs limites prescrites sont déterminées en fonction de la capacité totale de production de l'ensemble des turbines de l'installation.

Le présent article ne s'applique pas à une turbine fixe à combustion ou à un ensemble de turbines dont les émissions d'oxydes d'azote sont inférieures à 25 t par année.

69. Une turbine fixe à combustion visée à l'article 68 ne doit pas émettre dans l'atmosphère du monoxyde de carbone au-delà de la valeur limite de 16 ppm.

Le présent article s'applique aux turbines fixes à combustion existantes d'une puissance nominale de production électrique inférieure à 50 MW à compter du 1^{er} janvier 2013.

70. Dans le cas où la turbine fixe à combustion est munie d'un système de réduction catalytique des oxydes d'azote, le contenu en ammoniac des gaz de combustion ne doit pas excéder 5 ppm.

71. Pour les fins de l'application des articles 68 à 70, la concentration des contaminants émis est établie par la moyenne des concentrations mesurées dans les émissions sur une période de trois heures, exprimée sur une base sèche et corrigée à 15 % d'oxygène, selon la formule suivante :

$$E = E_a X \frac{5,9}{20,9 - A}$$

« E » est la concentration corrigée;

« E_a » est la concentration sur base sèche non corrigée;

« A » est le pourcentage d'oxygène sur base sèche dans les gaz de combustion au site d'échantillonnage.

§4. Équipements de surveillance

72. Tout appareil de combustion visé à l'un des articles 64 à 67 dont la capacité calorifique nominale est égale ou supérieure à 15 MW doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la concentration en particules ou l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère, ainsi que leur concentration en oxygène, en monoxyde de carbone et en oxydes d'azote.

Cependant, lorsqu'un tel appareil est alimenté exclusivement avec un combustible à l'état gazeux, il n'est pas requis que le système mesure et enregistre l'opacité ni la concentration en particules des gaz émis.

De même, il n'est pas requis que le système mesure et enregistre la concentration en oxydes d'azote dans le cas où l'appareil de combustion est en exploitation moins de 500 heures par année.

Pour les fins de l'application du présent article, au regard de la mesure et de l'enregistrement de la concentration en particules ou de l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère, un ensemble d'appareils de combustion est assimilé à un seul appareil dans le cas où les gaz sont émis par une seule cheminée.

Le présent article s'applique aux appareils de combustion existants à compter du 30 juin 2013.

73. Toute turbine fixe à combustion, à l'exception de celle visée au troisième alinéa de l'article 68, doit être munie d'un système qui mesure et enregistre en continu dans les gaz de combustion, les oxydes d'azote, le monoxyde de carbone et l'oxygène. Dans le cas visé à l'article 70, le système doit aussi mesurer et enregistrer en continu l'ammoniac contenu dans les gaz de combustion.

Les dispositions du présent article relatives au monoxyde de carbone s'appliquent aux turbines fixes à combustion existantes d'une puissance nominale de production électrique inférieure à 50 MW à compter du 1^{er} janvier 2013.

§5. Mesures de contrôle des émissions

74. L'exploitant d'un appareil de combustion visé à l'un des articles 64 à 67 dont la capacité calorifique nominale est égale ou supérieure à 3 MW ou l'exploitant d'une turbine fixe à combustion visée à l'un des articles 68 à 70 doit, au moins une fois tous les trois ans, procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par cet appareil ou cette turbine, en calculer le taux ou la concentration des contaminants mentionnés à ces articles, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

En outre, il doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'un appareil ou d'une turbine existants ou, dans le cas d'un nouvel appareil ou d'une nouvelle turbine, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de sa mise en exploitation.

SECTION IV APPAREILS DE COMBUSTION OU FOURS INDUSTRIELS UTILISANT DU BOIS, DES RÉSIDUS DE BOIS OU DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE FABRIQUE DE PÂTES ET PAPIERS COMME COMBUSTIBLE

§1. Normes d'émission et autres normes

75. Un appareil de combustion utilisant comme combustible du bois, des résidus de bois ou des matières résiduelles de fabrique de pâtes et papiers, seuls ou combinés avec un combustible fossile autre que des huiles usées, ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites prescrites au tableau suivant :

Puissance nominale (MW)	Combustible utilisé	Valeurs limites d'émission de particules (mg/m ³ R de gaz sec)	
		Appareil existant	Appareil nouveau
< 3	Bois ou résidus de bois, utilisés seuls ou avec un combustible fossile	600	150
≥ 3 et < 10	Bois ou résidus de bois, utilisés seuls ou avec un combustible fossile	340	150

Puissance nominale (MW)	Combustible utilisé	Valeurs limites d'émission de particules (mg/m ³ R de gaz sec)	
		Appareil existant	Appareil nouveau
≥ 10	Bois ou résidu de bois, utilisés seuls ou avec un combustible fossile	100	70
≥ 3	Matières résiduelles de fabrication de pâtes et papiers, utilisées seules ou avec un combustible fossile	100	70

De plus, seul un appareil de combustion d'une puissance nominale égale ou supérieure à 3 MW peut utiliser comme combustible du bois ou des résidus de bois qui contiennent ou qui sont imprégnés de colles à base de formaldéhyde. Dans ce cas et sous réserve du quatrième alinéa, la valeur limite applicable au regard de l'émission de particules est de 100 mg/m³R de gaz sec pour un appareil existant et de 70 mg/m³R de gaz sec lorsqu'il s'agit d'un nouvel appareil.

Malgré le deuxième alinéa, dans le cas d'un établissement de fabrication de meubles, un appareil de combustion d'une puissance nominale inférieure à 3 MW peut utiliser comme combustible les matières visées à cet alinéa lorsque ces matières sont générées dans le cadre des activités de cet établissement.

En outre, les combustibles visés aux deuxième et troisième alinéas utilisés dans tout appareil de combustion d'un établissement de fabrication de meubles ne doivent pas contenir plus de 0,05 % en poids en halogènes totaux au point d'alimentation de l'appareil, lequel ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites suivantes :

1° dans le cas d'un appareil de combustion existant, de 340 mg/m³R de gaz sec à compter du 30 juin 2011 et, à compter du 30 juin 2014, de 180 mg/m³R de gaz sec s'il s'agit d'un appareil de puissance nominale inférieure à 3 MW et de 100 mg/m³R de gaz sec s'il s'agit d'un appareil de puissance nominale égale ou supérieure à 3 MW;

2° dans le cas d'un nouvel appareil de combustion, de 150 mg/m³R de gaz sec s'il s'agit d'un appareil de puissance nominale inférieure à 3 MW et de 70 mg/m³R de gaz sec s'il s'agit d'un appareil de puissance nominale égale ou supérieure à 3 MW.

Enfin, dans le cas de l'utilisation comme combustible de bois ou de résidus de bois qui contiennent ou qui sont imprégnés de colles à base de formaldéhyde, l'appareil de combustion ne doit pas émettre du formaldéhyde en quantité telle que sa concentration dans l'atmosphère excède la valeur limite de 37 µg/m³R, sur une période de 15 minutes consécutives, en utilisant un modèle de dispersion atmosphérique conformément à l'annexe H.

76. Un nouvel appareil de combustion dont la puissance nominale est supérieure à 15 MW et qui utilise pour au moins 50 % de l'apport calorifique total des combustibles visés à l'article 65 ne doit pas émettre dans l'atmosphère des oxydes d'azote au-delà des valeurs limites prescrites au premier alinéa de cet article au regard d'une capacité calorifique nominale supérieure à 30 MW.

77. Dans le cas où le bois ou les résidus de bois utilisés comme combustible ont été traités avec un produit contenant du chrome, du cuivre ou de l'arsenic, l'appareil de combustion dans lequel ils sont utilisés doit avoir une puissance nominale égale ou supérieure à 3 MW et ne doit pas émettre dans l'atmosphère :

1° des particules au-delà de 100 mg/m³R de gaz sec s'il s'agit d'un appareil de combustion existant, ni plus de 70 mg/m³R de gaz sec s'il s'agit d'un nouvel appareil;

2° du chrome, du cuivre ou de l'arsenic de telle sorte que les concentrations de ces contaminants dans l'atmosphère excèdent celles prescrites à l'annexe G, en utilisant un modèle de dispersion atmosphérique conformément à l'annexe H.

78. Dans le cas où le bois ou les résidus de bois utilisés comme combustible ont été traités avec un produit contenant de la créosote ou du pentachlorophénol, l'appareil de combustion dans lequel ils sont utilisés doit avoir une puissance nominale égale ou supérieure à 3 MW et ne doit pas émettre dans l'atmosphère :

1° du monoxyde de carbone au-delà de la valeur limite de 114 mg/m³R de gaz sec calculée selon la moyenne mobile des émissions pendant une période de 60 minutes.

Cette valeur limite peut cependant être excédée dans le cas où les caractéristiques de l'appareil de combustion utilisé ne permettent pas de s'y conformer en autant que la concentration d'hydrocarbures totaux, calculée selon la moyenne mobile des émissions pendant une période de 60 minutes, demeure inférieure ou égale à 20 ppm, exprimée en équivalent propane, sur base sèche, dans les gaz de combustion. La valeur limite de monoxyde de

carbone alors applicable est établie sur la base des résultats d'émission obtenus lors d'essais de brûlage et calculée selon la moyenne des plus hautes moyennes mobiles des émissions de monoxyde de carbone pendant une période de 60 minutes, obtenues pour chaque essai de brûlage;

2° des particules en concentration telle qu'elle excède la valeur limite prescrite au paragraphe 1° de l'article 77.

En outre, dans le cas où le bois ou les résidus de bois utilisés comme combustible ont été traités avec un produit contenant du pentachlorophénol, l'appareil de combustion ne doit pas émettre dans l'atmosphère des polychlorodibenzofurannes et des polychlorodibenzo (b,e) (1,4) dioxines au-delà de la valeur limite de 0,08 ng/m³R de gaz sec; la concentration de ces contaminants dans les gaz de combustion est obtenue par l'addition de la concentration de chacun des congénères mentionnés à l'annexe I, laquelle est multipliée par le facteur d'équivalence de toxicité y afférent établi à cette annexe.

79. Pour les fins de l'application des articles 75 et 76 ainsi que des dispositions du paragraphe 1° de l'article 77 et du premier alinéa de l'article 78, la concentration des contaminants émis est exprimée sur une base sèche et est corrigée à 7 % d'oxygène selon la formule suivante :

$$E = E_a X \frac{13,9}{20,9 - A}$$

« E » est la concentration corrigée;

« E_a » est la concentration sur base sèche non corrigée;

« A » est le pourcentage d'oxygène sur base sèche dans les gaz de combustion au site d'échantillonnage.

Pour les fins de l'application du deuxième alinéa de l'article 78, la concentration des contaminants émis est exprimée sur une base sèche et est corrigée à 11 % d'oxygène selon la formule suivante :

$$E = E_a X \frac{9,9}{20,9 - A}$$

« E » est la concentration corrigée;

« E_a » est la concentration sur base sèche non corrigée;

« A » est le pourcentage d'oxygène sur base sèche dans les gaz de combustion au site d'échantillonnage.

80. Dans le cas où le bois ou les résidus de bois utilisés comme combustible contiennent l'une des substances mentionnées aux articles 75, 77 et 78, le four industriel dans lequel ils sont utilisés doit avoir une capacité calorifique nominale égale ou supérieure à 3 MW et les valeurs limites d'émission de particules qui s'appliquent sont celles prescrites aux dispositions du chapitre IX du Titre II du présent règlement relativement au type de four utilisé ou, à défaut, les valeurs limites prescrites aux dispositions du chapitre II du Titre II.

En outre, les dispositions du cinquième alinéa de l'article 75, du paragraphe 2° de l'article 77 ainsi que du deuxième alinéa de l'article 78 s'appliquent aux fours industriels. S'appliquent également aux fours industriels, autres que les fours à clinker et les fours à chaux, les dispositions du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 78.

81. L'utilisation comme combustible de bois ou de résidus de bois contenant l'un des contaminants mentionnés à l'article 78 n'est permise que dans un appareil de combustion ou dans un four industriel d'une puissance nominale ou d'une capacité calorifique nominale, selon le cas, égale ou supérieure à 3 MW et dont l'efficacité de destruction et d'enlèvement est égale ou supérieure à 99,99 % pour chacune des substances suivantes :

1° le pentachlorophénol;

2° chacun des composés organiques présents dû au traitement par la créosote et qui constituerait une matière dangereuse s'il était sur une base individuelle l'unique constituant de la matière.

Pour les fins de l'application du présent article, le calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement s'effectue au moyen de la formule suivante :

$$E_d = \frac{(Q_i - Q_s)}{Q_i} X 100$$

« E_d » est l'efficacité de destruction et d'enlèvement du composé organique visé;

« Q_i » est le taux d'alimentation, exprimé en kg/h, du composé organique le plus stable thermiquement, visé par l'efficacité de destruction et d'enlèvement prescrite;

« Q_s » est le taux de rejet dans l'atmosphère, exprimé en kg/h, du composé organique visé par « Q_i » qui est présent dans les gaz émis.

82. Dans le cas où les gaz de combustion d'un appareil visé à l'article 75 sont utilisés pour le séchage de bois, de résidus de bois ou de matières résiduelles de fabrique de pâtes et papiers destinés à servir de combustible dans cet appareil, les émissions de particules du séchoir sont réputées faire partie de celles de l'appareil de combustion qui y est relié, et malgré les dispositions de l'article 154, sont régies par les dispositions de la présente section.

§2. Équipements de surveillance

83. Tous les appareils de combustion visés à l'article 75 qui utilisent comme combustible du bois ou des résidus de bois qui contiennent ou qui sont imprégnés de colles à base de formaldéhyde ainsi que ceux qui utilisent d'autres combustibles et dont la puissance nominale est égale ou supérieure à 10 MW doivent être munis d'un système qui mesure et enregistre en continu la concentration en oxygène des gaz émis dans l'atmosphère ainsi que leur concentration en monoxyde de carbone.

En outre, dans le cas des appareils de combustion visés à l'article 75 dont la puissance nominale est égale ou supérieure à 10 MW, ce système doit également mesurer et enregistrer en continu l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère ou leur concentration en particules.

Les premier et deuxième alinéas s'appliquent aussi aux appareils de combustion et aux fours industriels dont la capacité calorifique nominale ou la puissance nominale, selon le cas, est égale ou supérieure à 3 MW et qui sont alimentés avec du bois ou des résidus de bois qui ont été traités avec un produit contenant l'une des substances mentionnées aux articles 77 et 78.

Pour les fins de l'application du présent article, au regard de la mesure et de l'enregistrement en continu de la concentration en particules ou de l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère, un ensemble d'appareils de combustion ou de fours industriels est assimilé à un seul appareil ou à un seul four dans le cas où les gaz sont émis par une seule cheminée.

Le présent article s'applique aux appareils de combustion et aux fours industriels existants à compter du 30 juin 2013, sous réserve des dispositions relatives aux appareils de combustion utilisant comme combustible du bois ou des résidus de bois qui contiennent ou qui sont imprégnés de colles à base de formaldéhyde qui s'appliquent à compter du 30 juin 2014. Dans le cas où il est nécessaire d'installer un épurateur et une cheminée pour que ces appareils et ces fours soient conformes aux normes d'émission prescrites aux premiers alinéas des articles 75 ou 80, le présent article s'applique à compter du 30 juin 2016.

84. Tout épurateur à voie humide qui est relié à un appareil de combustion d'une puissance nominale égale ou supérieure à 3 MW doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la perte de charge des gaz à travers l'épurateur et comportant un manomètre à pression différentielle d'une précision d'au moins 0,5 kPa.

En outre, il doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la pression des liquides d'épuration à l'entrée de la conduite d'amenée et comportant un manomètre dont la précision est d'au moins 10 % de la pression nominale présente dans cette conduite.

85. Il est interdit d'installer ou d'utiliser dans un épurateur à voie humide, entre l'emplacement du manomètre et la sortie de la conduite d'amenée, tout dispositif susceptible de modifier la résistance à l'écoulement des liquides d'épuration.

§3. Mesures de contrôle des émissions

86. L'exploitant d'un appareil de combustion visé à l'une des dispositions des premier, deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 75, de l'article 76, du paragraphe 1^o de l'article 77 ainsi que de l'article 78 doit procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par cet appareil, en calculer le taux des contaminants mentionnés aux dispositions qui lui sont applicables, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul, selon la fréquence suivante :

1^o au moins une fois tous les cinq ans, dans le cas d'un nouvel appareil d'une puissance nominale inférieure à 3 MW autre que celui visé au paragraphe 2^o;

2^o au moins une fois tous les trois ans, dans le cas d'un appareil de combustion d'un établissement de fabrication de meubles d'une puissance nominale inférieure à 3 MW et qui utilise comme combustible du bois ou des résidus de bois qui contiennent ou qui sont imprégnés de colles à base de formaldéhyde;

3^o au moins une fois tous les trois ans, dans le cas d'un appareil d'une puissance nominale égale ou supérieure à 3 MW et inférieure à 10 MW;

4^o au moins une fois par année, dans le cas d'un appareil d'une puissance nominale égale ou supérieure à 10 MW;

5^o au moins une fois tous les deux ans, dans le cas de l'échantillonnage et de l'analyse des oxydes d'azote au regard d'un appareil de combustion d'une puissance nominale égale ou supérieure à 15 MW.

En outre, il doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'un appareil existant ou, dans le cas d'un nouvel appareil, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de sa mise en exploitation.

Les dispositions du présent article s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'exploitant d'un four industriel visé à l'article 80.

87. Outre les échantillonnages mentionnés à l'article 86, l'exploitant d'un appareil de combustion qui utilise comme combustible du bois ou des résidus de bois qui ont été traités avec un produit contenant de la créosote ou du pentachlorophénol doit, à la fréquence prévue au premier alinéa de cet article selon la puissance nominale de cet appareil, procéder à l'échantillonnage des gaz émis dans l'atmosphère par cet appareil, calculer l'efficacité de destruction et d'enlèvement de l'appareil pour ces substances conformément aux dispositions de l'article 81, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

De plus, dans le cas où le bois ou les résidus de bois utilisés comme combustible contiennent ou sont imprégnés de colles à base de formaldéhyde ou ont été traités avec un produit contenant du chrome, du cuivre ou de l'arsenic, il doit à cette même fréquence procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère et calculer la concentration dans l'atmosphère des contaminants visés aux dispositions du cinquième alinéa de l'article 75 ou du paragraphe 2° de l'article 77 qui lui sont applicables en utilisant un modèle de dispersion atmosphérique conformément à l'annexe H.

En outre, il doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 ou à compter de la date de la première utilisation comme combustible du bois ou des résidus de bois traités, si cette date est postérieure à la première.

Les dispositions du présent article s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'exploitant d'un four industriel alimenté avec de tels combustibles.

SECTION V APPAREILS DE COMBUSTION OU FOURS INDUSTRIELS UTILISANT D'AUTRES COMBUSTIBLES

§1. Appareils de combustion

88. Un appareil de combustion utilisant un combustible autre que ceux visés aux sections III et IV du présent chapitre ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites suivantes :

1° celles prescrites à l'article 64, selon la capacité calorifique nominale de l'appareil, dans le cas où les combustibles utilisés sont exclusivement à l'état liquide ou gazeux au point d'alimentation de l'appareil;

2° de 100 mg/m³R de gaz sec pour un appareil existant et de 70 mg/m³R de gaz sec lorsqu'il s'agit d'un nouvel appareil, dans les autres cas, la concentration mesurée étant corrigée à 7 % d'oxygène selon la formule prévue au premier alinéa de l'article 79.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas de l'utilisation d'un combustible constitué d'huiles usées faite conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 26 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

89. Un appareil de combustion utilisant un combustible autre que ceux visés aux sections III et IV du présent chapitre ne doit pas émettre dans l'atmosphère des oxydes d'azote au-delà :

1° des valeurs limites prescrites au premier alinéa de l'article 65 au regard du mazout dont le contenu en azote excède 0,35 % dans le cas d'un nouvel appareil ou au deuxième alinéa de cet article au regard du mazout léger dans le cas d'un appareil existant installé ou mis en exploitation après le 14 novembre 1979, selon la capacité calorifique nominale de l'appareil, lorsque les combustibles utilisés sont exclusivement à l'état liquide ou gazeux au point d'alimentation de l'appareil;

2° de la valeur limite de 125 g d'oxydes d'azote par gigajoule fourni par les combustibles dans le cas d'un nouvel appareil d'une puissance nominale supérieure à 15 MW et dont l'apport en combustibles liquides et gazeux constitue au moins 50 % de l'apport calorifique total.

90. L'utilisation dans un appareil de combustion d'autres combustibles que ceux visés aux sections III et IV du présent chapitre est également soumise aux valeurs limites d'émission et aux autres normes suivantes :

1° l'appareil de combustion doit être d'une capacité calorifique nominale ou d'une puissance nominale, selon le cas, égale ou supérieure à 3 MW, sous réserve de l'utilisation de biogaz ou de granules produits à partir de cultures lignocellulosiques ainsi que, dans le cas des huiles usées, des dispositions de l'article 26 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires;

2° une valeur limite d'émission de 114 mg/m³R de gaz sec pour le monoxyde de carbone, calculée selon la moyenne mobile des émissions pendant une période de 60 minutes.

Cette valeur limite peut cependant être excédée dans le cas où les caractéristiques de l'appareil de combustion utilisé ne permettent pas de s'y conformer en autant que la concentration d'hydrocarbures totaux, calculée selon la moyenne mobile des émissions pendant une période de 60 minutes, demeure inférieure ou égale à 20 ppm, exprimée en équivalent propane, sur base sèche, dans les gaz de combustion. La valeur limite de monoxyde de carbone alors applicable est établie sur la base des résultats d'émission obtenus lors d'essais de brûlage et calculée selon la moyenne des plus hautes moyennes mobiles des émissions de monoxyde de carbone pendant une période de 60 minutes, obtenues pour chaque essai de brûlage;

3° une valeur limite de 0,15 % en poids d'halogènes totaux au point d'alimentation de l'appareil;

4° une valeur limite d'émission de 0,08 ng/m³R de gaz sec pour les congénères des polychlorodibenzofurannes et des polychlorodibenzo (b,e) (1,4) dioxines dans le cas où des composés chlorés sont présents dans les combustibles utilisés. La concentration de ces contaminants dans les gaz de combustion est obtenue par l'addition de la concentration de chacun des congénères mentionnés à l'annexe I, laquelle est multipliée par le facteur d'équivalence de toxicité y afférent établi à cette annexe;

5° une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,99 % pour chacune des substances suivantes :

a) tout composé organique qui est contenu dans un combustible constitué d'une matière dangereuse résiduelle et qui constituerait une matière dangereuse s'il était sur une base individuelle l'unique constituant de la matière;

b) tout composé organique halogéné présent dans un effluent gazeux utilisé comme combustible et provenant d'un procédé.

La concentration des contaminants mesurés en application du présent article est exprimée sur une base sèche et est corrigée à 7 % d'oxygène selon la formule prévue au premier alinéa de l'article 79.

Cependant, la concentration des contaminants mesurés en application du paragraphe 4° du premier alinéa est exprimée sur une base sèche et est corrigée à 11 % d'oxygène selon la formule prévue au deuxième alinéa de l'article 79.

Pour les fins de l'application du présent article, le calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement s'effectue au moyen de la formule suivante :

$$E_d = \frac{(Q_i - Q_s) \times 100}{Q_i}$$

« E_d » est l'efficacité de destruction et d'enlèvement du composé organique visé;

« Q_i » est le taux d'alimentation, exprimé en kg/h, du composé organique le plus stable thermiquement, visé par l'efficacité de destruction et d'enlèvement prescrite;

« Q_s » est le taux de rejet dans l'atmosphère, exprimé en kg/h, du composé organique visé par « Q_i » qui est présent dans les gaz émis.

Les paragraphes 2°, 4° et 5° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas de l'utilisation de biogaz ou de granules produits à partir de cultures lignocellulosiques, ni dans le cas de l'utilisation d'huiles usées faite conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 26 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

En outre, le paragraphe 5° du premier alinéa ne s'applique pas dans le cas de l'utilisation d'un combustible constitué exclusivement d'huiles usées dont la teneur en contaminants est conforme aux normes prévues à l'annexe 6 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

91. Il est interdit d'utiliser comme combustible dans un appareil de combustion des matières dangereuses résiduelles contenant des BPC à une teneur supérieure à 50 mg/kg ou des composés organiques halogénés à des teneurs telles qu'ils constituent des matières toxiques.

En outre, lorsque le combustible utilisé n'est pas un de ceux visés aux sections III et IV et qu'il contient l'un des contaminants mentionnés à l'annexe G, l'appareil de combustion dans lequel il est utilisé, à l'exclusion d'un appareil visé au deuxième alinéa de l'article 26 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires, ne doit pas émettre dans l'atmosphère un tel contaminant de telle sorte que sa concentration dans l'atmosphère excède celle prescrite à cette annexe en utilisant un modèle de dispersion atmosphérique conformément à l'annexe H.

Le premier alinéa ne s'applique pas dans le cas de l'utilisation d'un combustible constitué exclusivement d'huiles usées dont la teneur en contaminants est conforme aux normes prévues à l'annexe 6 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

§2. Fours industriels

92. Un four industriel utilisant un combustible autre que ceux visés aux sections III et IV du présent chapitre ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites d'émission prescrites par les dispositions du chapitre IX du Titre II pour ce type de four industriel, ou, à défaut, au-delà des valeurs limites prescrites par les dispositions du chapitre II du Titre II.

En outre, l'utilisation dans un four industriel d'autres combustibles que ceux visés aux sections III et IV du présent chapitre est soumise aux valeurs limites d'émission et aux autres normes suivantes :

1° le four doit être d'une capacité calorifique nominale égale ou supérieure à 3 MW, sous réserve dans le cas des huiles usées des dispositions de l'article 26 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires;

2° une valeur limite d'émission de 114 mg/m³ R de gaz sec pour le monoxyde de carbone, calculée selon la moyenne mobile des émissions pendant une période de 60 minutes.

Cette valeur limite peut cependant être excédée dans le cas où les caractéristiques du four industriel utilisé ne permettent pas de s'y conformer en autant que la concentration d'hydrocarbures totaux, calculée selon la moyenne mobile des émissions pendant une période de 60 minutes, demeure inférieure ou égale à 20 ppm, exprimée en équivalent propane, sur base sèche, dans les gaz de combustion. La valeur limite de monoxyde de carbone alors applicable est établie sur la base des résultats d'émission obtenus lors d'essais de brûlage et calculée selon la moyenne des plus hautes moyennes mobiles des émissions de monoxyde de carbone pendant une période de 60 minutes, obtenues pour chaque essai de brûlage;

3° une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,9999 % pour chacune des substances suivantes contenues dans le combustible lorsque celui-ci est constitué d'une matière dangereuse résiduelle ou est un combustible dont la teneur en halogènes totaux est supérieure à 0,15 % en poids au point d'alimentation du four :

a) tout composé organique halogéné dont la teneur est telle que le combustible qui le contient au point d'alimentation du four constitue une matière toxique;

b) tout composé organique halogéné lorsque la teneur en halogènes totaux dans le combustible qui le contient au point d'alimentation du four est supérieure à 0,15 % en poids;

c) tout BPC lorsque la teneur en BPC totaux du combustible qui le contient au point d'alimentation du four est supérieure à 50 mg/kg;

4° une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,99 % pour chacune des substances suivantes :

a) tout composé organique, autre que ceux mentionnés au paragraphe 3° du deuxième alinéa, qui est contenu dans un combustible constitué d'une matière dangereuse résiduelle ou dans un combustible dont la teneur en halogènes totaux est supérieure à 0,15 % en poids au point d'alimentation du four et qui constituerait une matière dangereuse s'il était sur une base individuelle l'unique constituant de la matière;

b) tout composé organique halogéné présent dans un effluent gazeux utilisé comme combustible et provenant d'un procédé;

5° lorsque le combustible utilisé contient l'un des contaminants mentionnés à l'annexe G, le four ne doit pas émettre dans l'atmosphère un tel contaminant de telle sorte que sa concentration dans l'atmosphère excède celle prescrite à cette annexe en utilisant un modèle de dispersion atmosphérique conformément à l'annexe H;

6° une valeur limite d'émission de 0,08 ng/m³ R de gaz sec pour les congénères des polychlorodibenzofurannes et des polychlorodibenzo (b, e) (1,4) dioxines dans le cas où des composés chlorés sont contenus dans le combustible utilisé. Le calcul de la concentration du contaminant doit tenir compte des facteurs d'équivalence de toxicité établis à l'annexe I.

Les dispositions des paragraphes 2° à 6° du deuxième alinéa ne s'appliquent pas à l'utilisation comme combustible d'huiles usées faite conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 26 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

En outre, le paragraphe 2° du deuxième alinéa ne s'applique pas aux fours industriels suivants :

1° les fours à clinker;

2° les fours à chaux;

3° les fours dont l'efficacité de destruction et d'enlèvement prescrite par les dispositions du présent règlement est égale ou supérieure à 99,9999 %;

4° les fours utilisant comme combustible le monoxyde de carbone ou l'hydrogène, seul ou combiné avec des composés non combustibles.

Pour les fins de l'application des paragraphes 3° et 4° du deuxième alinéa, le calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement s'effectue au moyen de la formule prévue au quatrième alinéa de l'article 90.

Les paragraphes 3° et 4° du deuxième alinéa ne s'appliquent pas dans le cas de l'utilisation d'un combustible constitué exclusivement d'huiles usées dont la teneur en contaminant est conforme aux normes prévues à l'annexe 6 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

93. Pour les fins de l'application de l'article 92, la concentration des contaminants mesurés est exprimée sur une base sèche et est corrigée à 7 % d'oxygène selon la formule prévue au premier alinéa de l'article 79.

Cependant, la concentration des contaminants mesurés en application du paragraphe 6° du deuxième alinéa de l'article 92 est exprimée sur une base sèche et est corrigée à 11 % d'oxygène selon la formule prévue au deuxième alinéa de l'article 79.

94. En outre, l'utilisation dans un four industriel de combustibles visés au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 92 est soumise aux valeurs limites et autres normes suivantes :

1° une valeur limite d'émission de 50 mg/m³R pour le chlorure d'hydrogène, exprimée sur une base sèche et corrigée à 11 % d'oxygène, selon la formule prévue au deuxième alinéa de l'article 79;

2° les combustibles au regard desquels l'article 92 prescrit une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,9999 % ne doivent pas être introduits dans le four tant que la chambre de combustion et les équipements connexes n'ont pas atteint et maintenu pendant une période d'au moins 60 minutes consécutives leur température normale de fonctionnement;

3° la chambre de combustion et les équipements connexes doivent être maintenus à leur température normale de fonctionnement pendant une période d'au moins 30 minutes consécutives après que les derniers combustibles au regard desquels l'article 92 prescrit une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,9999 % n'aient été introduits dans le four, ou pendant une période d'au moins 10 minutes consécutives après l'introduction de ces combustibles lorsqu'ils sont à l'état liquide;

4° le four, sauf dans le cas d'un four à clinker ou d'un four à chaux, doit être muni d'un dispositif d'urgence qui interrompt l'alimentation de ces combustibles lorsque la concentration en monoxyde de carbone dans les gaz de combustion excède pendant une minute la valeur limite de 57 mg/m³R sur base sèche et corrigée à 11 % d'oxygène.

§3. Équipements de surveillance

95. Tout appareil de combustion visé à l'un des articles 88 et 89 ou tout four industriel visé à l'article 92, dont la capacité calorifique nominale ou la puissance nominale, selon le cas, est égale ou supérieure à 3 MW, doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la concentration en oxygène des gaz émis dans l'atmosphère ainsi que leur concentration en monoxyde de carbone.

En outre, dans le cas où l'appareil de combustion ou le four industriel est d'une capacité calorifique nominale ou d'une puissance nominale, selon le cas, supérieure à 15 MW, le système mentionné au premier alinéa doit aussi mesurer et enregistrer en continu la concentration en particules ou l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère, sauf dans le cas où l'appareil de combustion ou le four industriel est alimenté exclusivement par des combustibles à l'état gazeux.

De plus, l'appareil de combustion visé au deuxième alinéa doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la concentration des oxydes d'azote émis dans l'atmosphère dans le cas où les combustibles à l'état liquide ou gazeux représentent au moins 50 % de l'apport calorifique total.

Pour les fins de l'application du deuxième alinéa, un ensemble d'appareils de combustion ou de fours industriels est assimilé à un seul appareil ou à un seul four dans le cas où les gaz de combustion sont émis par une seule cheminée.

Dans le cas d'un four industriel utilisant des combustibles au regard desquels l'article 92 prescrit une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,9999 %, celui-ci doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu le taux d'alimentation de ces combustibles ainsi que la concentration en chlorure d'hydrogène dans les gaz émis dans l'atmosphère. En outre, les dispositions des articles 83 et 84 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux fours industriels visés au présent article.

Le présent article s'applique aux appareils de combustion et aux fours industriels existants à compter du 30 juin 2012.

§4. Mesures de contrôle des émissions

96. L'exploitant d'un appareil de combustion visé à l'un des articles 88 et 89 ou aux paragraphes 2° ou 4° du premier alinéa de l'article 90 ou d'un four industriel visé au premier alinéa ou aux paragraphes 2° ou 6° du deuxième alinéa de l'article 92 ou au paragraphe 1° de l'article 94 doit procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par cet appareil ou par ce four, en calculer le taux ou la concentration des contaminants mentionnés aux dispositions qui lui sont applicables, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul, selon la fréquence suivante :

1° au moins une fois tous les trois ans, dans le cas de l'utilisation de biogaz ou de granules produits à partir de cultures lignocellulosiques et dans le cas où le combustible utilisé est constitué d'huiles usées conformes aux normes prévues à l'annexe 6 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires;

2° au moins une fois par année, dans le cas où l'appareil ou le four est alimenté avec un combustible autre que celui visé au paragraphe 1°.

En outre, l'exploitant doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'un appareil ou d'un four existants ou, dans le cas d'un nouvel appareil ou d'un nouveau four, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de sa mise en exploitation.

Le présent article ne s'applique pas à l'exploitant qui utilise des biogaz dans un appareil de combustion de capacité calorifique nominale ou de puissance nominale inférieure à 3 MW.

97. L'exploitant d'un appareil de combustion visé au deuxième alinéa de l'article 91 ou d'un four industriel visé au paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 92 doit procéder, au regard des contaminants mentionnés à l'annexe G, à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par cet appareil ou ce four et en calculer la concentration dans l'atmosphère en utilisant un modèle de dispersion atmosphérique conformément à l'annexe H, selon la fréquence suivante :

1° au moins une fois tous les trois ans, dans le cas où le combustible utilisé est constitué d'huiles usées conformes aux normes prévues à l'annexe 6 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires;

2° au moins une fois par année, dans le cas où l'appareil ou le four est alimenté avec un combustible autre que celui visé au paragraphe 1°.

En outre, l'exploitant doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'un appareil ou d'un four existants ou, dans le cas d'un nouvel appareil ou d'un nouveau four, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de sa mise en exploitation.

98. L'exploitant d'un appareil de combustion ou d'un four industriel, au regard duquel les dispositions du paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 90 ou des paragraphes 3° ou 4° du deuxième alinéa de l'article 92 prescrivent un pourcentage d'efficacité de destruction et d'enlèvement de certains contaminants, doit procéder au moins une fois par année au calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement conformément aux dispositions du quatrième alinéa de l'article 90, et à cette fin, procéder à l'échantillonnage de ces contaminants et mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

Dans le cas où la composition d'un combustible constitué d'une matière dangereuse résiduelle ou d'un combustible autre que ceux visés aux sections III et IV du présent chapitre dont la teneur en halogènes totaux au point d'alimentation du four est supérieure à 0,15 % en poids est modifiée après le calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement mentionné au premier alinéa par l'introduction d'un composé organique plus stable thermiquement que le composé au regard duquel l'efficacité de destruction et d'enlèvement a été calculée, l'exploitant doit procéder sans délai à un nouvel échantillonnage et à un nouveau calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement de ce composé.

En outre, il doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'un appareil ou d'un four existants ou, dans le cas d'un nouvel appareil ou d'un nouveau four, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de sa mise en exploitation.

99. L'exploitant d'un appareil de combustion ou d'un four industriel qui utilise un combustible qui contient des matières dangereuses résiduelles ou qui est un combustible autre que ceux visés aux sections III et IV du présent chapitre dont la teneur en halogènes totaux au point d'alimentation du four est supérieure à 0,15 % en poids doit consigner dans un registre, pour chaque lot de combustible, les renseignements suivants :

1° le numéro ou le code d'identification qu'il a attribué au lot de combustible et sa quantité en kilogrammes;

2° la date de son utilisation;

3° la teneur en BPC et en halogènes totaux, exprimée en mg/kg de combustible, au point d'alimentation de l'appareil ou du four;

4° la teneur de chacun des composés organiques que contient le combustible, exprimée en mg/kg de combustible, au point d'alimentation de l'appareil ou du four;

5° la teneur de chacun des contaminants mentionnés à l'annexe G que contient le combustible, exprimée en mg/kg de combustible, au point d'alimentation de l'appareil ou du four.

Sont exclus de l'application du présent article, les combustibles constitués exclusivement d'huiles usées conformes aux normes prévues à l'annexe 6 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

100. Malgré les dispositions de la présente section, dans le cas où un appareil de combustion ou un four industriel utilise des ordures ménagères comme combustibles, les règles applicables à cet appareil ou ce four sont celles concernant les installations d'incinération prévues au chapitre VII.

CHAPITRE VII VALEURS LIMITES D'ÉMISSION ET AUTRES NORMES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS D'INCINÉRATION

SECTION I INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION

101. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« brûleur conique » : brûleur destiné à la destruction thermique de résidus de bois, communément appelé « tipi », « wigwam » ou « brûleur en silo »;

« capacité nominale d'alimentation » : taux maximal d'alimentation en matières d'un incinérateur, exprimé en kilogrammes par heure, selon les spécifications fournies par son fabricant, ou dans le cas où un certificat d'autorisation délivré par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs au regard de cet incinérateur prévoit un taux différent, le taux mentionné au certificat;

« incinérateur » : l'ensemble des équipements ou appareils conçus et utilisés pour effectuer le traitement thermique de matières résiduelles, avec ou sans récupération de chaleur, comprenant notamment l'incinération, la pyrolyse, la gazéification et le traitement plasmatique.

102. Le présent chapitre ne s'applique pas aux crématoriums, aux incinérateurs d'animaux ainsi qu'aux installations d'incinération de matières résiduelles visées par le chapitre III du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles.

SECTION II NORMES GÉNÉRALES D'ÉMISSION ET AUTRES NORMES APPLICABLES AUX INCINÉRATEURS

§1. Dispositions générales

103. Un incinérateur ne doit pas émettre dans l'atmosphère des gaz de combustion contenant du monoxyde de carbone en concentration telle qu'elle excède pour la période prévue les valeurs limites prescrites au tableau suivant :

Type de matières incinérées	Valeurs limites d'émission de monoxyde de carbone	
	(mg/m ³ R de gaz sec)	Période pour laquelle la moyenne mobile est calculée (minutes)
Matières dangereuses résiduelles	100	20
Déchets biomédicaux et autres matières résiduelles	57	240

Le présent article ne s'applique pas aux incinérateurs destinés à la destruction de matières dangereuses résiduelles pour lesquelles une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,9999 % est prescrite.

104. Un incinérateur ne doit pas émettre dans l'atmosphère des gaz de combustion contenant :

1° plus de 20 mg/m³ R de particules; cependant, dans le cas d'une installation ayant une capacité nominale d'alimentation inférieure à une tonne par heure et qui ne brûle pas de matières dangereuses résiduelles ou de déchets biomédicaux, cette valeur limite est portée à 50 mg/m³ R;

2° plus de 50 mg/m³ R de chlorure d'hydrogène; cependant, dans le cas d'une installation ayant une capacité nominale d'alimentation inférieure à une tonne par heure et qui ne brûle pas de matières dangereuses résiduelles ou de déchets biomédicaux, cette valeur limite est portée à 100 mg/m³ R;

3° plus de 150 mg/m³ R de dioxyde de soufre si l'installation brûle des matières dangereuses résiduelles;

4° plus de 0,08 ng/m³ R pour les congénères des polychlorodibenzofurannes et des polychlorodibenzo (b,e) (1,4) dioxines; la concentration de ces contaminants dans les gaz de combustion est obtenue par l'addition de la concentration de chacun des congénères mentionnés à l'annexe I, laquelle est multipliée par le facteur d'équivalence de toxicité y afférent établi à cette annexe.

Les paragraphes 1^o à 3^o du premier alinéa ainsi que les articles 103, 105, 108 à 110 et 115 ne s'appliquent pas à un incinérateur destiné à épurer un effluent gazeux généré par un procédé industriel. S'appliquent à un tel incinérateur les normes afférentes à ce procédé industriel.

En outre, le paragraphe 4^o du premier alinéa ne s'applique pas à un incinérateur visé au deuxième alinéa dans le cas où l'effluent ne contient pas de composés chlorés.

Le paragraphe 4^o du premier alinéa s'applique aux incinérateurs existants à compter du 30 juin 2012.

105. Un incinérateur ne doit pas émettre dans l'atmosphère du mercure au-delà des valeurs limites suivantes :

1^o 40 µg/m³ R dans le cas de déchets biomédicaux incinérés dans une installation d'une capacité nominale d'alimentation inférieure à une tonne par heure;

2^o 50 µg/m³ R dans le cas de matières dangereuses résiduelles;

3^o 20 µg/m³ R dans les cas autres que ceux visés aux paragraphes 1^o et 2^o.

Le présent article s'applique aux incinérateurs existants à compter du 30 juin 2012.

106. Pour les fins de l'application des articles 103 à 105, la concentration des contaminants mesurés est exprimée sur une base sèche et est corrigée à 11 % d'oxygène selon la formule prévue au deuxième alinéa de l'article 79.

107. Tout incinérateur doit avoir une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,9999 % pour les substances suivantes présentes dans chaque matière dangereuse résiduelle :

1^o tout composé organique halogéné dont la teneur est telle que la matière dangereuse résiduelle qui le contient au point d'alimentation de l'incinérateur constitue une matière toxique;

2^o tout composé organique halogéné lorsque la teneur en halogènes totaux dans la matière dangereuse résiduelle qui le contient au point d'alimentation de l'incinérateur est égale ou supérieure à 0,2 % en poids dans le cas d'un incinérateur existant, ou supérieure à 0,15 % en poids dans le cas d'un nouvel incinérateur;

3^o tout BPC lorsque la teneur en BPC totaux de la matière dangereuse résiduelle qui le contient au point d'alimentation de l'incinérateur est supérieure à 50 mg/kg.

L'efficacité de destruction et d'enlèvement doit être égale ou supérieure à 99,99 % pour les composés organiques présents dans les matières dangereuses résiduelles autres que ceux mentionnés au premier alinéa qui constitueraient des matières dangereuses s'ils étaient, sur une base individuelle, l'unique constituant d'une matière ou pour tout composé organique halogéné présent dans l'effluent gazeux provenant d'un procédé.

Pour les fins de l'application du présent article, le calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement s'effectue à l'aide de la formule prévue au quatrième alinéa de l'article 90.

Le présent article ne s'applique pas aux huiles usées conformes aux normes prévues à l'annexe 6 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

§2. Aménagement et exploitation

108. Tout incinérateur dont la capacité nominale d'alimentation est inférieure à une tonne par heure et tout incinérateur qui brûle des déchets biomédicaux doivent être munis d'une chambre primaire de combustion et d'au moins une chambre secondaire de combustion.

En outre, les gaz provenant de la combustion des matières résiduelles dans la chambre de combustion primaire doivent être portés, lorsqu'ils parviennent dans la dernière chambre de combustion secondaire, à une température supérieure à 1 000 °C pendant au moins une seconde.

109. Tout incinérateur dont la capacité nominale d'alimentation est inférieure à une tonne par heure ainsi que tout incinérateur qui brûle des matières dangereuses résiduelles ou des déchets biomédicaux doivent être équipés de brûleurs d'appoint fonctionnant au gaz ou à un combustible fossile liquide autre que des huiles usées.

110. Il est interdit d'introduire des matières à incinérer dans la chambre primaire d'un incinérateur qui brûle des déchets biomédicaux ou d'un incinérateur dont la capacité nominale d'alimentation est inférieure à une tonne par heure pendant la période de préchauffage de la dernière chambre secondaire de combustion, ou d'entamer l'ignition de telles matières tant que la température de cette dernière chambre secondaire de combustion n'a pas été maintenue à un minimum de 1 000 °C pendant une période d'au moins 15 minutes consécutives.

111. Il est interdit, lors de son démarrage, d'introduire des matières dangereuses résiduelles dans un incinérateur tant que sa température et celles des équipements connexes n'ont pas été maintenues à la température normale d'exploitation pendant une période d'au moins 60 minutes consécutives.

112. Dans le cas de l'incinération de matières dangereuses résiduelles, les chambres de combustion doivent être maintenues à la température normale d'exploitation pendant une période d'au moins 30 minutes consécutives après que les dernières matières dangereuses résiduelles solides introduites y aient été incinérées, ou pendant une période d'au moins 10 minutes consécutives lorsqu'il s'agit de matières liquides ou gazeuses.

113. Tout incinérateur qui brûle des matières dangereuses résiduelles ou des déchets biomédicaux dont la capacité nominale d'alimentation est égale ou supérieure à une tonne par heure, doit être muni d'un dispositif d'urgence qui interrompt l'alimentation de ces matières ou de ces déchets lorsque la concentration de monoxyde de carbone excède les valeurs limites prescrites à l'article 103.

Un incinérateur qui brûle des matières dangereuses résiduelles pour lesquelles une efficacité de destruction et d'enlèvement égale ou supérieure à 99,999 % est requise doit être muni d'un dispositif d'urgence qui interrompt l'alimentation de ces matières lorsque la concentration en monoxyde de carbone dans les gaz de combustion, sur une base sèche et corrigée à 11 % d'oxygène, excède 57 mg/m³ R pendant une minute.

114. Les dispositions prévues aux articles 103 et 104, au paragraphe 3^o du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 105 ainsi qu'aux articles 106, 107, 111 à 113 et 115 à 120 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux installations de traitement thermique de sols contaminés.

§3. Équipements de surveillance

115. Tout incinérateur doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la concentration du monoxyde de carbone et de l'oxygène dans les gaz de combustion émis dans l'atmosphère. Il doit également être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la température des gaz à la sortie de la dernière chambre de combustion.

De plus, tout incinérateur dont la capacité nominale d'alimentation est égale ou supérieure à une tonne par heure doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu l'opacité des gaz de combustion ou la concentration des particules émis dans l'atmosphère.

En outre, tout incinérateur dont la capacité nominale d'alimentation est égale ou supérieure à 2 tonnes par heure et qui brûle des matières halogénées doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la concentration de chlorure d'hydrogène dans les gaz de combustion émis dans l'atmosphère.

116. Tout épurateur à voie humide qui est relié à un incinérateur doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la perte de charge des gaz à travers l'épurateur et d'un manomètre à pression différentielle d'une précision d'au moins 0,5 kPa.

En outre, cet incinérateur doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu la pression des liquides d'épuration à l'entrée de la conduite d'amenée et d'un manomètre dont la précision est d'au moins 10 % de la pression nominale présente dans cette conduite.

117. Il est interdit d'installer ou d'utiliser dans un épurateur à voie humide, entre l'emplacement du manomètre et la sortie de la conduite d'amenée, tout dispositif susceptible de modifier la résistance à l'écoulement des liquides d'épuration.

118. Tout incinérateur d'une capacité nominale d'alimentation égale ou supérieure à une tonne par heure qui brûle des matières dangereuses résiduelles doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu le débit d'alimentation de ces matières.

§4. Mesures de contrôle des émissions

119. Au moins une fois par année, l'exploitant de tout incinérateur dont la capacité nominale d'alimentation est égale ou supérieure à une tonne par heure doit procéder à l'échantillonnage à la source des gaz de combustion émis dans l'atmosphère, en calculer le taux ou la concentration d'émission des contaminants mentionnés aux dispositions des articles 103 à 105 qui lui sont applicables, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

Dans le cas d'un incinérateur dont la capacité nominale d'alimentation est inférieure à une tonne par heure, la fréquence des échantillonnages prescrits au premier alinéa est d'au moins une fois tous les trois ans.

120. Au moins une fois par année, l'exploitant d'un incinérateur pour lequel l'article 107 prescrit un pourcentage d'efficacité de destruction et d'enlèvement de certains contaminants doit procéder au calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement de chacun des contaminants mentionnés à cet article et, à cette fin, procéder à l'échantillonnage de ces contaminants et mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

Dans le cas où la composition des matières dangereuses résiduelles est modifiée après le calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement mentionné au premier alinéa par l'introduction d'un contaminant plus stable

thermiquement que le contaminant pour lequel l'efficacité de destruction et d'enlèvement a été calculée, l'exploitant doit procéder sans délai à un nouvel échantillonnage et à un nouveau calcul de l'efficacité de destruction et d'enlèvement de ce contaminant.

121. L'exploitant d'un incinérateur qui brûle des matières dangereuses résiduelles doit consigner dans un registre, pour chaque lot de matières dangereuses résiduelles, les renseignements suivants :

1^o le numéro ou le code d'identification qu'il a attribué au lot de matières dangereuses résiduelles et sa quantité en kilogrammes;

2^o la date de son incinération;

3^o la teneur en BPC et en halogènes totaux, exprimée en mg/kg de matières dangereuses résiduelles, au point d'alimentation de l'incinérateur;

4^o la teneur de chacun des composés organiques que contiennent les matières dangereuses résiduelles, exprimée en mg/kg de matières dangereuses résiduelles, au point d'alimentation de l'incinérateur.

Le présent article ne s'applique pas aux matières dangereuses résiduelles constituées exclusivement d'huiles usées conformes aux normes prévues à l'annexe 6 du Règlement sur les matières dangereuses et modifiant diverses dispositions réglementaires.

SECTION III NORMES D'ÉMISSION ET AUTRES NORMES APPLICABLES AUX BRÛLEURS CONIQUES

122. Nul ne peut construire ou ériger un brûleur conique.

Il est également interdit d'exploiter à compter du 30 juin 2012 un brûleur conique dont les installations ne permettent pas de garder en tout temps les émissions de particules du brûleur en deçà de 100 mg/m³ R sur base sèche et corrigée à 7 % d'oxygène.

123. Il est interdit d'utiliser un brûleur conique pour brûler d'autres matières résiduelles que des résidus de bois provenant d'opérations de sciage.

En outre, les résidus de bois servant à l'alimentation du brûleur doivent être exempts de toute matière ou substance étrangères autres que de la terre ou du sable.

CHAPITRE VIII VALEURS LIMITES D'ÉMISSION ET AUTRES NORMES APPLICABLES AUX CRÉMATORIUMS ET AUX INCINÉRATEURS D'ANIMAUX

SECTION I INTERPRÉTATION

124. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« crématorium » : toute installation aménagée dans le but de brûler des cadavres ou restes humains, y compris des enfants mort-nés, afin de les réduire en cendres;

« incinérateur d'animaux » : toute installation aménagée dans le but de brûler exclusivement des cadavres ou parties d'animaux.

SECTION II NORMES D'ÉMISSION ET AUTRES NORMES

125. Un crématorium ou un incinérateur d'animaux ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà de la valeur limite de 70 mg/m³ R. La concentration est calculée pendant le cycle complet de crémation ou d'incinération, ou pendant une période n'excédant pas deux heures à partir du moment où le brûleur d'ignition est mis en marche. Elle est exprimée sur base sèche et est corrigée à 11 % d'oxygène selon la formule prévue au deuxième alinéa de l'article 79.

Les dispositions des articles 108 à 110 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'aménagement et à l'exploitation d'un crématorium ou d'un incinérateur d'animaux.

126. Ne peuvent être incinérés dans un crématorium que des cadavres et restes humains, y compris des enfants mort-nés.

Ne peuvent non plus être incinérés dans un incinérateur d'animaux que des cadavres ou parties d'animaux qui sont exclus de l'application du Règlement sur les déchets biomédicaux.

127. Il est interdit d'exploiter un crématorium ou un incinérateur d'animaux qui ne comporte qu'une seule chambre de combustion.

SECTION III ÉQUIPEMENTS DE SURVEILLANCE

128. La dernière chambre de combustion d'un crématorium ou d'un incinérateur d'animaux doit être munie, à sa sortie, d'un système qui mesure et enregistre en continu la température des gaz.

SECTION IV MESURES DE CONTRÔLE DES ÉMISSIONS

129. Au moins une fois tous les cinq ans, l'exploitant d'un crématorium ou d'un incinérateur d'animaux doit procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère, en calculer la concentration en particules, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

En outre, l'exploitant doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'un crématorium ou d'un incinérateur existants ou, dans le cas de nouveaux crématorium ou incinérateur, dans un délai n'excédant pas un an de à compter de la date de leur mise en exploitation.

CHAPITRE IX VALEURS LIMITES D'ÉMISSION ET AUTRES NORMES APPLICABLES À CERTAINES SOURCES DE CONTAMINATION D'ORIGINE INDUSTRIELLE

SECTION I CHAMP D'APPLICATION

130. Les valeurs limites d'émission de particules prescrites dans les sections II, IV, VII, X, XI et XII s'appliquent à la somme de toutes les émissions reliées au fonctionnement d'un four ou d'un ensemble de fours utilisés dans un procédé, incluant notamment celles provenant du préchauffage des matières premières, du chargement, de l'affinage et de la coulée.

SECTION II ALUMINERIES

§1. *Interprétation*

131. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« fluorures totaux » : la somme des fluorures émis sous la forme gazeuse et des fluorures émis sous la forme de particules;

« série de cuves » : un ensemble de cuves d'une aluminerie reliées électriquement en série entre elles.

§2. *Normes d'émission applicables à une série de cuves d'une aluminerie*

132. Toute nouvelle série de cuves ne doit pas émettre dans l'atmosphère des fluorures totaux au-delà de la valeur limite, sur une base annuelle, de 0,95 kg par tonne

d'aluminium produit, ni au-delà de la valeur limite, sur une base mensuelle, de 1,25 kg par tonne d'aluminium produit.

Les valeurs limites prescrites au premier alinéa s'appliquent également à toute série de cuves existante de type « anodes précuites à piquage central ».

133. Toute série de cuves existante de type « anodes Söderberg à goujons verticaux » ne doit pas émettre dans l'atmosphère des fluorures totaux, des particules et des HAP au-delà des valeurs limites prescrites au tableau suivant, à compter des dates qui y sont indiquées :

	Valeurs limites d'émission (kg/t d'aluminium produit)			
	Fluorures totaux	Particules	HAP	Date d'application
Base annuelle	1,8	8	0,25	30 juin 2011
	1,5			1 ^{er} janvier 2015
Base mensuelle	2,25	9	N/A	30 juin 2011
	2		N/A	1 ^{er} janvier 2015

134. Toute série de cuves existante de type « anodes Söderberg à goujons horizontaux » ne doit pas émettre dans l'atmosphère des fluorures totaux, des particules et des HAP au-delà des valeurs limites prescrites au tableau suivant, à compter des dates qui y sont indiquées :

	Valeurs limites d'émission (kg/t d'aluminium produit)			
	Fluorures totaux	Particules	HAP	Date d'application
Base annuelle	3,5	16	1,05	30 juin 2011
	1,35	7	0,2	1 ^{er} janvier 2015
Base mensuelle	4	18	N/A	30 juin 2011
	1,5	8	N/A	1 ^{er} janvier 2015

135. Toute série de cuves existante de type « anodes précuites à piquage périphérique » ne doit pas émettre dans l'atmosphère des fluorures totaux et des particules au-delà des valeurs limites prescrites au tableau suivant, à compter des dates qui y sont indiquées :

Valeurs limites d'émission (kg/t d'aluminium produit)			
	Fluorures totaux	Particules	Date d'application
Base annuelle	4,5	14	30 juin 2011
	1,35	7	1 ^{er} janvier 2015
Base mensuelle	5	15	30 juin 2011
	1,5	8	1 ^{er} janvier 2015

136. Pour les fins de l'application des articles 132 à 135 :

1^o les émissions mensuelles de fluorures totaux ou de particules d'une série de cuves sont déterminées par la somme des émissions mesurées aux événements de toit de cette série de cuves pendant quatre semaines consécutives et des émissions mesurées à chacun des épurateurs de cette série de cuves;

2^o les émissions annuelles de fluorures totaux ou de particules d'une série de cuves sont déterminées par la somme de la moyenne annuelle des émissions mesurées mensuellement aux événements de toit de cette série de cuves et des émissions mesurées à chacun des épurateurs de cette série de cuves;

3^o les émissions annuelles de HAP d'une série de cuves sont déterminées par la somme de la moyenne des émissions mesurées pendant une semaine trimestrielle aux événements de toit de cette série de cuves et des émissions mesurées à chacun des épurateurs de cette série de cuves.

§3. Normes de fluorures dans le fourrage et autres normes

137. En plus des valeurs limites prescrites aux articles 132 à 135, une aluminerie ne doit pas émettre dans l'atmosphère des fluorures totaux de telle sorte que la concentration de fluorures dans le fourrage destiné à l'alimentation des animaux mesurée à partir d'échantillons prélevés hors des limites de la propriété de la source de contamination excède les valeurs limites suivantes :

1^o une moyenne annuelle de 40 ppm;

2^o une moyenne mensuelle de 60 ppm, sur deux mois consécutifs;

3^o une moyenne mensuelle de 80 ppm.

Cependant la concentration moyenne mensuelle de fluorures peut excéder la valeur limite de 80 ppm mentionnée au paragraphe 3^o du premier alinéa une fois par année. Elle peut également excéder la valeur limite de 60 ppm mentionnée au paragraphe 2^o du premier alinéa dans la mesure où le dépassement ne porte pas sur plus de deux mois consécutifs.

138. Un four de cuisson d'anodes utilisé pour les besoins d'une aluminerie ne doit pas émettre dans l'atmosphère des fluorures totaux au-delà de la valeur limite de 0,1 kg par tonne d'anodes produites, ni des HAP au-delà de la valeur limite de 0,05 kg par tonne d'anodes produites.

§4. Équipements de surveillance

139. L'exploitant d'une aluminerie doit munir chaque épurateur des gaz d'une série de cuves d'un système de mesure et d'enregistrement en continu qui permet de vérifier en tout temps le bon fonctionnement de l'épurateur.

Ce système doit être conforme aux normes suivantes :

1^o dans le cas d'un épurateur à voie humide :

a) il doit mesurer et enregistrer en continu la perte de charge des gaz à travers l'épurateur à l'aide d'un manomètre à pression différentielle d'une précision d'au moins 0,5 kPa;

b) il doit mesurer et enregistrer en continu le débit ainsi que la pression des liquides d'épuration, mesurés à l'entrée de la conduite d'amenée, à l'aide d'un manomètre dont la précision est d'au moins 10 % de la pression nominale présente dans cette conduite;

c) il doit mesurer et enregistrer en continu le pH des liquides d'épuration à l'aide d'un appareil d'une précision d'au moins 20 %;

2^o dans le cas d'un épurateur à sec, il doit être muni d'un dispositif opérant en continu permettant la détection et l'enregistrement de toute fuite et de tout mauvais fonctionnement.

En outre, tout épurateur destiné à traiter les émissions d'un four de cuisson d'anodes doit être muni d'un dispositif opérant en continu permettant la détection et l'enregistrement de toute fuite et de tout mauvais fonctionnement.

Le paragraphe 2^o du deuxième alinéa s'applique aux épurateurs à sec d'une aluminerie existante à compter du 30 juin 2012.

140. L'exploitant d'une aluminerie doit, au regard des émissions mesurées aux événements de toit, munir chaque série de cuves d'un système de prélèvement en continu des fluorures totaux et des particules.

Le présent article s'applique aux séries de cuves d'une aluminerie existante à compter du 30 juin 2013.

§5. Mesures de contrôle des émissions

141. L'exploitant d'une aluminerie doit mesurer les contaminants mentionnés aux articles 132 à 135 qui sont émis dans l'atmosphère par l'ensemble de ses séries de cuves.

Dans le cas des épurateurs de chaque série de cuves, l'exploitant doit mesurer ces contaminants :

1° au moins une fois tous les deux ans lorsque l'aluminerie compte moins de cinq épurateurs;

2° au moins une fois tous les trois ans lorsque l'aluminerie compte cinq épurateurs et plus.

En outre, dans le cas où les séries de cuves sont reliées à moins de cinq épurateurs chacune, l'exploitant doit mesurer les émissions d'au moins une série de cuves par année.

Dans le cas des événements de toit de chaque série de cuves, l'exploitant doit mesurer ces contaminants à toutes les quatre semaines.

Le présent article s'applique aux alumineries existantes à compter du 30 juin 2013.

142. L'exploitant d'une aluminerie doit consigner dans un registre les quantités de coke et de brai utilisées dans le procédé, ainsi que leur teneur en soufre.

Au plus tard le 1^{er} juin suivant la fin de chaque année civile, l'exploitant doit transmettre au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs les documents suivants :

1° un bilan détaillé sur le soufre pour chaque mois de l'année terminée, dans lequel les émissions dans l'atmosphère sont rapportées sous forme de dioxyde de soufre; ce bilan doit notamment indiquer les quantités de soufre contenues dans les intrants pour les procédés de production d'aluminium et de fabrication et de cuisson d'anodes, incluant les quantités de soufre contenues dans les combustibles;

2° un rapport indiquant, pour chaque mois de l'année terminée, les quantités de coke et de brai utilisées, provenant de chacun de ses fournisseurs, ainsi que leur teneur respective en soufre.

143. L'exploitant d'un four de cuisson d'anodes visé à l'article 138 doit, au moins une fois par année, procéder à l'échantillonnage à la source des émissions de fluorures totaux et de HAP, en calculer le taux, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

SECTION III CIMENTERIES

§1. Normes d'émission

144. Le four et le refroidisseur à clinker d'une cimenterie ne doivent pas respectivement émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites de 150 g et 125 g par tonne de clinker produit.

Malgré le premier alinéa, le four et le refroidisseur à clinker d'une cimenterie existante peuvent, jusqu'au 30 juin 2012, respectivement émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites de 240 g et 150 g par tonne de clinker produit.

145. Toute source d'émission ponctuelle d'une cimenterie autre que le four et le refroidisseur à clinker ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules en concentration supérieure à 30 mg/m³ R de gaz sec.

§2. Équipements de surveillance

146. Une cimenterie doit être munie d'un système qui mesure et enregistre en continu l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère par le four et le refroidisseur à clinker ou leur concentration en particules.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où le refroidisseur à clinker est muni d'un système d'épuration des gaz de type « tissus filtrants », à la condition que ce système d'épuration soit muni d'un dispositif opérant en continu qui permet la détection de toute fuite et de tout mauvais fonctionnement.

§3. Mesures de contrôle des émissions

147. L'exploitant d'une cimenterie doit procéder au moins une fois par année, pour chacun des fours et pour chacun des refroidisseurs à clinker, à l'échantillonnage des gaz émis dans l'atmosphère, en calculer le taux d'émission de particules, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

L'exploitant doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas des fours et des refroidisseurs à clinker existants d'une cimenterie ou,

dans le cas de nouveaux fours ou refroidisseurs à clinker d'une cimenterie, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de leur mise en exploitation.

SECTION IV USINES SIDÉRURGIQUES

§1. Normes d'émission de particules applicables aux procédés de production de fonte ou d'acier

148. Un procédé de production de fonte ou d'acier ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites d'émission prescrites respectivement pour les nouvelles usines et les usines existantes aux annexes C et F.

149. Malgré l'article 148, un procédé de production de fonte ou d'acier dont le taux d'alimentation est inférieur ou égal à 5 t par heure ne doit pas émettre dans l'atmosphère plus de 5,9 kg de particules par heure.

§2. Normes d'émission applicables à certaines activités

150. Les activités de coupage, de décochage, de grenailage, de meulage ou de sablage des pièces coulées, de préparation du sable de moulage et de fabrication des noyaux d'une fonderie de fonte ou d'acier doivent être reliées à un système de ventilation locale et ne doivent pas émettre ou avoir pour effet d'émettre dans l'atmosphère des particules en concentration supérieure à 30 mg/m³ R de gaz sec pour chacun de leurs points d'émission.

§3. Équipements de surveillance

151. Tout épurateur à sec d'un four de production de fonte ou d'acier doit être muni d'un dispositif opérant en continu qui permet la détection de toute fuite et de tout mauvais fonctionnement.

Le présent article s'applique aux épurateurs des usines sidérurgiques existantes à compter du 30 juin 2013.

§4. Mesures de contrôle des émissions

152. L'exploitant d'une usine sidérurgique dont la capacité de production est égale ou supérieure à 5 000 t par année doit, au moins une fois par année, procéder à l'échantillonnage des gaz à la cheminée ou au point d'émission à l'atmosphère des épurateurs reliés au four ainsi que, tous les trois ans, à l'échantillonnage des gaz en provenance du bâtiment abritant les fours, en calculer le taux ou la concentration, selon le cas, des contaminants visés dans la présente section, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul et à la détermination de la valeur limite applicable.

En outre, il doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul des gaz en provenance du bâtiment abritant les fours dans un délai n'excédant pas deux ans à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'une usine existante ou, dans le cas d'une nouvelle usine, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de sa mise en exploitation.

L'exploitant d'une usine sidérurgique dont la capacité de production est égale ou supérieure à 5000 t par année exerçant les activités visées à l'article 150 doit, au moins une fois tous les cinq ans, procéder à l'échantillonnage des gaz au point d'émission à l'atmosphère du système de ventilation locale, en calculer le taux d'émission de particules, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

SECTION V INDUSTRIE DU BOIS

§1. Normes d'émission de particules et de formaldéhyde applicables aux installations de transformation du bois

153. Une installation de transformation primaire ou secondaire de bois ou de produits de bois, de fabrication de panneaux de particules ou de fibres de bois utilisant à cette fin les procédés de sciage, déchiquetage, rabotage, corroyage, planage, délignage, ponçage et tamisage ne doit pas, pour l'ensemble de ces procédés, émettre dans l'atmosphère plus de 2,5 kg par heure de particules, sauf si la concentration de particules est inférieure à 50 mg/m³ R de gaz sec, et ce, à chaque point d'émission.

En outre, une installation de fabrication de panneaux de particules, de fibres de bois ou d'autres produits de bois qui contiennent ou qui sont imprégnés de colles à base de formaldéhyde ne doit pas émettre, pour l'ensemble de ces procédés, du formaldéhyde en quantité telle que sa concentration dans l'atmosphère excède la valeur limite de 37 µg/m³ R, sur une période de 15 minutes consécutives, en utilisant un modèle de dispersion atmosphérique conformément à l'annexe H.

Le présent article s'applique aux installations existantes à compter du 30 juin 2016.

§2. Normes d'émission de particules applicables aux séchoirs

154. Sous réserve de l'article 82, un séchoir à écorces, à copeaux, à gaufres, à particules ou à fibres de bois ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites d'émission prescrites respectivement pour les sources fixes nouvelles et pour les sources fixes existantes aux annexes C et F.

Cependant, à compter du 30 juin 2016, une source fixe existante visée au premier alinéa ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites d'émission prescrites à l'annexe C.

Pour les fins de l'application du présent article, l'ensemble des séchoirs d'un même établissement est assimilé à un seul séchoir.

§3. Normes d'émission et autres normes applicables aux fours à charbon de bois et autres installations de pyrolyse de bois ou de résidus de bois

155. Un four à charbon de bois ou une autre installation de pyrolyse de bois ou de résidus de bois ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà de la valeur limite de 225 mg/m³ R de gaz sec.

En outre, les émissions d'un four ou d'une installation visés au premier alinéa doivent être canalisées et émises dans l'atmosphère par une ou plusieurs cheminées.

§4. Mesures de contrôle des émissions

156. L'exploitant d'une installation doit procéder à l'échantillonnage à la source des émissions de cette installation, en calculer le taux des contaminants visés aux dispositions de la présente section, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul et à la détermination de la valeur limite applicable :

1^o dans le cas d'une installation visée au premier alinéa de l'article 153 qui utilise une quantité de bois ou de produits de bois égale ou supérieure à 250 000 m³ pendant au moins une année au cours d'une période de cinq ans, au moins une fois au cours de cette période;

2^o dans le cas d'une installation visée au deuxième alinéa de l'article 153 et à l'article 154, au moins une fois tous les trois ans;

3^o dans le cas d'une installation visée à l'article 155, au moins une fois tous les cinq ans.

De plus, dans le cas où le bois ou les résidus de bois contiennent ou sont imprégnés de colles à base de formaldéhyde, il doit à cette même fréquence procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère et calculer la concentration de formaldéhyde dans l'atmosphère en utilisant un modèle de dispersion atmosphérique conformément à l'annexe H.

SECTION VI INDUSTRIE DE L'AMIANTE

§1. Interprétation

157. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « résidus d'amiante » les fibres résiduelles et les particules recueillies par les équipements de dépoussiérage d'une mine ou d'un établissement d'extraction ou de transformation de l'amiante, les particules de roches serpentines issues du circuit à fibre, les rejets du circuit à roche et les rejets provenant de la préparation du minerai dans cet établissement.

§2. Normes d'émission et autres normes

158. Dans une mine ou dans un établissement d'extraction d'amiante, toute activité de forage, de concassage, de séchage, d'entreposage de la pierre sèche, de traitement du minerai ou un procédé pour la transformation de l'amiante ne doit pas émettre dans l'atmosphère des fibres d'amiante au-delà de la valeur limite de deux fibres par cm³ de gaz sec aux conditions de référence.

Pour les fins de l'application du présent article, ne sont calculées que les fibres d'au moins 5 µm de longueur et dont le rapport longueur/largeur est d'au moins 3.

159. Tout convoyeur extérieur utilisé pour le transport de minerai d'amiante, de concentrés d'amiante ou de résidus d'amiante et leurs points de transfert doivent être complètement clos et reliés à un dépoussiéreur dont les émissions de fibres d'amiante respectent la valeur limite prescrite à l'article 158.

Lorsque le chargement ou le déchargement de minerai ou de concentrés d'amiante des camions, wagons ou navires entraîne des émissions de particules visibles à plus de 2 m du point d'émission, le responsable de cette source de contamination doit prendre les mesures requises afin que les points de chargement et de déchargement soient compris dans un espace clos et munis de conduits qui aspirent les particules à un dépoussiéreur de sorte que les émissions de fibres d'amiante respectent la valeur limite prescrite à l'article 158.

Le présent article ne s'applique toutefois pas aux convoyeurs-entasseurs qui déposent les résidus d'amiante sur les haldes.

160. Le dépôt des résidus d'amiante par convoyeur-entasseur sur les haldes, leur transport, leur chargement et leur déchargement dans des camions ou dans des wagons ainsi que le nivellement des haldes de tels résidus, doivent s'effectuer de sorte qu'il n'en résulte aucune émission visible dans l'atmosphère à plus de 2 m du point d'émission.

161. Dans toute mine ou établissement d'extraction d'amiante, les résidus d'amiante doivent être humidifiés avant d'être déposés sur les haldes. Les particules fines recueillies dans les dépoussiéreurs de ces installations doivent, avant leur élimination, être préalablement mélangées avec de l'eau dans un malaxeur.

§3. Mesures de contrôle des émissions

162. L'exploitant d'une mine, d'un établissement d'extraction d'amiante ou d'un établissement de transformation d'amiante doit procéder, au moins une fois par année, à l'échantillonnage à la source des émissions provenant de chacun des procédés visés à l'article 158, en calculer la concentration de fibres d'amiante, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

Il est également tenu de procéder, au moins une fois tous les trois ans, à l'échantillonnage à la source des émissions de chacun des dépoussiéreurs visés à l'article 159 et d'en faire analyser les échantillons pour mesurer leur concentration de fibres d'amiante au regard de chacun des paramètres établis à cet article.

SECTION VII INDUSTRIE DU PLOMB

§1. Interprétation

163. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « fonderie de plomb de seconde fusion » toute usine ou équipement industriel destiné à traiter une matière contenant du plomb, autre qu'un concentré de minerai, aux fins de produire du plomb affiné, de l'oxyde de plomb ou un alliage de plomb.

Est assimilé à une telle fonderie tout autre équipement servant à refondre le plomb à des fins de recyclage.

§2. Normes d'émission et autres normes

164. Une fonderie de plomb de seconde fusion ou une usine où l'on transforme, utilise ou refond du plomb ou des composés de plomb ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites suivantes :

1° 46 mg/m³ R de gaz sec dans le cas de tout four de fusion;

2° 23 mg/m³ R de gaz sec dans le cas des fours de retenue ou à creuset, d'unités de production d'oxyde de plomb, de manipulation de matériel ou de rebuts plombifères, de broyage, d'écumage, de coulée, de nettoyage des fours ou de moulage de plomb.

Elle ne doit pas non plus émettre dans l'atmosphère du plomb au-delà des valeurs limites suivantes :

1° 30 mg/m³ R de gaz sec dans le cas des sources d'émission visées au paragraphe 1° du premier alinéa;

2° 15 mg/m³ R de gaz sec dans le cas des sources d'émission visées au paragraphe 2° du premier alinéa.

165. Les oxydes de plomb et les composantes plombifères récupérées d'accumulateurs ne peuvent être entreposés à l'extérieur d'un bâtiment.

En outre, les opérations de récupération de plomb à partir d'accumulateurs ne peuvent être effectuées à l'extérieur d'un bâtiment.

166. La manipulation ou le transfert de matières plombifères ne doit pas entraîner d'émissions visibles dans l'atmosphère à plus de 2 m du point d'émission.

§3. Mesures de contrôle des émissions

167. L'exploitant d'une fonderie de plomb de seconde fusion ou d'une usine où l'on transforme, utilise ou refond du plomb ou des composés de plomb doit, au moins une fois par année, procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par chacune des sources d'émission visées à l'article 164, en calculer la concentration des contaminants qui y sont mentionnés, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

SECTION VIII RAFFINERIES DE PÉTROLE ET USINES PÉTROCHIMIQUES

§1. Normes d'émission et autres normes

168. Le procédé de régénération du catalyseur utilisé au craquage catalytique d'une raffinerie de pétrole ne doit pas émettre dans l'atmosphère :

1° des particules en concentration supérieure à 100 mg/m³ R de gaz sec;

2° du monoxyde de carbone en concentration supérieure à 500 ppm de gaz sec aux conditions de référence.

169. Lorsqu'une torche d'une raffinerie de pétrole ou d'une usine pétrochimique est munie d'un système d'injection de vapeur, le rapport vapeur/gaz doit être contrôlé automatiquement.

§2. Équipements de surveillance

170. Une raffinerie de pétrole doit être munie d'un système qui mesure et enregistre en continu l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère par le procédé de régénération du catalyseur visé à l'article 168 ou la concentration de ces gaz en particules, ainsi que leur concentration en monoxyde de carbone.

Le présent article s'applique aux raffineries de pétroles existantes à compter du 30 juin 2013.

§3. Mesures de contrôle des émissions

171. L'exploitant d'une raffinerie de pétrole doit, au moins une fois par année, procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par le procédé de régénération du catalyseur utilisé au craquage catalytique, en calculer la concentration en particules et en monoxyde de carbone, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

SECTION IX TRAITEMENT DE SURFACES MÉTALLIQUES

§1. Interprétation

172. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « traitement de surfaces métalliques » la préparation de surfaces métalliques par décapage, autre que par jets abrasifs, ou mordantage, ainsi que le traitement de ces surfaces par des méthodes chimiques ou électrochimiques.

§2. Normes d'émission

173. Un procédé de traitement de surfaces métalliques ne doit pas émettre dans l'atmosphère des contaminants au-delà des valeurs limites et à compter des dates prescrites, pour chaque type de contaminant, au tableau suivant :

Contaminant	Valeurs limites d'émission d'acides inorganiques ou de chrome hexavalent (mg/m ³ R de gaz sec)	Date d'application
Acides inorganiques autres que l'acide chromique	10	30 juin 2011
Chrome hexavalent	0,9	30 juin 2011
	0,03	4 janvier 2012

§3. Mesures de contrôle des émissions

174. L'exploitant d'un procédé de traitement de surfaces métalliques qui utilise un procédé à l'acide chromique doit, au moins une fois tous les cinq ans, procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par ce procédé, en calculer la concentration des contaminants visés à l'article 173, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

En outre, il doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'application prévue à l'article 173 dans le cas de la valeur de 0,9 mg/m³R de gaz sec et au plus tard le 4 janvier 2012 dans le cas de la valeur de 0,03 mg/m³R de gaz sec.

175. L'article 174 ne s'applique pas à l'exploitant d'un procédé de traitement de surfaces métalliques qui réduit la tension superficielle de la solution contenant du chrome hexavalent de manière à ce qu'elle n'excède pas les valeurs suivantes :

1° 35 dynes par centimètre lorsque la tension est mesurée au moyen d'un tensiomètre;

2° 45 dynes par centimètre lorsque la tension est mesurée au moyen d'un stalagmomètre.

Il doit cependant mesurer cette tension une fois par jour pour chaque cuve utilisée et effectuer deux mesures successives à au moins 16 heures d'intervalle.

SECTION X USINES D'AGGLOMÉRATION DE CONCENTRÉ DE FER

§1. Normes d'émission

176. Un four servant au durcissement des agglomérés de concentré de fer d'une usine de l'une des catégories visées au tableau suivant ne doit pas, à compter des dates prescrites pour cette catégorie, émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites prescrites à ce tableau, au regard de cette catégorie :

Catégorie d'usine	Valeurs limites d'émission de particules (kg/t d'agglomérés produits, y compris la charge recirculante, le cas échéant)	Date d'application
Usine existante établie ou mise en exploitation ou dont on a commencé la construction le ou avant le 14 novembre 1979	0,12	30 juin 2011
Usine existante établie ou mise en exploitation ou dont on a commencé la construction après le 14 novembre 1979	0,10	30 juin 2011
Usine existante	0,075	30 juin 2014
Usine nouvelle	0,05	30 juin 2011

§2. Équipements de surveillance

177. Tout épurateur destiné à traiter les émissions d'un four servant au durcissement d'agglomérés de concentré de fer doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu :

- 1° le voltage et l'ampérage d'opération;
- 2° la vitesse et la température des gaz;
- 3° l'opacité ou la concentration en particules des gaz émis dans l'atmosphère.

Le présent article s'applique aux épurateurs des usines d'agglomération de concentré de fer existantes à compter du 30 juin 2013.

§3. Mesures de contrôle des émissions

178. L'exploitant d'une usine d'agglomération de concentré de fer doit, au moins une fois par année, procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par tout four visé à l'article 176, en calculer le taux d'émission de particules, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

SECTION XI USINES DE PRODUCTION DE FERROALLIAGES

§1. Interprétation

179. Pour les fins de l'application de la présente section, le silicium est assimilé à un ferroalliage.

§2. Normes d'émission

180. Une usine de production de ferroalliages dont le procédé utilise un ou plusieurs fours existants ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites suivantes :

1° 10 kg/t de produit fini dans le cas du silicium de grade métallurgique;

2° les valeurs limites prescrites à l'annexe C dans le cas du silicium de grade solaire ou électronique;

3° 7,5 kg/t de produit fini dans le cas des autres catégories de ferroalliages.

Un procédé utilisant un ou plusieurs nouveaux fours ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites prescrites à l'annexe C.

181. Dans une usine de production de ferroalliages, toute source d'émission autre qu'un procédé ne doit pas émettre dans l'atmosphère des particules en concentration supérieure à 30 mg/m³ R de gaz sec.

§3. Équipements de surveillance

182. Tout épurateur destiné à traiter les émissions d'un four servant à la production d'un ferroalliage doit être muni d'un système qui mesure et enregistre en continu l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère ou leur concentration en particules et qui permet la détection de toute fuite et de tout mauvais fonctionnement de l'épurateur.

Le présent article s'applique aux épurateurs des usines de production de ferroalliages existantes à compter du 30 juin 2013.

§4. Mesures de contrôle des émissions

183. L'exploitant d'un ou plusieurs fours servant à la production d'un ferroalliage visé à l'article 180 doit, au moins une fois tous les trois ans, procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par ce procédé, en calculer le taux d'émission de particules, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

En outre, il doit procéder aux premiers échantillonnage et calcul dans un délai n'excédant pas un an à compter du 30 juin 2011 dans le cas d'une usine de production de ferroalliages existante ou, dans le cas d'une nouvelle usine, dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de sa mise en exploitation.

SECTION XII

USINES DE PRODUCTION DE CUIVRE OU DE ZINC

§1. Normes d'émission

184. Une usine de production de cuivre de première fusion de l'une des catégories visées au tableau suivant ne doit pas, à compter de la date prescrite pour cette catégorie, émettre dans l'atmosphère sous forme de dioxyde de soufre, du soufre en quantité supérieure au pourcentage maximal de soufre intrant prescrit à ce tableau, au regard de cette catégorie :

Catégorie d'usine	% maximal de soufre intrant émis	Date d'application
Usine existante	25	30 juin 2011
	10	30 juin 2012
Usine nouvelle	5	30 juin 2011

Pour les fins de l'application du premier alinéa, le soufre intrant est le soufre contenu dans l'alimentation totale, incluant le soufre contenu dans le combustible. Son pourcentage est calculé sur une base annuelle à partir de la moyenne des données de production mensuelle.

En outre, une usine de production de cuivre de première fusion ne doit pas émettre dans l'atmosphère du dioxyde de soufre de sorte que la concentration moyenne de ce contaminant mesurée dans l'atmosphère à chacun des postes d'échantillonnage excède les valeurs limites prescrites au tableau suivant :

Valeurs limites de dioxyde de soufre dans l'atmosphère		
Concentration		Durée de l'échantillonnage
ppm	µg/m ³	
0,21	550	Moyenne sur 1 heure
0,11	288	Moyenne sur 24 heures
0,02	52	Moyenne annuelle sur la base de l'échantillonnage sur 1 heure

Malgré les dispositions du troisième alinéa, une usine de production de cuivre de première fusion construite ou mise en exploitation avant le 30 juin 2011 peut excéder la valeur limite de 0,21 ppm ou 550 µg/m³ prescrite au tableau ci-dessus, sans toutefois dépasser la valeur limite de 0,34 ppm ou 890 µg/m³.

De plus, l'usine de production de cuivre de première fusion visée au quatrième alinéa peut excéder la valeur limite de 0,34 ppm ou 890 µg/m³ prescrite à cet alinéa par un maximum de 0,2 % des échantillons prélevés pendant une période d'un an par poste d'échantillonnage, à la condition que la concentration de dioxyde de soufre n'excède jamais 0,5 ppm ou 1310 µg/m³.

185. Une usine de production de cuivre de première fusion de l'une des catégories visées au tableau suivant ne doit pas, à compter de la date prescrite pour cette catégorie, émettre dans l'atmosphère des particules au-delà des valeurs limites prescrites à ce tableau, au regard de cette catégorie :

Catégorie d'usine	Valeurs limites d'émission de particules (kg/t)	Date d'application
Usine existante	1,2	30 juin 2011
	0,6	30 juin 2012
Usine nouvelle	0,3	30 juin 2011

Pour les fins de l'application du présent article, les émissions de particules sont déterminées par la somme des émissions provenant du réacteur, de la coulée de matte et de scorie, des convertisseurs et des fours à anodes de cuivre. Les émissions sont calculées, sur une base annuelle, en kilogrammes de particules par tonne de matières introduites au procédé.

186. Une usine de production de cuivre de première fusion ne doit pas émettre dans l'atmosphère du mercure au-delà de la valeur limite de 2 g/t d'anodes produites dans le cas d'une usine existante, ni au-delà de la valeur limite de 0,2 g/t d'anodes produites dans le cas d'une nouvelle usine.

Pour les fins de l'application du présent article, les émissions de mercure sont déterminées par la somme des émissions provenant du réacteur, des convertisseurs et des fours à anodes. Les émissions sont calculées, sur une base annuelle, en grammes de mercure par tonne d'anodes de cuivre produites.

187. Une usine d'acide sulfurique utilisée pour réduire les émissions de dioxyde de soufre dans l'atmosphère provenant d'une usine de production de cuivre de première fusion doit fixer le soufre contenu dans les gaz à être traités avec une efficacité d'au moins 96 % et ne doit pas émettre dans l'atmosphère plus de 0,075 kg d'acide sulfurique, incluant le trioxyde de soufre, par tonne d'acide à 100 % produite.

188. Il est interdit, lorsqu'une usine d'acide sulfurique visée à l'article 187 n'est pas en fonctionnement, d'émettre directement dans l'atmosphère les gaz d'émission provenant d'un réacteur ou d'un convertisseur d'un type autre que « pyroaffinage », pour une période excédant 90 minutes consécutives.

189. Une usine de production de zinc ne doit pas émettre dans l'atmosphère, sous forme de dioxyde de soufre, plus de 4 % du soufre total introduit mensuellement au procédé, ni plus de 0,2 g de mercure par tonne de zinc produit.

En outre, elle ne doit pas émettre dans l'atmosphère du dioxyde de soufre de sorte que la concentration moyenne de ce contaminant mesurée dans l'atmosphère à chacun des postes d'échantillonnage excède les valeurs limites prescrites aux troisième et quatrième alinéas de l'article 184.

190. Une usine d'acide sulfurique utilisée pour réduire les émissions de dioxyde de soufre provenant d'une usine de production de zinc ne doit pas émettre dans l'atmosphère :

1° sur une base mensuelle, plus de 25 kg de dioxyde de soufre par tonne d'acide sulfurique dans le cas d'une usine établie, mise en exploitation ou dont on a commencé la construction le ou avant le 14 novembre 1979, ni plus de 5 kg de dioxyde de soufre par tonne d'acide sulfurique dans le cas d'une usine établie, mise en exploitation ou construite après cette date.

Lorsque l'exploitant d'une usine de production de zinc utilise pour réduire les émissions de dioxyde de soufre de cette usine plus d'une usine d'acide sulfurique, toutes établies, mises en exploitation ou dont on a commencé la construction le ou avant le 14 novembre 1979, le dioxyde de soufre émis pour l'ensemble de ces usines d'acide sulfurique ne doit pas excéder 20 kg/t, calculé selon la moyenne pondérée par la production totale de ces usines;

2° plus de 0,5 kg d'acide sulfurique, incluant le trioxyde de soufre, par tonne d'acide calculée à 100 %, dans le cas d'une usine établie, mise en exploitation ou dont on a commencé la construction le ou avant le 14 novembre 1979, ni plus de 0,075 kg d'acide sulfurique par tonne d'acide calculée à 100 % dans le cas d'une usine établie, mise en exploitation ou dont on a commencé la construction après cette date.

§2. Équipements de surveillance

191. Une usine de production de cuivre de première fusion doit être munie de systèmes qui mesurent et enregistrent en continu :

1° l'opacité ou la concentration des particules des gaz émis dans l'atmosphère;

2° la concentration de dioxyde de soufre et le débit des gaz émis dans l'atmosphère;

3° le dioxyde de soufre dans l'atmosphère à un minimum de cinq postes d'échantillonnage.

Pour les fins de l'application du paragraphe 1° du premier alinéa, les émissions considérées sont celles provenant des sources canalisées et non traitées par une usine d'acide sulfurique, visées au deuxième alinéa de l'article 185.

Une usine de production de zinc est tenue aux obligations de mesure en continu mentionnées au paragraphe 2° du premier alinéa ainsi que du paragraphe 3° du premier alinéa à un minimum de deux postes d'échantillonnage.

Les postes d'échantillonnage requis pour les fins de l'application du paragraphe 3° du premier alinéa ainsi que du troisième alinéa doivent être localisés de façon à être représentatifs de l'endroit où la concentration des contaminants émis dans l'atmosphère est la plus élevée.

Le présent article s'applique aux usines de production de cuivre de première fusion et aux usines de production de zinc existantes à compter du 30 juin 2012, à l'exception du paragraphe 1° du premier alinéa qui s'applique à ces usines à compter du 30 juin 2013.

§3. Mesures de contrôle des émissions

192. Au moins une fois par année, l'exploitant d'une usine de production de cuivre de première fusion visée aux articles 185 et 186 doit procéder à l'échantillonnage à la source des gaz émis dans l'atmosphère par cette usine, en calculer le taux d'émission de particules et de mercure, et à cette fin, mesurer chacun des paramètres nécessaires à ce calcul.

L'exploitant d'une usine d'acide sulfurique visée aux articles 187 ou 190 et l'exploitant d'une usine de production de zinc visée au premier alinéa de l'article 189 sont respectivement tenus à la même obligation au regard des contaminants et des paramètres mentionnés à ces dispositions.

En outre, l'exploitant d'une usine visée au présent article doit transmettre au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, les documents suivants :

1^o un bilan détaillé sur le soufre pour chaque mois de l'année terminée; ce bilan doit notamment indiquer les quantités de soufre contenues dans le concentré sec traité, dans l'huile lourde utilisée, ou selon le cas, dans le fondant ou le charbon utilisé et dans toute autre matière introduite dans le procédé ainsi que la quantité d'acide sulfurique à 100 % produite pendant l'année;

2^o un rapport indiquant, pour chaque mois de l'année terminée, la quantité totale de concentré provenant de chacun de ses fournisseurs et de tout autre matériel introduit au procédé et le pourcentage pondéral du contenu du concentré ou de tout autre matériel traités en arsenic, en bismuth, en antimoine, en plomb, en cadmium et en mercure.

193. Lorsque l'exploitant d'une usine de production de cuivre de première fusion ou d'une usine de production de zinc constate un dépassement dans l'atmosphère des valeurs limites prescrites respectivement par les troisième ou quatrième alinéas de l'article 184 ou le deuxième alinéa de l'article 189, il doit sans délai en aviser le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et prendre les mesures correctrices nécessaires pour y remédier.

TITRE III LE BRÛLAGE À L'AIR LIBRE

194. Il est interdit de brûler à l'air libre des matières résiduelles même pour les récupérer en partie, sauf s'il s'agit de branches, d'arbres, de feuilles mortes, de produits explosifs ou de contenants vides de produits explosifs.

195. Les dispositions de l'article 194 ne s'appliquent pas toutefois aux activités de brûlage assujetties aux dispositions du chapitre I du Titre III de la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1). Elles ne s'appliquent pas non plus aux lieux d'enfouissement visés à la section 4 du chapitre II et à l'article 115 du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles, aux torches destinées au brûlage des gaz résiduels générés par les lieux d'enfouissement, aux torches industrielles ainsi qu'aux activités de brûlage faites dans le cadre d'une formation dispensée à des pompiers.

Cependant, le responsable de la formation dispensée à des pompiers doit s'assurer que les émissions produites ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité du sol, à la végétation, à la faune ou aux biens. L'exploitant d'un lieu d'enfouissement est tenu à la même obligation.

TITRE IV NORMES DE QUALITÉ DE L'ATMOSPHÈRE

196. Les normes de qualité de l'atmosphère pour l'ensemble du territoire du Québec sont celles prescrites à l'annexe K.

197. Il est interdit, à compter du 30 juin 2011, de construire ou de modifier une source fixe de contamination ou d'augmenter la production d'un bien ou d'un service s'il est susceptible d'en résulter une augmentation de la concentration dans l'atmosphère d'un contaminant mentionné à l'annexe K au-delà de la valeur limite prescrite pour ce contaminant à la colonne 1 de cette annexe ou au-delà de la concentration d'un contaminant pour lequel cette valeur limite est déjà excédée.

Pour les fins de l'application du présent article, on utilise les modèles de dispersion atmosphérique prescrits à l'annexe H, selon les modalités indiquées à cette annexe.

Le présent article n'a pas pour effet de restreindre l'application de l'article 196 pour toute autre fin.

TITRE V MÉTHODES, MODALITÉS ET SUIVI DES MESURES ET DES ANALYSES

198. L'échantillonnage des émissions dans l'atmosphère requis pour assurer l'application du présent règlement doit être effectué selon les méthodes de référence prescrites au cahier n^o 4 du Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales publié par le Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Dans le cas de l'application des dispositions des sections IV et V du chapitre VI du Titre II ou de la section II du chapitre VII du Titre II autres que celles portant sur l'échantillonnage des émissions provenant de sources fixes, cet échantillonnage doit être effectué selon les règles de l'art applicables.

Dans le cas de l'application de l'article 137, l'échantillonnage de fluorures dans le fourrage doit être effectué selon les méthodes prescrites au cahier n^o 6 du Guide d'échantillonnage mentionné au premier alinéa.

Dans le cas de l'application des troisième et quatrième alinéas de l'article 184 ou du deuxième alinéa de l'article 189, l'échantillonnage et l'analyse du dioxyde de soufre doivent être effectués selon les méthodes prescrites dans la version la plus récente du document intitulé « List of designated reference and equivalent methods » publié par United States Environmental Protection Agency.

Dans le cas de l'application des dispositions du Titre IV, l'échantillonnage et l'analyse d'un contaminant visé à l'article 196 doivent être effectués au moyen d'une des méthodes prescrites pour ce contaminant dans la version la plus récente, selon le cas, de l'un des documents suivants publiés par United States Environmental Protection Agency :

— « Compendium of Methods for Determination of Toxic Organic Compounds in Ambient Air – Second Edition », (EPA/625/R-96/010b, janvier 1999);

— « Compendium of Methods for the Determination of Inorganic Compounds in Ambient Air », (EPA/625/R-96/010a, juin 1999);

— « List of designated reference and equivalent methods », (16 août 2004).

Dans le cas où aucun des documents mentionnés au cinquième alinéa ne prescrit au regard d'un contaminant une méthode d'échantillonnage et d'analyse, l'échantillonnage et l'analyse de ce contaminant doivent être effectués au moyen d'une méthode généralement reconnue.

199. Pour les fins de l'application du présent règlement, les valeurs limites d'émission et les autres normes d'émission établies au regard d'une source de contamination sont respectées si les conditions suivantes sont satisfaites :

1° la moyenne arithmétique des trois résultats des mesures prises au cours d'une même campagne d'échantillonnage effectuée est inférieure ou égale à ces valeurs limites ou normes;

2° au moins deux de ces résultats sont inférieurs à ces valeurs limites ou normes;

3° aucun de ces trois résultats n'excède de plus de 20 % ces valeurs limites ou normes.

Le présent article ne s'applique pas au regard des valeurs limites d'émission et des autres normes d'émission pour lesquelles une disposition du présent règlement prescrit un échantillonnage des contaminants au moyen d'un système de mesure et d'enregistrement en continu, non plus qu'au regard des valeurs limites prescrites par l'article 137 pour les fluorures. Il ne s'applique pas non plus aux valeurs limites prescrites par les dispositions du Titre IV.

200. Tout échantillonnage faisant partie de mesures de contrôle des émissions prescrites par une disposition du présent règlement, à l'exception des dispositions du Titre IV, doit faire l'objet d'un rapport d'échantillonnage

effectué selon les modalités prescrites au cahier n° 4 du Guide d'échantillonnage mentionné au premier alinéa de l'article 198. En outre, si l'analyse a révélé un dépassement d'une valeur limite ou d'une autre norme d'émission fixées par une disposition du présent règlement, mention doit en être faite dans le rapport ainsi que des mesures correctrices prises pour y remédier. Ce rapport doit être transmis, sur support papier et électronique, au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs dans les 120 jours suivant la fin de la campagne d'échantillonnage.

Doit également être transmis au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, en même temps que le rapport mentionné au premier alinéa, un écrit du signataire du rapport attestant que les prélèvements d'échantillons ont été faits en conformité avec, selon le cas, les règles de l'art applicables ou les exigences du présent règlement, y compris celles du Guide d'échantillonnage mentionné au premier alinéa de l'article 198.

201. Les analyses requises pour assurer l'application du présent règlement doivent être effectuées par un laboratoire accrédité par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs en vertu de l'article 118.6 de la loi.

202. Pour les fins de l'application des articles 75, 77, 91, 92, 97 et 153 et du Titre IV, la concentration des contaminants doit être calculée en fonction d'un point qui se situe à l'extérieur des limites de la propriété occupée par la source de contamination ainsi qu'à l'extérieur de tout secteur zoné à des fins industrielles et de toute zone tampon adjacente à un tel secteur, tel qu'établis par les autorités municipales compétentes. Cependant, dans le cas où le territoire ainsi zoné comprend une ou plusieurs résidences permanentes, la concentration des contaminants doit également être calculée en fonction d'un point qui se situe à l'intérieur des limites de la propriété de chacune de ces résidences.

La concentration d'un contaminant dans l'atmosphère est calculée en fonction de la concentration initiale révélée par les résultats d'échantillonnage effectués ou validés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour la totalité ou une partie des trois années précédentes et prélevés sur le site de la source fixe de contamination ou dans un milieu comparable, ou, à défaut de résultats d'échantillonnage disponibles pour cette période, en fonction de la concentration initiale mentionnée pour ce contaminant à la colonne 2 de l'annexe G ou K, selon le cas.

Malgré le deuxième alinéa, dans le cas du calcul de la concentration de particules fines et du benzène, la concentration initiale correspond au 98^e centile de ces mêmes résultats d'échantillonnage ou à la concentration initiale mentionnée pour ces contaminants à la colonne 2 de l'annexe K.

TITRE VI **DISPOSITIONS PÉNALES**

203. Toute infraction à l'une des dispositions des articles 6, 9, 46 à 50, 88 à 92, 94 à 98, 103 à 105, 107 à 113, 115 à 120, 132 à 152, 158 à 162, 164 à 171, 173 à 178, 180 à 193 et 197 rend l'exploitant passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 2 000 \$ à 25 000 \$;

2° s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 25 000 \$ à 500 000 \$.

204. Toute infraction à l'une des dispositions des articles 10 à 14, 16, 19, 22 à 24, 26 à 28, 30 à 35, 37 à 42, 44 et 45, 52 à 54, 57 et 58, 60 et 61, 63 à 70, 72 à 78, 80 et 81, 83 à 87, 122 et 123, 125 à 129, 153 à 156, 194, 198 et 201 rend l'exploitant passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 2 000 \$ à 15 000 \$;

2° s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 5 000 \$ à 100 000 \$.

205. Quiconque fait défaut de communiquer au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs un renseignement dont la communication est prescrite par l'article 4 ou lui communique un renseignement faux ou inexact, omet de conserver des données ou tout autre document pour la période prescrite à l'article 5 ou omet de tenir un registre ou de transmettre un rapport ou un autre document mentionnés à l'une des dispositions des articles 21, 25, 29, 36, 43, 51, 59, 99, 121, 141, 192, 193 et 200 ou inscrit dans ces documents des renseignements faux ou inexacts ou omet d'y inscrire les données prescrites se rend passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 2 000 \$ à 12 000 \$;

2° s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 5 000 \$ à 25 000 \$.

206. En cas de récidive, les amendes prévues aux articles 203 à 205 sont portées au double.

TITRE VII **DISPOSITIONS DIVERSES, MODIFICATIVES ET TRANSITOIRES**

207. Une installation en exploitation le 30 juin 2011, qui était jusqu'à cette date régie par les dispositions de l'article 16 et du paragraphe *i* de l'article 96 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 20) demeure régie pour un délai de cinq ans par ces dispositions telles qu'elles se lisaient le 29 juin 2011.

208. Les paragraphes 1° à 13° du premier alinéa de l'article 10 s'appliquent aux installations, aux activités et aux procédés industriels qui y sont visés et qui sont en exploitation le 30 juin 2011 à compter du 30 juin 2013. Jusqu'à cette date, ils demeurent régis par les dispositions des articles 24 et 25 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère qui leur sont applicables, tels qu'ils se lisaient le 29 juin 2011.

Le paragraphe 14° du premier alinéa de l'article 10 s'applique aux activités qui y sont visées et qui sont en exploitation le 30 juin 2011 à compter du 30 juin 2013.

Le deuxième alinéa de l'article 10 s'appliquent aux activités qui y sont visées et qui sont en exploitation le 30 juin 2011 à compter du 30 juin 2013. Jusqu'à cette date, elles demeurent régies par les dispositions du paragraphe *a* de l'article 19 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère tel qu'il se lisait le 29 juin 2011.

209. L'article 19 s'applique aux sources d'émission en exploitation le 30 juin 2011 à compter du 30 juin 2014. Jusqu'à cette date, elles demeurent régies par les dispositions des articles 12 et 13 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère tels qu'ils se lisaient le 29 juin 2011.

210. Le premier alinéa de l'article 68 s'applique aux turbines fixes à combustion d'une puissance nominale de production électrique inférieure à 50 MW et en exploitation le 30 juin 2011 à compter du 1^{er} janvier 2013. Jusqu'à cette date, elles demeurent régies par les dispositions de l'article 35 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère tel qu'il se lisait le 29 juin 2011.

211. Le premier alinéa de l'article 75 s'applique aux appareils de combustion en exploitation le 30 juin 2011 à compter du 30 juin 2016. Jusqu'à cette date, ces appareils demeurent régis par les dispositions de l'article 45 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère tel qu'il se lisait le 29 juin 2011 ou, dans le cas de matières résiduelles de fabrication de pâtes et papiers, de l'article 94 du Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers et modifiant diverses dispositions réglementaires pris par le décret n° 808-2007 du 18 septembre 2007 tel qu'il se lisait le 29 juin 2011.

Malgré le premier alinéa, à compter du 30 juin 2011 les dispositions de l'article 86 relatives aux mesures de contrôle des émissions des appareils de combustion visés au premier alinéa de l'article 75 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux exploitants de ces appareils de combustion au regard des dispositions des règlements visés au premier alinéa qui leur sont applicables.

212. L'article 145 s'applique aux sources d'émissions ponctuelles, autres que les fours et les refroidisseurs à clinker, des cimenteries en exploitation le 30 juin 2011 à compter du 30 juin 2013. Jusqu'à cette date, ces sources demeurent régies par les dispositions qui leur sont applicables prévues à l'article 42 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère tel qu'il se lisait le 29 juin 2011.

213. Les activités visées à l'article 150 lorsqu'elles ont lieu dans un établissement en exploitation le 30 juin 2011 demeurent régies pour un délai de deux ans, à compter de cette date, par les dispositions de l'article 62 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère tel qu'il se lisait le 29 juin 2011.

214. Pour les fins de l'application des articles 15, 102 et 195, un renvoi à l'une des dispositions du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles pris par le décret n^o 451-2005 du 11 mai 2005 est également un renvoi à la disposition correspondante du Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 14) dans la mesure où le premier règlement précité maintient l'application du second.

215. Le présent règlement remplace les dispositions du Règlement sur la qualité de l'atmosphère (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 20), à l'exception du paragraphe 33^o de l'article 1 et des articles 96.1 à 96.3 et 96.6.

Toutefois, les dispositions de ce règlement continuent de s'appliquer aux établissements, aux installations, aux appareils et aux fours existants, dans la mesure prévue aux dispositions du présent titre.

216. Le paragraphe 2^o de l'article 2 du Règlement sur l'application de dispositions législatives par les agents de protection de la faune (R.R.Q., c. C-61-1, r. 6) est remplacé par le suivant :

« 2^o l'article 194 du Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère pris par le décret n^o 501-2011 du 18 mai 2011 qui interdit de brûler des matières résiduelles à l'air libre; ».

217. Le Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers et modifiant diverses dispositions réglementaires* édicté par le décret n^o 808-2007 du 18 septembre 2007 est modifié :

1^o par l'abrogation des articles 91, 92 et 94;

2^o par la suppression, au premier alinéa de l'article 141, de « ,91, 92 ».

218. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

ANNEXE A

(art. 3)

LISTE DES HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) VISÉS PAR LES DISPOSITIONS DU TITRE II

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)

Fluorène
Phénanthrène
Anthracène
Pyrène
Fluoranthène
Chrysène
Benzo (a) anthracène
Benzo (a) pyrène
Benzo (e) pyrène
Benzo (b) fluoranthène
Benzo (j) fluoranthène
Benzo (k) fluoranthène
Benzo (g,h,i) pérylène
Indeno (1,2,3,- cd) pyrène
Dibenzo (a,h) anthracène

* Ce règlement n'a pas été modifié depuis son édicition.

ANNEXE B

(art. 9)

VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DE PARTICULES EN FONCTION DU TAUX D'ALIMENTATION DU PROCÉDÉ POUR CERTAINES SOURCES EXISTANTES INSTALLÉES OU MISES EN EXPLOITATION LE OU AVANT LE 14 NOVEMBRE 1979

Taux d'alimentation du procédé (t/h)	Valeurs limites d'émission de particules (kg/h)
1	2,0
2	3,2
5	5,9
10	9,4
20	14,9
50	20,4
100	23,5
200	26,8
500	31,5

Pour les fins de l'application de la présente annexe :

1° on entend par « taux d'alimentation », le taux d'alimentation tel que défini à l'article 8 du présent règlement;

2° l'interpolation et l'extrapolation des valeurs de cette annexe pour un taux d'alimentation inférieur à 25 t/h s'effectuent à l'aide de l'équation $E = 2,0 p^{0,67}$, où E désigne la norme d'émission en kg/h et où p désigne le taux d'alimentation en t/h; dans le cas d'un taux d'alimentation égal ou supérieur à 25 t/h, la formule qui est appliquée est $E = 25 p^{0,11} - 18$;

3° dans le cas d'un fonctionnement discontinu du procédé, le taux d'alimentation est calculé en divisant le poids total d'alimentation par le nombre d'heures de fonctionnement complet, en soustrayant le temps durant lequel l'équipement n'a pas fonctionné. On calculera alors le taux d'alimentation horaire en divisant le poids d'alimentation durant une période typique de temps par le nombre d'heures de cette période;

4° dans le cas où le procédé comporte plusieurs lignes de production, la valeur limite du procédé est celle correspondant au total des taux d'alimentation de chacune de ces lignes.

ANNEXE C

(art. 9, 148, 154, 180)

VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DE PARTICULES EN FONCTION DU TAUX D'ALIMENTATION DU PROCÉDÉ POUR CERTAINES SOURCES EXISTANTES INSTALLÉES OU MISES EN EXPLOITATION APRÈS LE 14 NOVEMBRE 1979 ET POUR CERTAINES SOURCES NOUVELLES

Taux d'alimentation du procédé (t/h)	Valeurs limites d'émission de particules (kg/h)
1	1,7
2	2,6
5	4,6
10	7,1
20	10,9
50	15,0
100	16,7
200	18,7
500	21,6

Pour les fins de l'application de la présente annexe :

1° on entend par « taux d'alimentation », le taux d'alimentation tel que défini à l'article 8 du présent règlement;

2° l'interpolation et l'extrapolation des valeurs de cette annexe pour un taux d'alimentation inférieur à 25 t/h s'effectuent à l'aide de la formule $E = 1,7 p^{0,62}$, où E désigne la norme d'émission en kg/h et où p désigne le taux d'alimentation en t/h; dans le cas d'un taux d'alimentation égal ou supérieur à 25 t/h, la formule qui est appliquée est $E = 8 p^{0,16}$;

3° dans le cas d'un fonctionnement discontinu du procédé, le taux d'alimentation est calculé en divisant le poids total d'alimentation par le nombre d'heures de fonctionnement complet, en soustrayant le temps durant lequel l'équipement n'a pas fonctionné. On calculera alors le taux d'alimentation horaire en divisant le poids d'alimentation durant une période typique de temps par le nombre d'heures de cette période;

4° dans le cas où le procédé comporte plusieurs lignes de production, la valeur limite du procédé est celle correspondant au total des taux d'alimentation de chacune de ces lignes.

ANNEXE D

(art. 16)

**ÉCHELLE DE MESURE DE L'OPACITÉ DES
ÉMISSIONS GRISES OU NOIRES DANS
L'ATMOSPHERE**

L'opacité des émissions grises ou noires dans l'atmosphère est mesurée au moyen d'une échelle Micro-Ringelmann en bon état, imprimée depuis moins de 5 ans, qui est conforme aux spécifications suivantes :

L'échelle Micro-Ringelmann est imprimée sur une carte de 12,8 cm de largeur et de 8,6 cm de hauteur, sur laquelle les opacités de 20 %, 40 %, 60 % et 80 % (respectivement No. 1, No. 2, No. 3 et No. 4) sont représentées dans l'ordre dans un alignement de rectangles verticaux de 24 mm X 58 mm (± 1 mm), à l'intérieur desquels une ouverture de 13 mm (± 1 mm) est pratiquée. Chacun des degrés d'opacité visé est représenté par un quadrillage ultra fin de lignes noires sur fond blanc, selon les spécifications suivantes :

Pour l'opacité No. 1 : Un quadrillage de lignes noires de 0,055 mm distantes de 0,555 mm, laissant apparaître des espaces blancs de 0,5 mm par 0,5 mm.

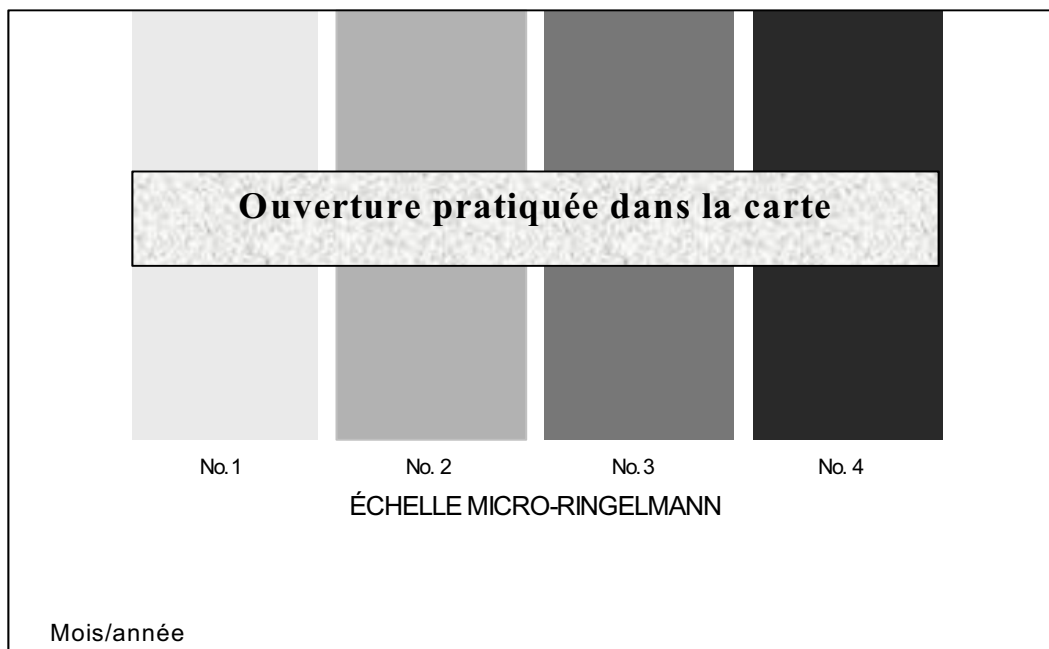
Pour l'opacité No. 2 : Un quadrillage de lignes noires de 0,128 mm distantes de 0,555 mm, laissant apparaître des espaces blancs de 0,427 mm par 0,427 mm.

Pour l'opacité No. 3 : Un quadrillage de lignes noires de 0,205 mm distantes de 0,555 mm, laissant apparaître des espaces blancs de 0,35 mm par 0,35 mm.

Pour l'opacité No. 4 : Un quadrillage de lignes noires de 0,305 mm distantes de 0,555 mm, laissant apparaître des espaces blancs de 0,25 mm par 0,25 mm.

Le mois et l'année d'impression sont inscrits sur la carte, en bas à gauche.

SPÉCIMEN DE CARTE ILLUSTRANT L'ÉCHELLE MICRO-RINGELMANN



La mesure de l'opacité est faite à partir d'un point d'observation se situant à une distance comprise entre 30 m et 400 m du point d'émission et permettant une complète visibilité des émissions. Ce point d'observation doit être tel que la ligne de vision de l'observateur tende vers une perpendiculaire par rapport à la direction du panache et que le soleil se trouve dans un secteur angulaire de 140° par rapport au dos de l'observateur.

La carte est tenue à bout de bras et l'observateur regarde l'émission par l'ouverture pratiquée à cette fin dans la carte. L'observateur note le numéro de l'échelle (Nos. 1, 2, 3 ou 4) correspondant le mieux à l'opacité observée. Si aucune émission n'est visible on note No. 0. Par ailleurs, la gradation No. 4 de l'échelle s'applique aussi aux opacités atteignant 100 %. Des observations instantanées et ponctuelles sont notées à toutes les 15 secondes. La durée de l'évaluation de l'opacité d'une émission est de 60 minutes sans interruption (240 observations en 60 minutes) ou de deux fois 30 minutes avec une interruption de mi-temps (120 observations en 30 minutes à deux reprises). Chaque observation est considérée comme étant représentative de l'opacité ayant eu cours pendant 15 secondes.

L'évaluation de l'opacité doit être faite au point où l'opacité est maximale, dans une portion du panache où il y a absence de vapeur d'eau condensée. Lorsque la vapeur d'eau se condense et devient visible à une certaine distance du point d'émission, il faut évaluer l'opacité entre le point d'émission et le point de condensation de la vapeur d'eau. En présence de vapeur d'eau condensée dans le panache, à son point d'émission, il faut observer l'opacité du panache au point où cette vapeur devient invisible.

ANNEXE E

(art. 51)

FORMULES POUR LE CALCUL DES ESTIMATIONS DES ÉMISSIONS DE COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS**Tableau I**

Catégorie d'exploitation	Catégorie de pièces d'équipement	Formule
RAFFINERIE DE PÉTROLE	Soupapes de surpression	$E=1,36 \times 10^{-5} \times C^{0,589}$
USINE PÉTROCHIMIQUE	Robinet – vannes et autres soupapes	$E=2,29 \times 10^{-6} \times C^{0,746}$
TERMINAL PÉTROLIER	Garnitures de pompes, de compresseurs et d'agitateurs	$E=5,03 \times 10^{-5} \times C^{0,610}$
	Joints et raccords	$E=4,61 \times 10^{-6} \times C^{0,703}$
	Conduites ouvertes	$E=2,20 \times 10^{-6} \times C^{0,704}$
USINE DE CHIMIE ORGANIQUE	Robinet – vannes et soupapes (gaz)	$E=1,87 \times 10^{-6} \times C^{0,873}$
	Robinet – vannes et soupapes (liquide)	$E=6,41 \times 10^{-6} \times C^{0,797}$
	Garnitures de pompes, de compresseurs, d'agitateurs, soupapes de surpression et autres (liquide)	$E=1,9 \times 10^{-5} \times C^{0,824}$
	Joints et raccords	$E=3,05 \times 10^{-6} \times C^{0,885}$
	Conduites ouvertes	$E=6,41 \times 10^{-6} \times C^{0,797}$

Tableau II

Catégorie d'exploitation	Catégorie de pièces d'équipement	Formule
RAFFINERIE DE PÉTROLE	Soupapes de surpression	$E=4 \times 10^{-6} \text{ kg/h/pièce}$
USINE PÉTROCHIMIQUE	Robinet – vannes et autres soupapes	$E=7,8 \times 10^{-6} \text{ kg/h/pièce}$
TERMINAL PÉTROLIER	Garnitures de pompes, de compresseurs et d'agitateurs	$E=2,4 \times 10^{-5} \text{ kg/h/pièce}$
	Joints et raccords	$E=3,1 \times 10^{-7} \text{ kg/h/pièce}$
	Conduites ouvertes	$E=2,0 \times 10^{-6} \text{ kg/h/pièce}$
USINE DE CHIMIE ORGANIQUE	Robinet - vannes et soupapes (gaz)	$E=6,6 \times 10^{-7} \text{ kg/h/pièce}$
	Robinet - vannes et soupapes (liquide)	$E=4,9 \times 10^{-7} \text{ kg/h/pièce}$
	Garnitures de pompes, de compresseurs, d'agitateurs, soupapes de surpression et autres (liquide)	$E=7,5 \times 10^{-6} \text{ kg/h/pièce}$
	Joints et raccords	$E=6,1 \times 10^{-7} \text{ kg/h/pièce}$
	Conduites ouvertes	$E=2,0 \times 10^{-6} \text{ kg/h/pièce}$

Pour les fins de l'application des tableaux ci-dessus, on entend par :

« E » : Les émissions de composés organiques totaux ou spécifiques, selon le cas, en kg/h par pièce;

« C » : La concentration mesurée de composés organiques totaux ou spécifiques, selon le cas, exprimée en ppmv; si la concentration « C » mesurée pour une pièce est plus grande que 10 000 ppmv ($C > 10\,000 \text{ ppmv}$), utiliser $C = 33\,620 \text{ ppmv}$ dans l'équation de calcul des émissions pour cette pièce.

ANNEXE F

(art. 148, 154)

VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DE PARTICULES EN FONCTION DU TAUX D'ALIMENTATION DU PROCÉDÉ POUR CERTAINES SOURCES EXISTANTES

Taux d'alimentation du procédé (t/h)	Valeurs limites d'émission de particules (kg/h)
1	2,0
2	3,2
5	5,9
10	9,4
20	14,9
50	27,5
100	43,8
200	69,6
500	128,6

Pour les fins de l'application de la présente annexe :

1° on entend par « taux d'alimentation », le taux d'alimentation tel que défini à l'article 8 du présent règlement;

2° l'interpolation et l'extrapolation des valeurs de cette annexe s'effectuent à l'aide de l'équation $E = 2,0p^{0,67}$, où E désigne la norme d'émission en kg/h et où p désigne le taux d'alimentation en t/h;

3° dans le cas d'un fonctionnement discontinu du procédé, le taux d'alimentation est calculé en divisant le poids total d'alimentation par le nombre d'heures de fonctionnement complet, en soustrayant le temps durant lequel l'équipement n'a pas fonctionné. On calculera alors le taux d'alimentation horaire en divisant le poids d'alimentation durant une période typique de temps par le nombre d'heures de cette période;

4° dans le cas où le procédé comporte plusieurs lignes de production, la valeur limite du procédé est celle correspondant au total des taux d'alimentation de chacune de ces lignes.

ANNEXE G

(art. 77, 91, 92, 97, 99, 202)

VALEURS LIMITES DE CERTAINS MÉTAUX OU MÉTALLOÏDES DANS L'ATMOSPHÈRE

Nature des contaminants	CAS ¹	Colonne 1	Colonne 2	Période
		Valeur limite (µg/m ³)	Concentration initiale (µg/m ³)	
Antimoine	7440-36-0	0,17	0,007	1 an
Argent	7440-22-4	0,23	0,005	1 an
Arsenic	7440-38-2	0,003	0,002	1 an
Baryum	7440-39-3	0,05	0,025	1 an
Béryllium	7440-41-7	0,0004	0	1 an
Cadmium	7440-43-9	0,0036	0,003	1 an
Chrome	7440-47-3	0,004	0,0037	1 an
Cuivre	7440-50-8	2,5	0,2	24 heures
Mercure	7439-97-6	0,15	0,01	1 an
Nickel	7440-02-0	0,012	0,01	1 an
Nickel	7440-02-0	6	0,25	1 heure
Plomb	7439-92-1	0,1	0,025	1 an
Thallium	7440-28-0	0,25	0,05	1 an
Vanadium	7440-62-2	1	0,01	1 an
Zinc	7440-66-6	2,5	0,1	24 heures

ANNEXE H

(art. 75, 77, 87, 91, 92, 97, 153, 156, 197)

MODÉLISATION DE LA DISPERSION ATMOSPHÉRIQUE

Les modèles de dispersion qui peuvent être utilisés sont ceux indiqués dans l'édition la plus récente du « Guideline on air quality models » de l'US-EPA (Annexe W, Pt. 51).

L'exploitant doit calculer, à l'aide du modèle utilisé, la concentration dans l'atmosphère de chaque contaminant émis pour lequel une valeur limite est prescrite aux articles 75 et 153 ainsi qu'aux annexes G et K.

¹ Les numéros inscrits au regard des contaminants mentionnés à la présente annexe correspondent au code d'identification attribué par la division *Chemical Abstract Services* de l'*American Chemical Society*.

Toutes les valeurs des paramètres nécessaires au fonctionnement du modèle doivent être énumérées.

Le calcul par modélisation de la concentration d'un contaminant dans l'atmosphère pour une source unique doit être fait selon l'une des manières suivantes :

a) à l'aide d'un modèle simple, appelé modèle de niveau 1, à source unique;

b) à l'aide d'un modèle complexe multisources, appelé modèle de niveau 2, mais simulant une source unique.

Dans le cas où la somme de la concentration d'un des contaminants calculée à l'aide d'un modèle de niveau 1 et de la concentration initiale excède 80 % de la valeur limite, une modélisation à l'aide d'un modèle de niveau 2 est exigée.

Lorsque l'établissement comprend plusieurs sources d'émission, les calculs des concentrations des contaminants dans l'atmosphère doivent être faits à l'aide d'un modèle de niveau 2.

En utilisant la concentration obtenue par le calcul fait à l'aide d'un modèle de niveau 1, les concentrations quotidiennes et annuelles seront obtenues de la manière suivante :

$$C_{\text{quotidien}} = C_{\text{MAX-H}} \times 0,24$$

$$C_{\text{AN}} = C_{\text{MAXH}} \times 0,04$$

où $C_{\text{quotidien}}$ est la concentration quotidienne, C_{AN} est la concentration annuelle et $C_{\text{MAX-H}}$ est la plus haute concentration horaire calculée.

Dans le cas d'un modèle de niveau 2, l'exploitant doit utiliser les données météorologiques suivantes :

a) soit 5 années de données météorologiques complètes et représentatives de la localisation de l'établissement;

b) soit les données météorologiques synthétiques régionales fournies par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour la région où se situe l'établissement;

c) soit les données météorologiques synthétiques générales fournies par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs dans les cas où les données décrites aux paragraphes a ou b ci-dessus n'existent pas.

L'exploitant doit décrire tous les calculs effectués à l'aide de ces données météorologiques afin d'obtenir les paramètres particuliers nécessaires à l'utilisation du modèle.

Les concentrations annuelles et quotidiennes pour chaque point de calcul sont obtenues, selon les données météorologiques employées et décrites ci-dessus, de la manière suivante :

Données météorologiques	Concentration annuelle	Concentration quotidienne
Complètes et représentatives de la localisation de l'établissement pour 5 années	Moyenne des 8760 concentrations calculées, pour chaque année	Moyenne des 24 concentrations horaires calculées pour chaque journée de chaque année
Synthétiques régionales fournies par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Moyenne des 8760 concentrations calculées	Moyenne des 24 concentrations horaires calculées pour chaque journée
Synthétiques générales fournies par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs dans les cas où les données décrites ci-dessus n'existent pas	À partir de la plus haute concentration horaire calculée : $C_{\text{AN}} = C_{\text{MAXH}} \times 0,04$, où C_{AN} est la concentration annuelle et $C_{\text{MAX-H}}$ est la plus haute concentration horaire calculée	À partir de la plus haute concentration horaire calculée : $C_{\text{quotidien}} = C_{\text{MAX-H}} \times 0,24$ où $C_{\text{quotidien}}$ est la concentration quotidienne et $C_{\text{MAX-H}}$ est la plus haute concentration horaire calculée

Dans le cas d'un contaminant pour lequel la colonne 1 de l'annexe K prévoit que la valeur limite est établie sur une période inférieure à une heure, la concentration sera calculée sur cette période à l'aide de la formule suivante :

$$C(T) = C_{\text{MAX-H}} \times 0,97 T^{-0,25}$$

où T est la période exprimée en heure et $C_{\text{MAX-H}}$ est la concentration maximale sur une heure.

L'exploitant doit tenir compte de la topographie si la différence d'altitude entre le point le plus élevé et le plus bas pour la région sur laquelle on effectue les calculs est égale ou supérieure à 10 m.

Les concentrations initiales des contaminants dans l'atmosphère, sans la contribution de la ou des sources considérées pour la modélisation, doivent être ajoutées aux concentrations calculées. Les concentrations résultantes doivent être présentées de manière à les comparer avec les valeurs limites prescrites aux annexes G et K.

L'exploitant doit tenir et conserver pendant une période minimale de cinq ans l'information suivante :

a) une ou des cartes montrant la région pour laquelle des calculs ont été effectués et illustrant les points de calculs et leur altitude, l'établissement et sa limite de propriété ainsi que les éléments géographiques, physiques et humains pertinents. Chaque carte comprendra une échelle et l'orientation du Nord géographique;

b) une vue en plan et en coupe des bâtiments de l'établissement et la localisation des sources;

c) les caractéristiques physiques de chacune des sources et les caractéristiques de leur fonctionnement;

d) pour chaque contaminant, des cartes présentant les résultats des calculs de modélisation sous forme de courbes isoplèthes pour chaque année de calcul;

e) pour chaque contaminant, un tableau donnant la localisation de chaque point de calcul et les concentrations modélisées, pour chaque année de calcul;

f) pour chaque contaminant, un tableau donnant les concentrations maximales calculées sur l'ensemble des points de calculs et des années et leurs localisations; les concentrations initiales ainsi que la somme des concentrations maximales calculées et des concentrations initiales;

g) les données d'entrée nécessaires à l'opération du modèle dans une forme compatible à son usage (fichier d'entrée du modèle), pour les modélisations effectuées.

ANNEXE I

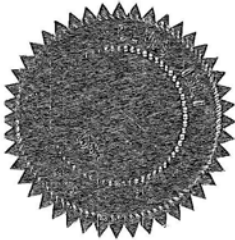
(art. 78, 90, 92, 104)

FACTEURS D'ÉQUIVALENCE DE TOXICITÉ POUR LES CONGÉNÈRES DES POLYCHLORODIBENZOFURANNES ET DES POLYCHLORODIBENZO[b,e][1,4]DIOXINES

Congénères	Facteur d'équivalence de toxicité
2,3,7,8-tétrachlorodibenzodioxine	1
1,2,3,7,8-pentachlorodibenzodioxine	1
1,2,3,4,7,8-hexachlorodibenzodioxine	0,1
1,2,3,6,7,8-hexachlorodibenzodioxine	0,1
1,2,3,7,8,9-hexachlorodibenzodioxine	0,1
1,2,3,4,6,7,8-heptachlorodibenzodioxine	0,01

Congénères	Facteur d'équivalence de toxicité
Octachlorodibenzodioxine	0,0001
2,3,7,8-tétrachlorodibenzofuranne	0,1
1,2,3,7,8-pentachlorodibenzofuranne	0,05
2,3,4,7,8-pentachlorodibenzofuranne	0,5
1,2,3,4,7,8-hexachlorodibenzofuranne	0,1
1,2,3,6,7,8-hexachlorodibenzofuranne	0,1
1,2,3,7,8,9-hexachlorodibenzofuranne	0,1
2,3,4,6,7,8-hexachlorodibenzofuranne	0,1
1,2,3,4,6,7,8-heptachlorodibenzofuranne	0,01
1,2,3,4,7,8,9-heptachlorodibenzofuranne	0,01
Octachlorodibenzofuranne	0,0001

ANNEXE J
(art. 66,67,68)



**ZONE QUÉBÉCOISE
DE GESTION DES ÉMISSIONS DES OXYDES D'AZOTE**

DESCRIPTION TECHNIQUE

La zone québécoise de gestion des émissions des oxydes d'azote comprend la partie du territoire du Québec délimitée comme suit :

Partant du point « A » situé à l'intersection de la frontière entre le Québec et l'Ontario avec le parallèle de latitude 46°00'00'' nord;

De là, vers l'est, en suivant le parallèle de latitude 46°00'00'' nord jusqu'à son intersection avec le méridien de longitude 76°09'00'' ouest, soit le point « B »;

De là, vers le nord, en suivant le méridien de longitude 76°09'00'' ouest jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 46°13'48'' nord, soit le point « C »;

De là, vers l'est, en suivant le parallèle de latitude 46°13'48'' nord jusqu'à son intersection avec le méridien de longitude 75°00'00'' ouest, soit le point « D »;

De là, vers le nord, en suivant le méridien de longitude 75°00'00'' ouest jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 46°21'00'' nord, soit le point « E »;

De là, vers l'est, en suivant le parallèle de latitude 46°21'00'' nord jusqu'à son intersection avec le méridien de longitude 73°28'12'' ouest, soit le point « F »;

De là, vers le nord, en suivant le méridien de longitude 73°28'12'' ouest jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 46°36'36'' nord, soit le point « G »;

D.F./minute 510

2

De là, vers l'est, en suivant le parallèle de latitude 46°36'36'' nord jusqu'à son intersection avec le méridien de longitude 73°00'00'' ouest, soit le point « H »;

De là, vers le nord, en suivant le méridien de longitude 73°00'00'' ouest jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 46°51'00'' nord, soit le point « I »;

De là, vers l'est, en suivant le parallèle de latitude 46°51'00'' nord jusqu'à son intersection avec le méridien de longitude 72°16'12'' ouest, soit le point « J »;

De là, vers le nord, en suivant le méridien de longitude 72°16'12'' ouest jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 47°09'36'' nord, soit le point « K »;

De là, vers l'est, en suivant le parallèle de latitude 47°09'36'' nord jusqu'à son intersection avec le méridien de longitude 70°34'48'' ouest, soit le point « L »;

De là, vers le sud, en suivant le méridien de longitude 70°34'48'' ouest jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 46°49'48'' nord, soit le point « M »;

De là, vers l'est, en suivant le parallèle de latitude 46°49'48'' nord jusqu'à son intersection avec le méridien de longitude 70°00'00'' ouest, soit le point « N »;

De là, vers le sud, en suivant le méridien de longitude 70°00'00'' ouest jusqu'à son intersection avec la frontière entre le Québec (Canada) et les États-Unis d'Amérique, soit le point « O »;

De là, dans des directions moyennes sud-ouest et ouest, en suivant la frontière entre le Québec (Canada) et les États-Unis d'Amérique jusqu'à son intersection avec la frontière entre le Québec et l'Ontario, soit le point « P »;

De là, dans des directions moyennes nord et ouest, en suivant la frontière entre le Québec et l'Ontario jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 46°00'00'' nord, soit le point de départ « A ».

D.F./minute 510

3

Ainsi délimitée, cette zone s'étend sur une superficie de 76 120 kilomètres carrés.

Cette zone est représentée sur un extrait ci-joint, à l'échelle de 1 : 2 000 000, d'une carte générale du Québec produite par le ministère des Ressources naturelles du Québec.

Préparée à Québec, le 18 décembre 2002, sous le numéro 510 de mes minutes.

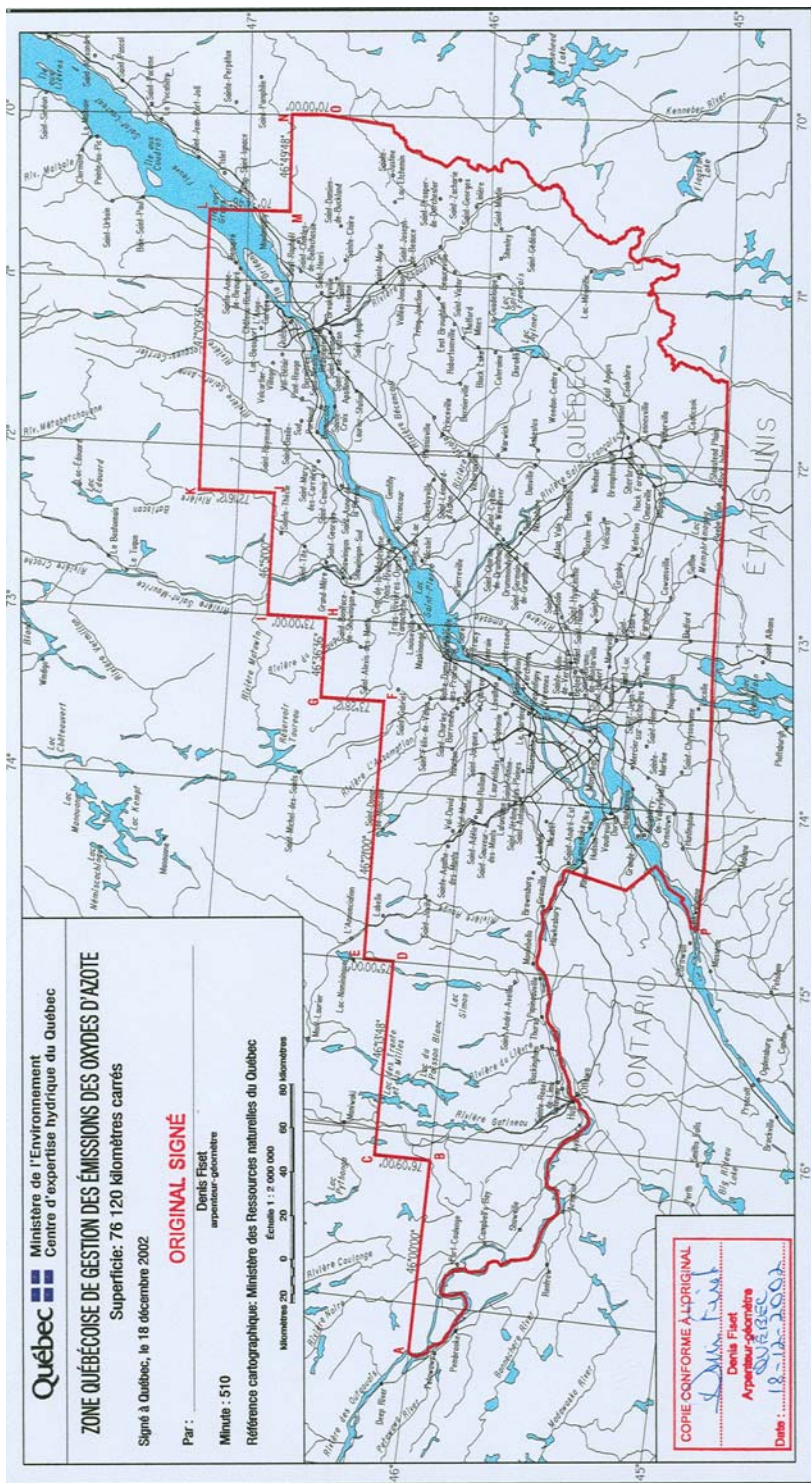
Par : Denis Fiset

Denis Fiset
Arpenteur-géomètre

Ministère de l'Environnement
Centre d'expertise hydrique du Québec
Service de la gestion du domaine hydrique de l'État

D.F./minute 510





ANNEXE K

(art. 196, 197, 202)

NORMES DE QUALITÉ DE L'ATMOSPHÈRE

Nature des contaminants	CAS ¹	Colonne 1	Colonne 2	Période
		Valeur limite (µg/m ³)	Concentration initiale (µg/m ³)	
Acétone	67-64-1	8 600	170	4 minutes
Acétone	67-64-1	380	4	1 an
Acétophénone	98-86-2	100	0	1 an
Acétophénone	98-86-2	830	0	4 minutes
Acide acrylique	79-10-7	270	0	4 minutes
Acide acrylique	79-10-7	1	0	1 an
Acrylonitrile	107-13-1	12	0	1 an
Ammoniac	7664-41-7	350	100	4 minutes
n-Amyle, acétate d'	628-63-7	25	0	4 minutes
Aniline	62-53-3	0,5	0	1 an
Antimoine métal et composés (exprimée en Sb)	7440-36-0	0,17	0,007	1 an
Argent (composés solubles, exprimé en Ag)	7440-22-4	0,23	0,005	1 an
Arsenic, élémentaire et composés inorganiques (sauf l'arsine), (exprimée en As)	7440-38-2	0,003	0,002	1 an
Azote, dioxyde d'	10102-44-0	414	150	1 heure
Azote, dioxyde d'	10102-44-0	207	100	24 heures
Azote, dioxyde d'	10102-44-0	103	30	1 an
Baryum, métal et composés solubles (exprimée en Ba)	7440-39-3	0,05	0,025	1 an
Benzaldéhyde	100-52-7	100	0	1 an
Benzaldéhyde	100-52-7	200	0	4 minutes
Benzène	71-43-2	10	3	24 heures
Benzo(a)pyrène	50-32-8	0,0009	0,0003	1 an

Nature des contaminants	CAS ¹	Colonne 1	Colonne 2	Période
		Valeur limite (µg/m ³)	Concentration initiale (µg/m ³)	
Béryllium, métal et composés (exprimée en Be)	7440-41-7	0,0004	0	1 an
2-Butoxyéthanol	111-76-2	210	0	4 minutes
n-Butyle, acétate de	123-86-4	30	0	4 minutes
Bromoforme	75-25-2	0,45	0,03	1 an
Bromométhane	74-83-9	5	0,4	1 an
Cadmium, composés de (exprimée en Cd)	7440-43-9	0,0036	0,003	1 an
Carbone, disulfure de	75-15-0	25	0	4 minutes
Carbone, monoxyde de	630-08-0	34 000	2 650	1 heure
Carbone, monoxyde de	630-08-0	12 700	1 750	8 heures
Chlore, dioxyde de	10049-04-4	0,2	0	1 an
Chlorobenzène	108-90-7	8,5	0,3	1 an
Chloroéthane	75-00-3	10 900	0	4 minutes
Chloroéthane	75-00-3	500	0	1 an
β-Chloropropène	107-05-1	0,05	0	1 an
Chrome	7440-47-3	0,004	0,0037	1 an
Cuivre	7440-50-8	2,5	0,2	24 heures
Cumène	98-82-8	40	0	4 minutes
Dibromo-1,2 éthane	106-93-4	0,022	0,02	1 an
o-Dichlorobenzène	95-50-1	4 200	0	4 minutes
o-Dichlorobenzène	95-50-1	40	0	1 an
p-Dichlorobenzène	106-46-7	730	0	4 minutes
p-Dichlorobenzène	106-46-7	160	0	1 an
Dichlorométhane	75-09-2	14 000	6	1 heure
Dichlorométhane	75-09-2	2	1	1 an
Dichloro-1,2 propane	78-87-5	4	0	1 an
Dichloropropène	542-75-6	0,2	0	1 an
Diisobutylcétone	108-83-8	640	0	4 minutes

Nature des contaminants	CAS ¹	Colonne 1	Colonne 2	Période
		Valeur limite (µg/m ³)	Concentration initiale (µg/m ³)	
N,N-Diméthylformamide	68-12-2	6	0	1 an
Dioxines et furannes (en équivalent toxique de 2,3,7,8-T ₄ CDD)	1746-01-6	0,00000006	0,00000004	1 an
Épichlorohydrine	106-89-8	0,8	0	1 an
Époxy-1,2 butane	106-88-7	20	0	1 an
Éthanol	64-17-5	340	0	4 minutes
Éther de bis (chlorométhyle)	542-88-1	0,000016	0	1 an
Éther de dichloroéthyle	111-44-4	0,0015	0	1 an
Éther de méthyle et de butyle tertiaire	1634-04-4	180	0	4 minutes
Éthylbenzène	100-41-4	200	3	1 an
Éthylbenzène	100-41-4	740	140	4 minutes
Éthyle, acétate d'	141-78-6	20	0	4 minutes
Éthyle-3-éthoxy, propionate d'	763-69-9	300	0	4 minutes
Éthylène, oxyde d'	75-21-8	0,0005	0	1 an
Formaldéhyde	50-00-0	37	3	15 minutes
Hexachloroéthane	67-72-1	0,15	0	1 an
n-Hexane	110-54-3	140	3	1 an
n-Hexane	110-54-3	5 300	140	4 minutes
Hydrogène, chlorure d'	7647-01-1	1 150	0	4 minutes
Hydrogène, chlorure d'	7647-01-1	20	0	1 an
Hydrogène, sulfure d'	7783-06-4	6	0	4 minutes
Hydrogène, sulfure d'	7783-06-4	2	0	1 an
Isobutyle, acétate d'	110-19-0	35	0	4 minutes

Nature des contaminants	CAS ¹	Colonne 1	Colonne 2	Période
		Valeur limite (µg/m ³)	Concentration initiale (µg/m ³)	
Isobutyle, isobutyrate d'	97-85-8	440	0	4 minutes
Isopropanol	67-63-0	7 800	0	4 minutes
Mercure	7439-97-6	0,15	0,01	1 an
Méthanol	67-56-1	5 500	120	4 minutes
Méthanol	67-56-1	50	10	1 an
Méthyl éthyl cétone	78-93-3	740	1,5	4 minutes
Méthylisobutylcétone	108-10-1	400	0	4 minutes
Méthyle, méthacrylate de	80-62-6	200	0	4 minutes
N,N-Diméthylaniline	121-69-7	2	0	1 an
Naphtalène	91-20-3	200	5	4 minutes
Naphtalène	91-20-3	3	0	1 an
Nickel, composés de	7440-02-0	6	0,25	1 heure
Nickel, composés de	7440-02-0	0,012	0,01	1 an
Ozone	10028-15-6	160	130	1 heure
Ozone	10028-15-6	125	120	8 heures
Particules fines (PM _{2,5})	—	30	20	24 heures
Particules totales	—	120	90	24 heures
Pentachlorophénol	87-86-5	0,001	0,0005	1 an
Phénol	108-95-2	160	0	4 minutes
Phosphine	7803-51-2	0,15	0	1 an
Phosphorique, acide	7664-38-2	10	0	1 an
Plomb	7439-92-1	0,1	0,025	1 an
Propylène, oxyde de	75-56-9	3 100	0	1 heure
Propylène, oxyde de	75-56-9	0,3	0	1 an
Soufre, dioxyde de ²	7446-09-5	1 050	150	4 minutes
Soufre, dioxyde de	7446-09-5	288	50	24 heures

Nature des contaminants	CAS ¹	Colonne 1	Colonne 2	Période
		Valeur limite (µg/m ³)	Concentration initiale (µg/m ³)	
Soufre, dioxyde de	7446-09-5	52	20	1 an
Styrène, monomère	100-42-5	150	0	1 heure
Tétrachloro-1,1,2,2 éthane	79-34-5	0,05	0,03	1 an
Trichloro-1,1,2 éthane	79-00-5	0,06	0,04	1 an
Tétrachloroéthylène	127-18-4	2	1	1 an
Tétrachlorométhane	56-23-5	1	0,7	1 an
Thallium	7440-28-0	0,25	0,05	1 an
Toluène	108-88-3	600	260	4 minutes
Trichloroéthylène	79-01-6	0,4	0,3	1 an
Triéthylamine	121-44-8	22	0	4 minutes
Triéthylamine	121-44-8	7	0	1 an
Vanadium	7440-62-2	1	0,01	1 an
Vinyle, acétate de	108-05-4	400	0	4 minutes
Vinyle, acétate de	108-05-4	200	0	1 an
Vinyle, chlorure de	75-01-4	0,05	0,03	1 an
Vinylidène, chlorure de	75-35-4	0,5	0,04	1 an
Xylène (o,m,p)	1330-20-7	350	150	4 minutes
Xylène (o,m,p)	1330-20-7	20	8	1 an
Zinc	7440-66-6	2,5	0,1	24 heures

55678

¹ Les numéros inscrits au regard des contaminants mentionnés à la présente annexe correspondent au code d'identification attribué par la division *Chemical Abstract Services* de l'*American Chemical Society*.

² Cette valeur limite peut être excédée jusqu'à 0,5 % du temps sur une base annuelle, sans toutefois dépasser 1310 µg/m³.

A.M., 2011

Arrêté numéro AM 2011-024 de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune et le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune en date du 2 juin 2011

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur la chasse

LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE ET LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX RESSOURCES NATURELLES ET À LA FAUNE,

VU le paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 163 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) qui prévoit notamment que le ministre peut, par règlement, limiter le nombre de permis pour une zone, un territoire ou pour un endroit qu'il indique;

VU le premier alinéa de l'article 164 de cette loi qui prévoit qu'un règlement pris notamment en vertu du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 163 de cette loi n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1);

VU l'édition du Règlement sur la chasse (R.R.Q., c. C-61.1, r. 12), lequel prévoit notamment le nombre de permis de chasse disponible selon les zones ou parties de zone par année;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de modifier certains nombre de permis;

ARRÊTENT CE QUI SUIT :

Est édicté le Règlement modifiant le Règlement sur la chasse ci-annexé.

Québec, le 2 juin 2011

Le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune,
SERGE SIMARD

La ministre des Ressources naturelles et de la Faune,
NATHALIE NORMANDEAU

Règlement modifiant le Règlement sur la chasse

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1, a. 163, 1^{er} al., par. 2^o)

1. L'annexe II du Règlement sur la chasse (R.R.Q., c. C-61.1, r. 12) est modifiée :

1^o par le remplacement, au paragraphe i. de l'article 1, des nombres de permis uniquement par les nombres suivants :

« i. dans la zone

Zone	Nombre de permis
1	0
2 sauf la partie ouest dont le plan apparaît à l'annexe IX	0
la partie ouest de la zone 2 dont le plan apparaît à l'annexe IX	0
3 sauf la partie ouest dont le plan apparaît à l'annexe X	0
la partie ouest de la zone 3 dont le plan apparaît à l'annexe X	500
4	200
5 sauf la partie ouest dont le plan apparaît à l'annexe XXXVIII	0
6 sauf la partie nord dont le plan apparaît à l'annexe XXXIX	1 800
la partie nord de la zone 6 dont le plan apparaît à l'annexe XXXIX	4 500
7 sauf la partie sud dont le plan apparaît à l'annexe CXXXIV	1 200
la partie sud de la zone 7 dont le plan apparaît à l'annexe CXXXIV	5 400
9 sauf la partie ouest dont le plan apparaît à l'annexe CXXXII	100
la partie ouest de la zone 9 dont le plan apparaît à l'annexe CXXXII	150
10 sauf la partie ouest dont le plan apparaît à l'annexe XVI	600
la partie ouest de la zone 10 dont le plan apparaît à l'annexe XVI et 12	1 960
11 et la partie ouest de la zone 15 dont le plan apparaît à l'annexe CXXXIII	800
la partie de la zone 13 dont le plan apparaît à l'annexe CXC	50
la partie est de la zone 26 dont le plan apparaît à l'annexe CXCI	0
la partie de la zone 27, secteur Cerf de Virginie, dont le plan apparaît à l'annexe CLXXXVIII sauf l'Île d'Orléans et l'Île au Ruau	1 350 »;

2^o par le remplacement, dans le paragraphe iii de l'article 1, des nombres de permis uniquement par les nombres suivants :

« iii. dans la zone d'exploitation contrôlée

Zone d'exploitation contrôlée	Nombre de permis
Bras-Coupé-Désert	10
Casault	0
Jaro	30
Maganasipi	50
Pontiac	15
Rapides-des-Joachims	5
Restigo	50
Saint-Patrice	5 »;

3^o par le remplacement, à l'article 1.1, des nombres de permis uniquement par les nombres suivants :

« 1.1. Pour le permis de chasse, cerf de Virginie, femelle ou mâle, dont les bois mesurent moins de 7 cm pour toutes les zones sauf pour la zone 20 (1^{er} abattage) :

Zone	Nombre de permis
la partie ouest de la zone 5 dont le plan apparaît à l'annexe XXXVIII	5 000
la partie sud de la zone 8 dont le plan apparaît à l'annexe XIII	3 000
la partie est de la zone 8 dont le plan apparaît à l'annexe CXXXV	2 500 »;

4^o par le remplacement, à l'article 3, des nombres de permis uniquement par les nombres suivants :

« 3. Pour le permis de chasse, Orignal femelle de plus d'un an :

i. dans la zone

Zone	Nombre de permis
1	3 200

ii. dans la réserve faunique :

Réserve faunique	Nombre de permis
Ashuapmushuan	32
Laurentides	202
La Vérendrye	261
Mastigouche	70
Papineau-Labelle	55
Port-Daniel	8
Portneuf	40
Rouge-Matawin	80
Saint-Maurice	62

iii. dans la zone d'exploitation contrôlée

Zone d'exploitation contrôlée	Nombre de permis
Batiscan-Neilson	56
Casault	160
Jaro	0
Lavigne	0
des Nymphes	0
Petawaga	70
Rivière-Blanche	32
Wessonneau	70 ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

55743

Décisions

Décision 9664, 31 mai 2011

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1)

Producteurs de volailles — Contribution spéciale pour la promotion des marchés de la volaille — Modification

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a, par sa décision 9664 du 31 mai 2011, approuvé un Règlement modifiant le Règlement sur la contribution spéciale pour la promotion des marchés de la volaille, tel que pris par les producteurs visés par le Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec, lors d'une réunion convoquée à cette fin et tenue le 20 avril 2011 et dont le texte suit.

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1).

Le secrétaire,
YVES LAPIERRE

Règlement modifiant le Règlement sur la contribution spéciale pour la promotion des marchés de la volaille*

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 123)

1. Le Règlement sur la contribution spéciale pour la promotion des marchés de la volaille est modifié, à l'article 1, par le remplacement, au paragraphe 1, de « 2011 » par « 2012 ».

* Les dernières modifications apportées au Règlement sur la contribution spéciale pour la promotion des marchés de la volaille (1999, *G.O.* 2, 5037), approuvé par la décision 6984 du 15 septembre 1999, ont été apportées par la décision 9373 du 27 avril 2010 (2010, *G.O.* 2, 1788). Les autres modifications apparaissent au « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, à jour au 1^{er} octobre 2010.

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

55742

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 497-2011, 18 mai 2011

CONCERNANT la nomination de membres de l'Ordre national du Québec

ATTENDU QUE l'Ordre national du Québec a été créé par la Loi sur l'Ordre national du Québec (L.R.Q., c. O-7.01);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de cette loi, le gouvernement peut, sur la recommandation du premier ministre, nommer toute personne qui est née au Québec ou qui y réside, grand officier, officier ou chevalier de l'Ordre national du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à la nomination de membres de l'Ordre national du Québec;

ATTENDU QU'avant de recommander au gouvernement ces nominations, le premier ministre a demandé et obtenu l'avis du Conseil de l'Ordre, conformément à l'article 5 de la loi et que cet avis est annexé;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre, ce qui suit :

- Mme Margaret Becklake
- Mme Monique Miller
- M. Rosario Tremblay

sont nommés au grade de grand officier ou de grande officière de l'Ordre national du Québec;

- M. Simon Brault
- M. Jean-Charles Coutu
- M. Jean-Marc Eustache
- M. Max Gros-Louis
- M. Christophe Guy
- M. Gilles Julien
- M. Claude Laberge
- Mme Rita Lafontaine
- M. Gilles Loïselle
- M. Emanuele (Lino) Saputo
- M. Alvin Cramer Segal

sont nommés au grade d'officier ou d'officière de l'Ordre national du Québec;

- M. Alain Beaudet
- Mme Nathalie Bondil
- Mme Micheline Bouchard
- M. Pierre Boucher
- Mme Monique C. Cormier
- M. François Cousineau
- M. Pierre Daloze
- M. Jean-Paul Grappe
- Mme Cécile Grenier
- M. Pierre Harvey
- Mme Fabienne Larouche
- M. Louis Lavigneur
- Mme Monique Lefebvre
- M. Michel Mazide
- M. Michel Noël
- M. Jean Perrault
- Mme Ruth Rose
- M. Éric St-Pierre
- Mme Pauline Wong

sont nommés au grade de chevalier ou de chevalière de l'Ordre national du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

Québec, le 12 mai 2011

Monsieur Jean Charest
Premier ministre du Québec
Édifice Honoré-Mercier
835, boulevard René-Lévesque Est, 3^e étage
Québec (Québec) G1A 1B4

Monsieur le Premier Ministre,

Le président du Conseil de l'Ordre national du Québec, M. Bernard Voyer, me prie de vous transmettre l'avis favorable du Conseil de l'Ordre à la nomination de 33 personnalités à l'Ordre national du Québec.

Conformément à l'article 5 de la Loi sur l'Ordre national du Québec, le Conseil de l'Ordre recommande les personnalités suivantes :

Au grade de grand officier ou de grande officière : Mme Margaret Becklake, Mme Monique Miller, M. Rosario Tremblay;

Au grade d'officier ou d'officière : M. Simon Brault, M. Jean-Charles Coutu, M. Jean-Marc Eustache, M. Max Gros-Louis, M. Christophe Guy, M. Gilles Julien, M. Claude Laberge, Mme Rita Lafontaine, M. Gilles Loïselle, M. Emanuele (Lino) Saputo, M. Alvin Cramer Segal;

Au grade de chevalier ou de chevalière : M. Alain Beaudet, Mme Nathalie Bondil, Mme Micheline Bouchard, M. Pierre Boucher, Mme Monique C. Cormier, M. François Cousineau, M. Pierre Dalozé, M. Jean-Paul Grappe, Mme Cécile Grenier, M. Pierre Harvey, Mme Fabienne Larouche, M. Louis Lavigueur, Mme Monique Lefebvre, M. Michel Mazziade, M. Michel Noël, M. Jean Perrault, Mme Ruth Rose, M. Éric St-Pierre, Mme Pauline Wong.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

La secrétaire générale associée
Responsable de l'Ordre,
MARIE CLAIRE OUELLET

55674

Gouvernement du Québec

Décret 512-2011, 18 mai 2011

CONCERNANT l'autorisation à la Société des traversiers du Québec de conclure deux contrats de gré à gré pour la construction des deux navires destinés à desservir la traverse de Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de la Loi sur la Société des traversiers du Québec (L.R.Q., c. S-14), la Société a pour mission de fournir des services de transport par traversier entre les rives des fleuves, rivières et lacs qui sont situés dans le Québec et des services d'excursion sur ces fleuves, rivières et lacs, ainsi que, sur ses navires, des services accessoires ou complémentaires, et qu'elle a également pour mission d'acquiescer et de posséder les biens nécessaires à ces services;

ATTENDU QUE la Société devra, au cours des prochaines années, répondre à une augmentation croissante du transport de passagers et de véhicules;

ATTENDU QUE le Plan québécois des infrastructures 2010-2015 approuvé le 15 décembre 2010 inclut une allocation de 400 M\$ pour le projet de construction de trois navires dont deux navires de 92 mètres

pour la traverse de Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine afin de répondre aux demandes croissantes de transport de passagers et de véhicules;

ATTENDU QU'un contrat pour la construction de ces navires doit être conclu dans le meilleur délai;

ATTENDU QUE Chantiers Davie inc. est en difficultés financières et que l'octroi d'un tel contrat pourrait contribuer à sa relance et à la poursuite de ses opérations ainsi qu'au maintien et à la création d'emplois;

ATTENDU QUE l'article 508 de l'Accord sur le commerce intérieur permet, dans des circonstances exceptionnelles, de soustraire un marché public de l'application des mesures qui lui sont applicables pour des fins de développement économique et régional;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 25 de la Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1), le gouvernement peut, sur recommandation du Conseil du trésor, autoriser un organisme public à conclure un contrat selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables en vertu de cette loi et fixer, dans un tel cas, les conditions applicables à ce contrat;

ATTENDU QUE la recommandation du Conseil du trésor a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports et du ministre délégué aux Transports :

QUE la Société des traversiers du Québec soit autorisée à négocier et à conclure deux contrats de gré à gré pour la construction des deux navires destinés à desservir la traverse Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine avec le futur acquéreur des actifs de Chantiers Davie inc.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55688

Gouvernement du Québec

Décret 513-2011, 18 mai 2011

CONCERNANT l'autorisation à la Société des traversiers du Québec de conclure un contrat pour la construction d'un navire destiné à desservir la traverse de Matane–Baie-Comeau–Godbout, selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de la Loi sur la Société des traversiers du Québec (L.R.Q., c. S-14), la Société a pour mission de fournir des services de transport par traversier entre les rives des fleuves, rivières et lacs qui sont situés dans le Québec et des services d'excursion sur ces fleuves, rivières et lacs, ainsi que, sur ses navires, des services accessoires ou complémentaires, et qu'elle a également pour mission d'acquérir et de posséder les biens nécessaires à ces services;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévoir le remplacement du navire Camille-Marcoux, lequel dessert la traverse Matane–Baie–Comeau–Godbout en raison du fait que l'utilisation actuelle de ce navire ne sera plus conforme aux exigences de stabilité établies par Transports Canada (TP 10943 F) (2007) – Normes régissant l'exploitation des bâtiments à passagers et la stabilité après avarie (bâtiments ne ressortissant pas à la convention), lesquelles deviendront applicables en 2016;

ATTENDU QUE le Plan québécois des infrastructures 2010-2015 approuvé le 15 décembre 2010 inclut une allocation de 400 M\$ pour le projet de construction de trois navires dont un navire pour la traverse de Matane–Baie–Comeau–Godbout afin de répondre aux demandes de transport de passagers et de véhicules;

ATTENDU QUE le navire à être construit comporte des spécifications exigeant une expertise particulière;

ATTENDU QU'il est opportun de solliciter des offres de chantiers canadiens et internationaux spécialisés dans la construction de navires répondant à ces caractéristiques;

ATTENDU QU'un contrat pour la construction de ce navire doit être conclu dans le meilleur délai, compte tenu du nombre restreint de constructeurs disposant des moyens techniques et de leur disponibilité pour réaliser la construction d'un tel navire;

ATTENDU QUE certaines pratiques applicables aux marchés étrangers sont inconciliables avec les règles prévues à la Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1) et à ses règlements;

ATTENDU QUE les règles applicables aux contrats conclus par un organisme public ne sont pas adaptées à un tel contrat de construction et qu'il importe de s'assurer que la Société des traversiers du Québec disposera de moyens appropriés pour octroyer ce contrat;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 25 de la Loi sur les contrats des organismes publics, le gouvernement peut, sur recommandation du Conseil du trésor, autoriser un organisme public à conclure un

contrat selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables en vertu de cette loi et fixer, dans un tel cas, les conditions applicables à ce contrat;

ATTENDU QUE la recommandation du Conseil du trésor a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports et du ministre délégué aux Transports :

QUE la Société des traversiers du Québec soit autorisée à conclure un contrat pour la construction d'un navire destiné à desservir la traverse Matane–Baie–Comeau–Godbout, selon les conditions prévues en annexe au présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

ANNEXE

CONDITIONS ET MODALITÉS CONCERNANT LE PROCESSUS D'OCTROI D'UN CONTRAT POUR LA CONSTRUCTION D'UN NAVIRE PAR LA SOCIÉTÉ DES TRAVERSISERS DU QUÉBEC POUR LA TRAVERSE DE MATANE–BAIE–COMEAU–GODBOUT

1. L'octroi d'un contrat pour la construction d'un navire autorisé par le présent décret est soumis à l'application des conditions et modalités ci-après énoncées et à toute autre condition, non inconciliable avec la réglementation applicable en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics, déterminée par la Société des traversiers du Québec pour l'application du décret.

2. Le processus d'octroi du contrat comprend les étapes suivantes :

- Sélection d'un courtier maritime et détermination de ses responsabilités
- Appel d'offres auprès des chantiers navals
- Évaluation des propositions
- Octroi du contrat
- Vérification du processus de sélection des propositions

Sélection d'un courtier maritime et détermination de ses responsabilités

3. La Société des traversiers du Québec retient les services d'un courtier maritime indépendant par un appel d'offres public international.

Le courtier maritime assume les responsabilités prévues à la présente annexe et toute autre responsabilité que lui confie la Société.

4. Le courtier maritime est chargé d'inviter tous les chantiers navals canadiens disposant des moyens techniques nécessaires à exprimer leur intérêt pour la réalisation de la construction du navire selon les exigences techniques, le délai et tout autre critère établis par la Société. De la même manière, il peut aussi inviter des chantiers navals opérant à l'étranger.

Il a également la responsabilité d'évaluer leur intérêt à participer au processus d'appel d'offres et de faire rapport à la Société. Ce rapport indique notamment tous les chantiers que le courtier a contactés.

5. Le courtier maritime doit prendre les mesures nécessaires afin d'éviter de favoriser ou de défavoriser un concurrent de quelque façon que ce soit, y compris la communication privilégiée d'un renseignement.

Il doit notamment s'assurer que tout renseignement qui lui est demandé relativement à l'appel d'offres soit communiqué à la Société qui, le cas échéant, pourra émettre un addendum qu'elle adressera à tous les chantiers navals invités à présenter une proposition.

6. À la demande de la Société, le courtier maritime fait partie du Comité de sélection responsable de l'évaluation des propositions et participe également à la négociation du contrat à intervenir avec le chantier naval retenu.

7. Le courtier maritime collabore avec le vérificateur du processus de sélection des propositions.

Appel d'offres auprès des chantiers navals

8. La Société détermine parmi les chantiers navals indiqués au rapport transmis par le courtier maritime ceux qui seront invités à présenter une proposition. Un nombre minimum de trois chantiers navals doivent être invités.

La Société leur transmet tous les documents relatifs à l'appel d'offres, lesquels doivent indiquer toute exigence et toute condition concernant l'octroi du contrat. L'appel d'offres doit comporter une mention à l'effet que la Société ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des propositions.

Évaluation des propositions

9. Le Comité de sélection est composé de cinq membres nommés par la Société, dont trois sont choisis parmi les membres de son personnel. Les deux autres

membres sont des personnes externes à la Société et l'un d'eux doit posséder une expertise dans le domaine de la construction navale. Le courtier maritime peut faire partie du Comité de sélection.

10. Les propositions sont reçues par la Société à la date et à l'heure fixées dans le document d'appel d'offres. Elles sont par la suite ouvertes publiquement.

Les propositions sont évaluées selon les modalités et critères établis par la Société.

11. Le comité analyse les propositions et évalue leur conformité et leur qualité. Il identifie la proposition qui a obtenu la meilleure évaluation.

Octroi du contrat

12. Au terme du processus d'évaluation des propositions, la Société peut négocier avec le chantier naval retenu toute disposition requise pour en arriver à conclure le contrat tout en préservant les éléments fondamentaux des documents d'appel d'offres et de la proposition.

13. À la suite de l'octroi du contrat, les chantiers qui ont présenté une proposition sont informés du nom de l'adjudicataire et du prix du contrat.

En outre de l'avis publié au Système électronique d'appel d'offres public (SEAO) prévu au Règlement sur les contrats d'approvisionnement (L.R.Q., c. C-65.1, r. 2), la Société inscrit sur son site un avis à cet effet.

Vérificateur du processus de sélection des propositions

14. Un vérificateur du processus de sélection des propositions est nommé par le conseil d'administration de la Société.

Il a pour mandat de veiller à ce que les conditions et modalités applicables soient respectées et que le processus s'effectue de manière équitable, transparente et efficace.

15. Le vérificateur du processus a accès à toute information pertinente pour la réalisation de son mandat.

16. À la suite de l'octroi du contrat, le vérificateur du processus fait rapport au conseil d'administration de la Société. Ce rapport est public.

55689

Gouvernement du Québec

Décret 515-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT l'approbation de l'Entente Canada-Québec pour les services en langue anglaise 2010-2011

ATTENDU QUE, par le décret numéro 242-2007 du 28 mars 2007, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour les services en langue anglaise 2006-2007 à 2008-2009, dont l'objet est de contribuer financièrement à divers projets découlant du plan stratégique du Québec au chapitre de la santé, des services sociaux et de la justice, et que, par le décret numéro 117-2010 du 17 février 2010, le gouvernement a approuvé l'entente modificatrice visant la prolongation de l'entente pour 2009-2010;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada désirent conclure une nouvelle entente pour la période 2010-2011;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., c. M-19.2), le ministre peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec tout gouvernement, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation pour l'application de la présente loi ou d'une autre loi relevant de la compétence du ministre;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe c de l'article 3 de la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., c. M-19), le ministre a la surveillance de toutes les matières qui concernent l'administration de la justice au Québec à l'exception de celles qui sont attribuées au ministre de la Sécurité publique;

ATTENDU QUE l'Entente Canada-Québec pour les services en langue anglaise 2010-2011 constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3.8 de cette loi, une entente intergouvernementale canadienne doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne, du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre de la Justice :

QUE soit approuvée l'Entente Canada-Québec pour les services en langue anglaise 2010-2011, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55696

Gouvernement du Québec

Décret 517-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT la Municipalité de Lamarche

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 22 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35), la Commission municipale du Québec doit faire enquête, chaque fois que demande lui en est faite par le gouvernement, sur tout aspect de l'administration d'une municipalité qu'il indique;

ATTENDU QUE, par le décret n° 38-2011 du 2 février 2011, le gouvernement a demandé à la Commission municipale du Québec de faire enquête sur tous les aspects de l'administration de la Municipalité de Lamarche;

ATTENDU QUE le 22 février 2011, Monsieur Jean-Guy Fortin, maire de la Municipalité de Lamarche jusqu'au 27 avril 2007, a été déclaré inhabile à exercer la fonction de membres du conseil de toute municipalité pour une période de cinq ans;

ATTENDU QU'il s'avère opportun de préciser la période sur laquelle porte le mandat de la Commission municipale du Québec afin notamment d'éviter d'étendre indûment son enquête à des événements qui ont déjà fait l'objet d'un examen par le tribunal;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

QUE le dispositif du décret n° 38-2011 du 2 février 2011 soit modifié par l'ajout à la fin du décret de ce qui suit :

« QUE l'enquête porte sur la période du 27 avril 2007 au 2 février 2011. ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55698

Gouvernement du Québec

Décret 518-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT la Directive sur les orientations et les objectifs généraux qu'Infrastructure Québec doit poursuivre

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur Infrastructure Québec (L.R.Q., c. I-8.2), Infrastructure Québec, par ses conseils et son expertise, a pour mission, d'une part, de contribuer à la planification et à la réalisation des projets d'infrastructure des organismes publics avec comme objectif d'obtenir des infrastructures de qualité en plus d'assurer une gestion optimale des risques, des coûts et des échéanciers et, d'autre part, de collaborer à la planification de l'entretien de ces infrastructures, le tout dans une perspective de saine administration des deniers publics;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2° de l'article 5 de cette loi, Infrastructure Québec fournit des services d'expertise aux organismes publics au regard de tout projet d'infrastructure publique, notamment en ce qui concerne les éléments considérés aux fins de la détermination de la pertinence de réaliser le projet, l'identification des options possibles pour répondre au besoin tout en prenant en considération le caractère fonctionnel, durable et harmonieux de l'infrastructure projetée, la détermination de l'option à recommander ainsi que son mode de réalisation;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 32 de cette loi, le président du Conseil du trésor peut donner des directives sur les orientations et les objectifs généraux qu'Infrastructure Québec doit poursuivre;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 32 de cette loi, ces directives sont soumises à l'approbation du gouvernement et qu'une fois approuvées, elles lient Infrastructure Québec;

ATTENDU QUE la présidente du Conseil du trésor a donné une directive portant sur les orientations et les objectifs généraux qu'Infrastructure Québec doit poursuivre;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver cette directive;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor :

QUE la Directive sur les orientations et les objectifs généraux qu'Infrastructure Québec doit poursuivre, annexée au présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

Directive sur les orientations et les objectifs généraux qu'Infrastructure Québec doit poursuivre

1. Conformément à l'article 32 de la Loi sur Infrastructure Québec (L.R.Q., c. I-8.2), la présidente du Conseil du trésor donne la présente directive ayant pour objet la détermination des orientations et des objectifs généraux qu'Infrastructure Québec doit poursuivre pour accomplir sa mission.

2. Infrastructure Québec doit prendre les mesures nécessaires lui permettant :

1° par son expertise et ses conseils, de soutenir les organismes publics afin qu'ils obtiennent des infrastructures de qualité et d'assurer une gestion optimale des risques, des coûts et des échéanciers pour la réussite des projets majeurs d'infrastructure publique, dans une perspective de saine administration des deniers publics, notamment :

a) en s'associant aux organismes publics dès l'élaboration du dossier de présentation stratégique de leurs projets majeurs d'infrastructure conformément aux exigences de la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure puis jusqu'au terme des travaux du comité de suivi des projets;

b) en se dotant de mécanismes de contrôle garantissant que la planification et la réalisation des projets offrent l'équilibre entre les variables « temps », « argent » et « qualité » afin de respecter le budget et l'échéancier prévus tout en répondant aux besoins pour lesquels ils ont été entrepris;

c) en procédant à une analyse des hypothèses, de l'exactitude des données et des autres informations contenues dans le dossier d'affaires de chaque projet avant d'en approuver le contenu;

d) en s'assurant de la rigueur, de l'intégrité et de la transparence des processus de sélection de l'entreprise ou du groupement d'entreprise qui sera chargé de réaliser le projet et ce, dans le respect du cadre normatif applicable;

e) en veillant à ce que soient prévus par les organismes publics, lors de l'élaboration de leurs projets majeurs, des plans d'entretien et de maintien des actifs pour assurer la pérennité des infrastructures publiques;

2^o de collaborer étroitement avec le Secrétariat du Conseil du trésor, notamment :

a) lors de l'élaboration des dossiers d'affaires et du suivi de la réalisation des projets majeurs d'infrastructure publique auxquels il est associé;

b) en déposant un rapport à la présidente du Conseil du trésor l'informant, lors de la clôture de chaque projet auquel il est associé, de l'atteinte des objectifs du projet, à l'égard du bien livrable, du respect du budget et de l'échéancier ou de toute autre question pertinente, et relevant les facteurs qui, le cas échéant, ont pu influencer la réalisation du projet, et ce, en vue d'en tirer les leçons appropriées au bénéfice de tout autre projet;

3^o de conseiller le gouvernement sur toute question relative aux projets majeurs d'infrastructure publique;

4^o de viser l'excellence dans la planification, la réalisation, l'entretien et le maintien d'actif des projets majeurs d'infrastructure publique, notamment :

a) en étant un centre d'expertise misant sur un personnel qualifié, reconnu pour son excellence dans tous les domaines liés aux projets d'infrastructure publique;

b) en identifiant et en diffusant, pour son propre bénéfice et celui des organismes publics, les meilleures pratiques dans la planification, la réalisation, l'entretien et le maintien d'actif des projets majeurs d'infrastructure publique afin d'assurer un leadership et de stimuler l'innovation;

5^o de développer, au sein de son organisation, des comportements éthiques traduisant des valeurs d'excellence, de transparence, d'intégrité, d'équité, d'efficacité et d'efficience, notamment en maintenant un regard critique quant à la qualité des dossiers d'affaires des organismes publics malgré son lien d'affaires avec ces derniers.

3. La présente directive entre en vigueur à la date de son approbation par le gouvernement.

Date : 14 avril 2011

La présidente du Conseil du trésor,
MICHELLE COURCHESNE

55699

Gouvernement du Québec

Décret 519-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation à Marina Valleyfield inc. pour le projet d'agrandissement de la marina Valleyfield sur le territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour la réalisation de certains projets de construction, ouvrages, activités, exploitations ou travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas prévus par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 9) et ses modifications subséquentes;

ATTENDU QUE le paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 2 de ce règlement assujettit à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement l'agrandissement de port ou de quai destiné à accueillir 100 bateaux de plaisance et plus;

ATTENDU QUE Marina Valleyfield inc. a déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs un avis de projet, le 21 octobre 2009, et une étude d'impact sur l'environnement, le 30 avril 2010, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, relativement au projet d'agrandissement de la marina Valleyfield sur le territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield;

ATTENDU QUE le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a effectué l'analyse de l'étude d'impact visant à établir si celle-ci répond à la directive du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et que cette analyse a nécessité la consultation d'autres ministères et organismes gouvernementaux ainsi que la demande d'information complémentaire auprès de Marina Valleyfield inc.;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, le 3 août 2010, conformément aux dispositions de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE, durant la période d'information et de consultation publiques prévue à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, soit

du 3 août au 17 septembre 2010, aucune demande d'audience publique n'a été adressée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs relativement à ce projet;

ATTENDU QUE le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a produit, le 15 avril 2011, un rapport d'analyse environnementale relativement à ce projet;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation d'un projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine, ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QU'un certificat d'autorisation soit délivré à Marina Valleyfield inc. relativement au projet d'agrandissement de la marina Valleyfield sur le territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, et ce, aux conditions suivantes :

CONDITION 1 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Le projet d'agrandissement de la marina Valleyfield sur le territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield doit être conforme aux modalités et mesures prévues dans les documents suivants :

— Marina Valleyfield inc. Agrandissement de la marina Valleyfield à Salaberry-de-Valleyfield – Étude d'impact sur l'environnement, par Teknika HBA inc., avril 2010, 63 pages, 4 annexes;

— Teknika HBA inc.. Addenda 1 – Réponses aux questions et commentaires du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, par Teknika HBA inc., 8 juillet 2010, 7 pages et 3 annexes;

— Lettre de M. Richard St-Hilaire, de Marina Valleyfield inc., à M. Guillaume Thibault du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, concernant le projet de compensation pour la perte d'habitat du poisson, 21 février 2011, 1 page et 2 figures;

— Lettre de M. Richard St-Hilaire, de Marina Valleyfield inc., à M. Guillaume Thibault du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des

Parcs, concernant des informations complémentaires au projet de compensation pour la perte d'habitat du poisson, 24 mars 2011, 1 page.

En cas de conflit entre les dispositions des documents ci-dessus mentionnés, les dispositions les plus récentes prévalent.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55700

Gouvernement du Québec

Décret 520-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT le renouvellement du mandat de monsieur Christophe Guy comme directeur de l'École Polytechnique de Montréal

ATTENDU QU'en vertu de l'article 31 de la Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal (1987, c. 135), le directeur de l'École est nommé par le gouvernement sur recommandation du conseil d'administration et le directeur doit être ingénieur;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 32 de cette loi, le mandat du directeur est de quatre ans et il peut être renouvelé;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 385-2007 du 30 mai 2007, monsieur Christophe Guy était nommé directeur de l'École Polytechnique de Montréal, que son mandat viendra à échéance le 31 mai 2011 et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE la recommandation prescrite par la loi a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

QUE monsieur Christophe Guy, ingénieur, soit nommé de nouveau directeur de l'École Polytechnique de Montréal pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} juin 2011.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55701

Gouvernement du Québec

Décret 521-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT la nomination de monsieur Michel Lauzière comme président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

ATTENDU QUE l'article 1 de la Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (L.R.Q., c. C-32.2) institue la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial;

ATTENDU QUE l'article 2 de cette loi prévoit que la Commission est composée de quatre membres, dont un président, nommés par le gouvernement;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 4 de cette loi prévoit que le mandat d'un membre est d'au plus cinq ans et qu'à l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau;

ATTENDU QUE l'article 7 de cette loi prévoit que le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de la Commission;

ATTENDU QUE le poste de membre et président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial est actuellement vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir;

ATTENDU QUE monsieur Michel Lauzière a été nommé membre de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial par le décret numéro 881-2006 du 3 octobre 2006 et qu'il y a lieu de le nommer président;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

QUE monsieur Michel Lauzière, membre de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, soit nommé président de cette Commission pour un mandat de deux ans à compter des présentes, aux conditions annexées.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

Conditions de travail de monsieur Michel Lauzière comme membre et président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (L.R.Q., c. C-32.2)

1. OBJET

Le gouvernement du Québec nomme monsieur Michel Lauzière, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme membre et président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, ci-après appelée la Commission.

À titre de président, monsieur Lauzière est chargé de l'administration des affaires de la Commission dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règles et des politiques adoptées par la Commission pour la conduite de ses affaires.

Monsieur Lauzière exerce, à l'égard du personnel de la Commission, les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique attribue à un dirigeant d'organisme.

Monsieur Lauzière exerce ses fonctions au secrétariat de la Commission à Québec.

2. DURÉE

Le présent engagement commence le 25 mai 2011 pour se terminer le 24 mai 2013, sous réserve des dispositions de l'article 4.

3. RÉMUNÉRATION ET AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL

3.1 Rémunération

À compter de la date de son engagement, monsieur Lauzière reçoit un traitement annuel de 144 866 \$.

Ce traitement sera révisé selon les règles applicables à un premier dirigeant d'un organisme du gouvernement du niveau 5.

3.2 Allocation de séjour

Pour la durée du présent mandat, monsieur Lauzière reçoit une allocation mensuelle de 1 225 \$ pour ses frais de séjour à Québec.

3.3 Autres conditions de travail

Les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 s'appliquent à monsieur Lauzière selon les dispositions applicables à un premier dirigeant d'un organisme du gouvernement du niveau 4.

Dans le cas où les dispositions de ce décret sont inconciliables avec les dispositions contenues au présent décret, ces dernières s'appliqueront.

4. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

4.1 Démission

Monsieur Lauzière peut démissionner de son poste de membre et président, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif.

4.2 Destitution

Monsieur Lauzière consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

4.3 Résiliation

Le présent engagement peut être résilié en tout temps par le gouvernement sous réserve d'un préavis de trois mois. En ce cas, monsieur Lauzière aura droit, le cas échéant, à une allocation de départ aux conditions et suivant les modalités déterminées à la section 5 du chapitre II des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007.

Toutefois, pour les fins du calcul de l'allocation de départ, la période de service ininterrompu inclut la période faite à titre d'employé du Cégep de Trois-Rivières.

4.4 Échéance

À la fin de son mandat, monsieur Lauzière demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

5. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Lauzière se termine le 24 mai 2013. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de membre et président de la Commission, il l'en avisera au plus tard quatre mois avant l'échéance du présent mandat.

6. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de membre et président de la Commission, monsieur Lauzière recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités prévues à la section 5 du chapitre II des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007.

Toutefois, pour les fins du calcul de l'allocation de transition, la période de service ininterrompu inclut la période faite à titre d'employé du Cégep de Trois-Rivières.

7. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

8. SIGNATURES

MICHEL LAUZIÈRE

MADELEINE PAULIN,
secrétaire générale associée

55702

Gouvernement du Québec

Décret 522-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT la nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe c de l'article 32 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1), les droits et pouvoirs d'une université constituante sont

exercés par un conseil d'administration composé notamment de six personnes nommées par le gouvernement sur la recommandation de la ministre, dont deux étudiants de l'université constituante, nommés pour deux ans et désignés par les étudiants de cette université;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 37 de cette loi, dans le cas des membres visés aux paragraphes *b* à *f* de l'article 32, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 160-2010 du 10 mars 2010, monsieur Alexandre Gauthier était nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'après consultation, l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières a désigné monsieur Frédéric Borel;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

QUE monsieur Frédéric Borel, étudiant au baccalauréat en histoire, soit nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières, à titre de personne désignée par les étudiants, pour un mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Alexandre Gauthier.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55703

Gouvernement du Québec

Décret 523-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT la majoration du régime d'emprunts sous forme de billets à moyen terme du Québec sur le marché canadien de 49 000 000 000 \$ à 57 000 000 000 \$

ATTENDU QUE, par le décret numéro 164-2001 du 28 février 2001, tel que modifié par les décrets numéro 343-2003 du 5 mars 2003, numéro 68-2006 du 14 février 2006, numéro 960-2006 du 25 octobre 2006, numéro 461-2007 du 20 juin 2007, numéro 7-2008 du 15 janvier 2008, numéro 1156-2009 du 4 novembre 2009 et numéro 815-2010 du 29 septembre 2010, un régime d'emprunts a été autorisé en vertu duquel le ministre des Finances peut emprunter par l'émission et la vente de billets à moyen terme du Québec dans le cadre d'une offre continue au Canada;

ATTENDU QUE, en vertu de ce régime d'emprunts, le montant total des prix initiaux à l'émission des billets, en circulation à quelque moment que ce soit, ne doit pas excéder 49 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou l'équivalent en monnaie légale des États-Unis d'Amérique;

ATTENDU QU'il est opportun d'augmenter le montant total des prix initiaux de ces billets, en circulation à quelque moment que ce soit, y compris ceux qui furent émis sous l'autorité du décret numéro 164-2001 du 28 février 2001, tel que modifié par les décrets numéro 343-2003 du 5 mars 2003, numéro 68-2006 du 14 février 2006, numéro 960-2006 du 25 octobre 2006, numéro 461-2007 du 20 juin 2007, numéro 7-2008 du 15 janvier 2008, numéro 1156-2009 du 4 novembre 2009 et numéro 815-2010 du 29 septembre 2010, et des décrets d'autorisation antérieurs à ceux-ci, à 57 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou l'équivalent en monnaie légale des États-Unis d'Amérique;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE le décret numéro 164-2001 du 28 février 2001, tel que modifié par les décrets numéro 343-2003 du 5 mars 2003, numéro 68-2006 du 14 février 2006, numéro 960-2006 du 25 octobre 2006, numéro 461-2007 du 20 juin 2007, numéro 7-2008 du 15 janvier 2008, numéro 1156-2009 du 4 novembre 2009 et numéro 815-2010 du 29 septembre 2010, soit de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa du dispositif, du nombre « 49 000 000 000 » par le nombre « 57 000 000 000 ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55704

Gouvernement du Québec

Décret 524-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT un régime d'emprunts aux fins d'autoriser le ministre des Finances à emprunter au plus 4 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie

ATTENDU QUE les articles 61 et 62 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001) prévoient que les emprunts sont effectués par le ministre des Finances avec l'autorisation du gouvernement, lequel détermine les montants, les caractéristiques, les modalités et les conditions qu'il estime nécessaires relativement aux emprunts effectués en vertu de la section I du chapitre VII de la loi;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 63 de cette loi prévoit que ces emprunts peuvent aussi être effectués dans le cadre d'un régime d'emprunts que le gouvernement autorise et dont il établit le montant maximal ainsi que les caractéristiques et les limites qu'il estime nécessaires relativement aux emprunts effectués en vertu de ce régime;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de cet article prévoit que le gouvernement peut alors autoriser généralement le ministre des Finances à conclure tout emprunt en vertu de ce régime, à en établir les montants et les autres caractéristiques et à accepter les modalités et conditions relatives à chacun de ces emprunts, y inclus celles relatives à la monnaie de paiement et à l'immatriculation des titres;

ATTENDU QUE l'article 65 de cette loi prévoit que l'article 17 s'applique aux emprunts visés à la section I du chapitre VII et aux documents relatifs à ces emprunts;

ATTENDU QUE l'article 17 de cette loi prévoit que les transactions visées aux articles 15 et 16 et les documents relatifs à ces transactions peuvent être conclus et signés par toute personne et par tout moyen autorisés à cette fin par le ministre des Finances;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 17 et 65 de cette loi, certaines personnes ont été autorisées, par l'Arrêté ministériel numéro FIN-3 du 7 juillet 2003, tel que cet arrêté ministériel pourra être modifié ou remplacé de temps à autre, à conclure et à signer les emprunts effectués en vertu de la section I du chapitre VII de cette loi, les transactions visées aux articles 15 et 16 et les documents qui y sont relatifs et certains moyens ont été autorisés à cette fin;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 64 de cette loi prévoit que le gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à prendre sur le fonds consolidé du revenu toute somme d'argent, jusqu'à concurrence du montant requis pour former un fonds d'amortissement suffisant pour pourvoir au remboursement de tout emprunt effectué en vertu de la section I du chapitre VII de cette loi;

ATTENDU QUE, compte tenu des besoins d'emprunts du Québec visés par le présent décret d'ici le 30 juin 2012, le gouvernement considère opportun d'autoriser un régime d'emprunts, valide à compter du 1^{er} juillet 2011, en vertu duquel des emprunts pourront être effectués sur le marché canadien ou sur tout autre marché pour un montant total d'au plus 4 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada, ou son équivalent en toute autre monnaie, le produit de ces emprunts pouvant être affecté au Fonds de financement;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser ce régime d'emprunts, d'établir le montant maximal des emprunts qui pourront être conclus aux termes de celui-ci, d'établir les caractéristiques et limites que le gouvernement estime nécessaires relativement à ces emprunts et d'autoriser le ministre des Finances à conclure tout emprunt en vertu de ce régime, à en établir les montants et les autres caractéristiques et à accepter les modalités et conditions relatives à chacun de ces emprunts, y compris celles relatives à la monnaie de paiement et à l'immatriculation des titres d'emprunt pouvant être émis;

ATTENDU QU'il y a lieu, dans la mesure où un emprunt comporte un fonds d'amortissement, d'autoriser le ministre des Finances à prendre sur le fonds consolidé du revenu toute somme d'argent, jusqu'à concurrence du montant requis pour former un fonds d'amortissement suffisant pour pourvoir au remboursement de tout emprunt effectué en vertu du régime d'emprunts autorisé par le présent décret;

ATTENDU QUE, sous réserve du dernier alinéa du dispositif, le gouvernement estime approprié que ce régime d'emprunts ne remplace pas les régimes d'emprunts du Québec qui peuvent être en cours à quelque moment que ce soit pendant la durée de ce régime d'emprunts;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QU'un régime d'emprunts, en vertu duquel le ministre des Finances peut conclure, d'ici le 30 juin 2012, des emprunts dont le montant total ne doit pas excéder 4 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie, soit autorisé, le produit de ces emprunts pouvant être affecté au Fonds de financement;

QUE le montant établi à l'alinéa précédent soit calculé en ne tenant compte que du produit net des emprunts reçu par le Québec, sans égard à la valeur nominale de ceux-ci et sans égard à toute prime ou tout montant au titre de l'inflation payable, le cas échéant, lors de leur remboursement; le produit net des emprunts se calcule en multipliant leur valeur nominale par leur prix de vente, sans égard aux commissions et débours payables;

QUE, dans le cas d'un emprunt conclu dans une monnaie autre que la monnaie canadienne, son équivalent en monnaie canadienne soit déterminé en fonction du cours au comptant du dollar canadien vis-à-vis l'autre monnaie concernée, tel qu'établi par la Banque du Canada, à midi le jour de la négociation de l'emprunt concerné;

QUE, sous réserve du dernier alinéa du dispositif, le présent régime d'emprunts ne remplace pas les autres régimes d'emprunts du Québec pouvant être en cours à quelque moment que ce soit pendant sa durée;

QUE le ministre des Finances ou toute personne autorisée à conclure et à signer un emprunt, en vertu de l'Arrêté ministériel numéro FIN-3 du 7 juillet 2003, tel que cet arrêté ministériel pourra être modifié ou remplacé de temps à autre, (l'« Arrêté ministériel »), soit autorisé à conclure tout emprunt et à en établir les montants, sous réserve du montant maximal prévu au premier alinéa du dispositif, à en déterminer les autres caractéristiques et à accepter les modalités et conditions relatives à chacun de ces emprunts, y compris celles relatives à la monnaie de paiement et à l'immatriculation des titres d'emprunt, sous réserve des caractéristiques et limites suivantes :

a) les emprunts seront effectués au Canada ou dans tout autre pays ou territoire, par l'émission de titres d'emprunt (les « titres d'emprunt »), par contrats d'emprunt ou de toute autre manière qu'il juge appropriée;

b) tout emprunt sera normalement remboursable, en capital et intérêt, dans la monnaie de l'emprunt conclu à l'origine ou, le cas échéant, dans la monnaie du pays ou territoire concerné qui aura cours légal lors du paiement, mais pourra néanmoins être remboursé en capital, en intérêt ou en capital et en intérêt, dans toute autre monnaie convenue au moment où l'emprunt aura été conclu;

c) dans le cas d'un emprunt à taux fixe, le taux de rendement effectif (le « Taux de rendement ») ne pourra excéder le Taux de rendement d'un titre d'emprunt émis par le gouvernement du pays où la monnaie de l'emprunt concerné a cours légal, étant entendu que dans le cas d'un emprunt en euros, ce titre d'emprunt sera celui de l'État participant à l'Union économique et monétaire européenne que déterminera le ministre des Finances, et dont les caractéristiques et l'échéance sont comparables, majoré de 200 points de base. À défaut d'une échéance comparable à celle de cet emprunt, un calcul résultant de l'interpolation du Taux de rendement prévalant sur des emprunts dont les caractéristiques sont comparables et dont les échéances respectives se rapprochent de part et d'autre de celle de l'emprunt concerné sera acceptable;

d) dans le cas d'un emprunt à taux variable, le Taux de rendement, valable jusqu'à la première date à laquelle le taux d'intérêt applicable à cet emprunt sera déterminé à nouveau, ne pourra excéder :

i. pour un emprunt en monnaie légale du Canada, le taux moyen des acceptations bancaires au Canada, tel que publié sur la page CDOR du système d'information Reuters ou à toute autre page appropriée ou système de

cotation de remplacement, dont l'échéance sera substantiellement similaire à la période de détermination des intérêts de l'emprunt concerné, majoré de 200 points de base; à défaut d'une échéance substantiellement similaire, une interpolation des taux des acceptations bancaires dont les échéances respectives se rapprochent de part et d'autre de la période de détermination des intérêts de l'emprunt concerné sera acceptable; ou

ii. pour les emprunts dans une autre devise, le taux d'intérêt offert pour un dépôt dans la monnaie de l'emprunt concerné sur le marché interbancaire que déterminera le ministre des Finances et dont la durée d'un tel dépôt sera similaire à celle correspondant à la période de détermination des intérêts de l'emprunt concerné, majoré de 200 points de base; ou dans le cas où le taux d'intérêt offert pour un dépôt dans la monnaie d'emprunt sur le marché interbancaire ainsi déterminé par le ministre des Finances ne serait pas disponible ou cesserait d'être publié, le taux préférentiel ou son équivalent reconnu par les marchés financiers dans la monnaie de l'emprunt concerné, tel qu'établi par un fournisseur reconnu au choix du ministre des Finances;

e) dans le cas d'un emprunt dont le rendement est relié à une formule ou un indice ayant comme base la valeur relative, le taux ou le prix de biens ou de marchandises, étant entendu qu'il s'agit d'un indice autre qu'un indice relié à l'inflation ou ayant comme base le prix des biens de consommation, (un « Emprunt à taux indexé »), et qu'une convention d'échange de devises ou de taux d'intérêt, une option ou un contrat à terme est conclu à l'égard du service de cet Emprunt à taux indexé, le Taux de rendement de cet Emprunt à taux indexé, après avoir pris en compte les effets financiers de cette convention, de cette option ou de ce contrat, ne pourra excéder le taux de rendement suivant :

i. dans le cas d'un Emprunt à taux indexé équivalant à un emprunt à taux fixe par l'effet de cette convention, de cette option ou de ce contrat, le Taux de rendement pertinent sera déterminé conformément à ce qui est prévu au paragraphe c; et

ii. dans le cas d'un Emprunt à taux indexé équivalant à un emprunt à taux variable par l'effet de cette convention, de cette option ou de ce contrat, le Taux de rendement pertinent sera déterminé conformément à ce qui est prévu au paragraphe d;

f) dans le cas d'un emprunt dont le montant payable à titre de capital à l'échéance ou de l'intérêt est déterminé et calculé par référence à un indice relié à l'inflation ou ayant comme base le prix des biens de consommation (un « Emprunt à rendement réel »), le taux d'intérêt annuel d'un tel emprunt, avant tout paiement au titre d'une variation de l'inflation ou d'un indice des prix des biens de consommation, ne pourra excéder 5 %;

g) les taux visés aux paragraphes *c*, *d*, *e* et *f* sont déterminés à la date de négociation de l'emprunt concerné;

h) malgré les limites des taux de rendement effectif fixés par les paragraphes précédents, le ministre des Finances pourra néanmoins :

i. convenir, en cas de défaut, que le Québec paiera un taux d'intérêt additionnel, dans les limites qu'il estime raisonnables;

ii. convenir, dans le cas d'emprunts conclus hors du Canada ou auprès de prêteurs qui ne sont pas des résidents du Canada, que les paiements faits à des non-résidents canadiens soient libres de toute retenue d'impôt à la source ou de tout autre impôt canadien et, dans le cas où de tels impôts viendraient à être établis, de majorer les montants à payer au titre du capital ou de l'intérêt de tels emprunts pour s'assurer qu'après déduction de la retenue d'impôt le bénéficiaire du paiement reçoive un montant net qui ne soit pas moindre que le montant payable aux termes de l'emprunt;

i) les titres d'emprunt, les contrats d'emprunt et les contrats accessoires seront régis par tout droit déterminé par les parties ou, dans le cas d'emprunts pour lesquels les titres d'emprunt ou les contrats accessoires ne mentionnent pas de droit applicable, par tout droit jugé applicable par un tribunal compétent en la matière; le Québec pourra se soumettre à la juridiction de tout tribunal étranger, renoncer, dans toute la mesure permise par la loi, à toute immunité à laquelle il peut prétendre et nommer toute personne hors du Québec pour recevoir, en son nom, la signification de toute procédure qui pourrait y être intentée;

j) des titres d'emprunt additionnels comportant les mêmes caractéristiques, sauf celles différant seulement en raison de leur date d'émission, pourront s'ajouter aux titres d'emprunt déjà émis en vertu du présent régime d'emprunts ou en vertu de tout autre régime d'emprunts ou de tout décret du Québec, à la condition que les caractéristiques de ces derniers titres d'emprunt prévoient cette possibilité;

QUE, dans la mesure où un emprunt comporte un fonds d'amortissement, le ministre des Finances soit autorisé à prendre annuellement sur le fonds consolidé du revenu toute somme d'argent, jusqu'à concurrence du montant requis pour former un fonds d'amortissement suffisant pour pourvoir au remboursement de tout emprunt effectué en vertu du présent régime d'emprunts;

QUE, dans la mesure où les lois applicables à un emprunt conclu dans le cadre du présent régime le permettent, le ministre des Finances soit autorisé, s'il y a lieu, à reconnaître qu'une inscription à tout registre maintenu par tout agent chargé de sa tenue constitue une preuve que le véritable propriétaire d'un titre d'emprunt est celui dont le nom apparaît au registre relatif à cet emprunt, sous réserve de toute rectification effectuée par l'agent pour erreur ou fraude;

QUE le ministre des Finances ou toute personne autorisée à conclure et à signer un emprunt en vertu de l'Arrêté ministériel soit également autorisé, pour et au nom du Québec :

a) à conclure et à signer tout contrat, mandat et tout autre document relatif aux emprunts conclus dans le cadre du présent régime d'emprunts, à y apporter toute modification nécessaire, à souscrire à tout engagement requis du Québec pour leur donner effet, à déterminer le contenu des titres d'emprunt, à poser les autres actes et à signer tout autre document jugé nécessaire, pourvu que, dans chaque cas, leurs dispositions ne soient pas substantiellement incompatibles avec les présentes dispositions;

b) à nommer et à remplacer, le cas échéant, toute société ou institution pour agir notamment à titre de fiduciaire, d'agent émetteur, d'agent financier, d'agent chargé de la tenue des registres, d'agent payeur, d'agent de transfert et à conclure tout contrat y afférent;

c) à mettre fin à tout mandat, à nommer et à remplacer, le cas échéant, tout mandataire pour le placement des titres d'emprunt du Québec et à conclure tout contrat y afférent;

d) à inscrire, s'il y a lieu, à la cote de toute bourse les titres d'emprunt émis dans le cadre du présent régime d'emprunts, à accomplir toutes les formalités et à remplir toutes les conditions nécessaires pour maintenir une telle inscription, y compris le dépôt et la publication, le cas échéant, de tout document requis par une telle bourse, et la souscription de tout engagement exigé par cette dernière et à conclure tout contrat y afférent;

e) à accomplir toute formalité et à remplir toute condition nécessaire à l'obtention de l'admission et au maintien des titres d'un emprunt conclu dans le cadre du présent régime ou de tout autre régime d'emprunts, y compris un régime d'emprunts antérieur, à tout système de règlement de transaction par voie électronique ou informatique reconnu dans l'État, le pays ou le territoire déterminé en accord avec les prêteurs;

f) à faire tenir par toute chambre de compensation ou chambre de dépôt et de compensation, des registres pour l'immatriculation et le transfert des titres d'emprunt entièrement nominatifs de chacun des emprunts effectués aux termes du présent régime d'emprunts et à conclure tout contrat y afférent;

g) à produire et à déposer, s'il y a lieu, toute déclaration d'enregistrement, pour le montant qu'il jugera approprié, auprès des autorités compétentes, à produire et déposer auprès de ces autorités tout prospectus, circulaire d'offre ou tout autre document qui pourrait être requis en vertu de la législation ou réglementation applicable, à apporter, par la suite, toute modification nécessaire à l'un ou l'autre de ces documents, à fournir tout renseignement nécessaire à l'une ou l'autre de ces fins et à nommer toute personne pour poser tout acte requis en vertu de telle législation ou réglementation ou par ces autorités compétentes et pour recevoir, au nom du Québec, les recommandations, directives et avis donnés par ces autorités;

h) à livrer, s'il y a lieu, les titres d'emprunt contre paiement de leur prix de vente et à signer tout reçu pour le produit de leur vente;

i) à effectuer toute dépense et prendre en charge tous les frais, honoraires, déboursés ou coûts relatifs à un emprunt effectué en vertu du présent régime d'emprunts, y compris, s'il y a lieu, ceux encourus par les prêteurs, les preneurs fermes, les mandataires, les courtiers, les agents ou les fiduciaires;

QUE la signature apposée par toute personne autorisée, en vertu de l'Arrêté ministériel, à conclure et à signer un emprunt en vertu d'un régime d'emprunts, sur l'un ou l'autre des contrats, mandats, titres d'emprunt ou autres documents relatifs à un emprunt conclu dans le cadre du présent régime d'emprunts, constitue une preuve concluante de l'approbation de ce contrat, mandat, titre d'emprunt ou autre document relatif à un emprunt par le ministre des Finances et de la détermination, par ce dernier du montant et des autres caractéristiques et de son acceptation des conditions et modalités de tout emprunt conclu dans le cadre du présent régime d'emprunts;

QUE la signature apposée, conformément aux conditions établies par l'Arrêté ministériel, à l'aide d'un appareil automatique ou d'un procédé électronique ou toute signature gravée, lithographiée ou autrement reproduite, sur les coupons d'intérêt ou sur les titres d'emprunt, ait le même effet qu'une signature manuscrite et cela même si le signataire n'est plus en fonction à la date des coupons d'intérêt ou des titres d'emprunt ou à la date de leur livraison originale ou lors d'un échange;

QUE la signature apposée par toute personne autorisée en vertu de l'Arrêté ministériel, sur tout certificat émis attestant l'un ou l'autre des faits visés aux premier et cinquième alinéas du dispositif, constitue une preuve concluante de son contenu

QUE le présent décret ait effet au 1^{er} juillet 2011.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55705

Gouvernement du Québec

Décret 525-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT la détermination des frais engagés par le gouvernement pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 aux fins de l'application des lois dont l'Autorité des marchés financiers est responsable de l'administration

ATTENDU QUE les articles 422.2 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), 726.1 de la Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., c. C-67.3), 249 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2), 142 de la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., c. I-14.01), 406.1 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., c. S-29.01), 330.2 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1) et 76 de la Loi sur les entreprises de services monétaires (2010, c. 40, annexe 1) prévoient que les frais engagés par le gouvernement pour l'application de ces lois, déterminés chaque année par celui-ci, sont à la charge de l'Autorité des marchés financiers;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer à 1 109 278,32 \$ pour l'année financière 2009-2010 et à 1 079 015,19 \$ pour l'année financière 2010-2011, le montant des frais engagés par le gouvernement aux fins de l'application des lois dont l'Autorité des marchés financiers est responsable de l'administration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Finances :

QUE le montant des frais engagés par le gouvernement pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 aux fins de l'application des lois dont l'Autorité des marchés financiers est responsable de l'administration soit établi respectivement à 1 109 278,32 \$ et à 1 079 015,19 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55706

Gouvernement du Québec

Décret 526-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT le montant à verser par l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec au ministre des Finances pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011

ATTENDU QUE l'article 143 de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., c. C-73.2) prévoit que l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec devient, à compter du 1^{er} mai 2010, l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec;

ATTENDU QUE l'article 132 de cette loi prévoit que le gouvernement détermine le montant que l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec doit verser annuellement au ministre des Finances pour l'application de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer le montant que l'Organisme doit verser pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Finances :

QUE le montant à verser par l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec au ministre des Finances pour l'application de la Loi sur le courtage immobilier pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 soit fixé à 107 098,29 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,

GÉRARD BIBEAU

55707

Gouvernement du Québec

Décret 530-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT l'entente modifiant l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Raymond

ATTENDU QUE diverses municipalités sont parties à une entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Raymond;

ATTENDU QUE les parties à cette entente désirent en modifier les conditions;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 24 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01), une modification à une entente est soumise aux formalités prévues pour l'établissement d'une cour municipale;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 20 et de l'article 23 de cette loi, le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre de la Justice qui consulte le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, approuver une entente portant sur des modifications à l'entente relative à une cour municipale commune;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 21 de cette loi, une copie certifiée conforme des règlements et de l'entente doit être transmise au ministre de la Justice et que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire doit en être avisé;

ATTENDU QUE les municipalités suivantes ont dûment adopté, à la date indiquée, un règlement autorisant la conclusion d'une entente portant sur des modifications à l'entente existante :

Ville de Saint-Raymond	Règlement 443-10 du 8 mars 2010
Ville de Fossambault-sur-le-Lac	Règlement 10210-210 du 16 mars 2010
Municipalité de Lac-Beauport	Règlement 10-7-164-10 du 3 mai 2010
Ville de Lac-Delage	Règlement A-2010-02 du 8 mars 2010
Ville de Lac-Saint-Joseph	Règlement 2010-207 du 15 mars 2010
Ville de Lac-Sergent	Règlement 277 du 19 avril 2010
Municipalité régionale de comté de La Jacques-Cartier	Règlement 01-2010 du 21 avril 2010
Municipalité de Rivière-à-Pierre	Règlement 377-10 du 3 mai 2010
Ville de Saint-Basile	Règlement 3-2010 du 8 mars 2010

Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval	Règlement 601-10 du 8 janvier 2010
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Règlement 1108-2010 du 8 mars 2010
Municipalité de Sainte-Christine-d'Auvergne	Règlement 148-10 du 1 ^{er} mars 2010
Municipalité de Saint-Gabriel de Valcartier	Règlement 165 du 1 ^{er} mars 2010
Paroisse de Saint-Gilbert	Règlement 5-2010 du 1 ^{er} mars 2010
Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	Règlement 382-10 du 1 ^{er} mars 2010
Ville de Saint-Marc-des-Carières	Règlement 299-00-2010 du 8 mars 2010
Paroisse de Saint-Thuribe	Règlement 150 du 8 mars 2010
Municipalité de Saint-Ubalde	Règlement 201 du 8 mars 2010
Municipalité de Shannon	Règlement 387 du 1 ^{er} mars 2010
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	Règlement 10-622 du 8 mars 2010

ATTENDU QUE l'entente modifiant l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Raymond a été dûment signée par les municipalités parties à l'entente ainsi modifiée;

ATTENDU QU'une copie certifiée conforme des règlements municipaux dûment adoptés et de l'entente a été transmise au ministre de la Justice et que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a été avisé et consulté;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 23 de cette loi, une telle entente entre en vigueur le quinzième jour qui suit la publication d'un décret du gouvernement à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE l'entente jointe à la recommandation ministérielle du présent décret et portant sur des modifications à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Raymond soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55711

Gouvernement du Québec

Décret 531-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT l'exercice de fonctions judiciaires par des juges à la retraite

ATTENDU QU'en vertu de l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q. c. T-16), le gouvernement peut, à la demande du juge en chef, pour le temps qu'il détermine et s'il l'estime conforme aux intérêts de la justice, autoriser un juge à la retraite à exercer les fonctions judiciaires que le juge en chef lui assigne;

ATTENDU QUE la juge en chef a demandé que les juges à la retraite ci-après désignés soient autorisés à exercer des fonctions judiciaires conformément à l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires;

ATTENDU QU'il est conforme aux intérêts de la justice d'autoriser ces personnes à exercer des fonctions judiciaires pour une période déterminée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QU'en vertu de l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, les personnes ci-après désignées, juges retraités de la Cour du Québec, soient autorisées, à exercer les fonctions judiciaires que leur assignera la juge en chef de la Cour du Québec :

— pour la période s'échelonnant du 1^{er} juin 2011 au 22 août 2011 :

1. Jacques Désormeau

— pour la période s'échelonnant du 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012 :

2. Nicole Bernier
3. Éline Demers
4. Marie Lapointe
5. Micheline Sasseville

6. Raymonde Verreault
7. Maurice Abud
8. Michel Babin
9. Raoul P. Barbe
10. Serge Boisvert
11. Denis Bouchard
12. Rémi Bouchard
13. Jean-Pierre Bourduas
14. André C. Cartier
15. Pierre Chevalier
16. Claude H. Chicoine
17. Jean Drouin
18. Michel Duceppe
19. Ronald Dudemaine
20. Jean B. Falardeau
21. Guy Fortier
22. Bernard Gagnon
23. Gilles Gagnon
24. G.-André Gobeil
25. Paul Grégoire
26. Jacques Lachapelle
27. Robert Lafontaine
28. Gérald Laforest
29. Gabriel Lassonde
30. Guy Lévesque
31. Yvan Mayrand
32. Claude Melançon
33. Yves Morier
34. Raoul Poirier
35. Narcisse Proulx
36. Jacques Rancourt
37. Denis Robert
38. Jacques R. Roy
39. Lucien Roy
40. René Roy
41. Raymond Séguin
42. Michael Sheehan
43. Joseph Tarasofsky
44. Jean-Yves Tremblay
45. Marc Vanasse
46. Pierre Verdon

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55712

Gouvernement du Québec

Décret 532-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT la nomination de huit membres et la désignation du président du Conseil de la justice administrative

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 8^o de l'article 167 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), le Conseil de la justice administrative est formé notamment d'un membre de la Régie du logement choisi après consultation de l'ensemble de ses régisseurs et qui n'en est pas vice-président;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 9^o de l'article 167 de cette loi, le Conseil est formé notamment de neuf membres qui ne sont pas membres du Tribunal administratif du Québec, de la Commission des lésions professionnelles, de la Commission des relations du travail et de la Régie du logement, dont deux seulement sont avocats ou notaires et sont choisis après consultation de leur ordre professionnel;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 168 de cette loi, les membres visés notamment aux paragraphes 8^o et 9^o de l'article 167 sont nommés par le gouvernement qui désigne, parmi ceux qui ne sont pas membres de l'un des organismes mentionnés aux paragraphes 1^o à 8^o, le président du Conseil;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 168 de cette loi, le mandat de ces membres est de trois ans et il ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 168 de cette loi, les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 169 de cette loi, toute vacance survenant en cours de mandat est comblée suivant les règles de composition et pour la durée prévues aux articles 167 et 168;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 171 de cette loi, les membres du Conseil ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE M^e Monique Corbeil a été nommée de nouveau membre du Conseil de la justice administrative par le décret numéro 992-2001 du 29 août 2001, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE monsieur Joseph Gabay a été nommé de nouveau membre du Conseil de la justice administrative par le décret numéro 1217-2001 du 10 octobre 2001, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE M^e Suzie Ducheine a été nommée membre du Conseil de la justice administrative par le décret numéro 640-2006 du 28 juin 2006, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE monsieur Normand Bolduc a été nommé membre du Conseil de la justice administrative par le décret numéro 1174-2006 du 18 décembre 2006, qu'il a été désigné président du Conseil par le décret numéro 518-2009 du 29 avril 2009, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler et de le désigner de nouveau président du Conseil de la justice administrative;

ATTENDU QUE madame Patricia Delaney a été nommée membre du Conseil de la justice administrative par le décret numéro 1174-2006 du 18 décembre 2006, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE monsieur Antoine Roumi a été nommé membre du Conseil de la justice administrative par le décret numéro 1174-2006 du 18 décembre 2006, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE madame Catherine Barrette a été nommée membre du Conseil de la justice administrative par le décret numéro 1174-2006 du 18 décembre 2006, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE madame Marie Élise Lebon a été nommée membre du Conseil de la justice administrative par le décret numéro 128-2007 du 14 février 2007, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE M^e Suzie Ducheine est régisseuse de la Régie du logement, qu'elle n'est pas vice-présidente et qu'elle a été choisie après consultation de l'ensemble des régisseurs de la Régie du logement;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE les personnes suivantes soient nommées de nouveau membres du Conseil de la justice administrative pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

— monsieur Normand Bolduc, retraité de la fonction publique;

— M^e Suzie Ducheine, régisseuse de la Régie du logement;

— monsieur Antoine Roumi, directeur adjoint du scrutin, Directeur général des élections du Québec;

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du Conseil de la justice administrative pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

— madame Marie Auger, ex-membre de la Commission municipale du Québec, en remplacement de madame Patricia Delaney;

— M^e Nancy Chamberland, notaire, ombudsman de l'Université Laval, après consultation de la Chambre des notaires du Québec, en remplacement de M^e Monique Corbeil;

— madame Suzanne Danino, retraitée, en remplacement de monsieur Joseph Gabay;

— monsieur Simon Julien, ex-directeur général de la Commission scolaire de Portneuf, en remplacement de madame Catherine Barrette;

— monsieur Michel Marchand, ex-commissaire de la Commission des relations du travail, en remplacement de madame Marie Élise Lebon;

QUE monsieur Normand Bolduc soit désigné de nouveau président du Conseil de la justice administrative pour la durée de son mandat comme membre de ce Conseil;

QU'à titre de président du Conseil de la justice administrative, monsieur Normand Bolduc reçoive des honoraires de 378 \$ par jour établis sur la base de sept heures de travail, pour un maximum de 130 jours par année, selon des modalités à convenir avec le Conseil de la justice administrative, ces honoraires correspondant à ceux devant être octroyés à monsieur Bolduc pour occuper ce poste, desquels a été déduit l'équivalent de la moitié de la rente de retraite qu'il reçoit actuellement pour ses années de service dans le secteur public québécois;

QU'à compter du 1^{er} novembre 2011, les honoraires de monsieur Normand Bolduc soient de 398 \$ par jour aux conditions prévues à l'alinéa précédent;

QUE monsieur Normand Bolduc, sur présentation de pièces justificatives, soit remboursé des dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 1 610 \$ conformément aux règles applicables à un premier dirigeant d'organisme du gouvernement adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007;

QUE les membres du Conseil de la justice administrative soient remboursés des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55713

Gouvernement du Québec

Décret 533-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT l'expédition de bois ronds résineux vers des entreprises de pâtes et papiers situées en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick

ATTENDU QUE la politique québécoise visant à contrôler les expéditions hors du Québec de bois ronds, de copeaux, sciures et planures est une mesure de gestion et de conservation des ressources forestières;

ATTENDU QU'une convention d'aménagement forestier portant le numéro 80299111201 a été conclue en novembre 1999 entre le ministre des Ressources naturelles et Produits forestiers Anticosti inc.;

ATTENDU QUE, en vertu de cette convention, Produits forestiers Anticosti inc. peut procéder, à certaines conditions, à des activités d'aménagement forestier sur l'île d'Anticosti dans le but d'assurer la régénération du sapin qui constitue la principale source d'alimentation hivernale du cerf de Virginie et qui s'avère essentielle à la survie à long terme du cheptel de l'île d'Anticosti;

ATTENDU QUE ces interventions génèrent environ 150 emplois saisonniers et que le produit de la vente des bois de l'île d'Anticosti est estimé à plus de 10 000 000 \$ par année;

ATTENDU QUE ces activités entraînent également des retombées économiques non négligeables pour la communauté de l'île d'Anticosti tout en permettant la conduite d'importants travaux de recherche relatifs à l'aménagement de l'habitat du cerf de Virginie;

ATTENDU QUE la réalisation de ces activités dans les peuplements forestiers concernés se traduit notamment par la récolte d'un volume pouvant atteindre 190 000 mètres cubes de bois ronds résineux annuellement, lesquels doivent être transportés par barge vers des titulaires de permis d'usine de transformation du bois du Québec;

ATTENDU QUE la récolte de ce volume devrait générer, en 2011-2012, une quantité pouvant atteindre 60 000 mètres cubes de bois résineux de faible qualité habituellement dirigés vers des usines de pâtes et papiers ou de panneaux;

ATTENDU QUE les quatre entreprises de pâtes et papiers ou de panneaux susceptibles d'utiliser ces bois au Québec, dans un rayon économique de l'île d'Anticosti, ont confirmé à Produits forestiers Anticosti inc. qu'elles n'entendaient prendre aucun volume provenant de l'île d'Anticosti en 2011-2012;

ATTENDU QUE la mise en marché de ces bois de faible qualité s'avère essentielle pour rentabiliser la réalisation des activités d'aménagement prévues à l'île d'Anticosti et pour améliorer la qualité des autres bois destinés aux usines de sciage du Québec;

ATTENDU QU'au moins deux usines de pâtes et papiers situées en Nouvelle-Écosse ont confirmé à Produits forestiers Anticosti inc. leur intérêt envers ces bois résineux de faible qualité;

ATTENDU QUE Produits forestiers Anticosti inc. a demandé à la ministre des Ressources naturelles et de la Faune l'autorisation de pouvoir expédier ces bois vers ces deux usines ou, au besoin, vers d'autres usines de pâtes et papiers situées au Nouveau-Brunswick, jusqu'à concurrence de 60 000 mètres cubes au cours de l'année financière 2011-2012;

ATTENDU QUE, à défaut de pouvoir expédier ces bois de faible qualité, Produits forestiers Anticosti inc. ne sera pas en mesure d'effectuer les travaux d'aménagement prévus en 2011-2012, d'où un impact négatif sur les retombées économiques qui en découlent pour les travailleurs et la communauté de l'île d'Anticosti ainsi que sur les travaux de recherche en cours;

ATTENDU QU'un tel arrêt d'activités pourrait même précariser la reprise des opérations l'an prochain en raison des problèmes logistiques particuliers aux interventions réalisées sur l'île d'Anticosti, tels que la complexité du transport maritime et une saison d'exploitation limitée du mois de juin au mois d'octobre seulement;

ATTENDU QUE la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord appuie la démarche de Produits forestiers Anticosti inc. visant à autoriser, pour l'année financière 2011-2012, l'expédition de ces bois hors du Québec dans la mesure où ceux-ci ne sont pas requis pour satisfaire les besoins des usines de la région de la Côte-Nord;

ATTENDU QUE les disponibilités actuelles de bois sont amplement suffisantes pour satisfaire les besoins des usines de cette région pour la présente année financière;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt du Québec, et plus particulièrement de la région de la Côte-Nord, d'autoriser l'expédition d'un volume pouvant atteindre 60 000 mètres cubes de bois ronds résineux de faible qualité, devant être récolté sur l'île d'Anticosti au cours de l'année financière 2011-2012, vers des usines de pâtes et papiers situées en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick, et ce, afin de permettre la réalisation des interventions prévues au plan d'aménagement intégré des ressources de l'île d'Anticosti visant l'amélioration de l'habitat du cerf de Virginie;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 161 de la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'expédition hors du Québec de bois non entièrement ouvré provenant du domaine de l'État s'il paraît contraire à l'intérêt public d'en disposer autrement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

QUE Produits forestiers Anticosti inc. soit autorisée à expédier un volume pouvant atteindre 60 000 mètres cubes de bois ronds résineux de faible qualité, devant être récolté sur l'île d'Anticosti au cours de l'année financière 2011-2012, vers des usines de pâtes et papiers situées en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick;

QUE Produits forestiers Anticosti inc. produise à la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, avant le 15 mai 2012, un rapport assermenté spécifiant le volume de bois ronds résineux qu'elle a effectivement livré à ces usines au cours de l'année se terminant le 31 mars 2012.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55714

Gouvernement du Québec

Décret 534-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT le Plan de gestion de la pêche 2011-2012

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 62 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1), le ministre élabore chaque année un plan de gestion de la pêche, lequel vise l'optimisation des bénéfices sociaux et économiques reliés à l'exploitation de la faune tout en assurant la conservation des espèces animales;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 65 de cette loi, ce plan est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut le modifier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune et du ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune :

QUE soit approuvé le Plan de gestion de la pêche 2011-2012 annexé au présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE

PLAN DE GESTION DE LA PÊCHE

2011-2012

QUÉBEC, AVRIL 2011

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

- Contexte légal
- Contexte administratif
- Limites du plan de gestion de la pêche
- Structure du plan de gestion de la pêche
 - Stocks reproducteurs
 - Pêche à des fins d'alimentation
 - Pêche sportive
 - Pêche commerciale

STOCKS REPRODUCTEURS

PÊCHE À DES FINS D'ALIMENTATION

- Pêche à des fins d'alimentation pour le sud du Québec
- Pêche à des fins d'alimentation pour le nord du Québec

PÊCHE SPORTIVE

PÊCHE COMMERCIALE

- Article 1. Chaleurs, Baie des
- Article 2. Champlain, Lac
- Article 3. Châteauguay, Rivière
- Article 4. La Prairie, Bassin de
- Article 5. Madeleine, Îles de la
- Article 6. Maskinongé, Rivière
 - Article 6.1. Nicolet, Rivière
- Article 7. Outaouais, Rivière des
 - Article 7.1. Réseau Bell
 - Article 7.2. Réseau Mégiscane Est
 - Article 7.3. Réseau Mégiscane Ouest
 - Article 7.4. Abrogé
 - Article 7.5. Réseau Témiscamingue
- Article 8. Richelieu, Rivière
- Article 9. Abrogé
- Article 10. Saint-François, Lac
- Article 11. Saint-François, Rivière
- Article 12. Saint-Laurent, Fleuve
- Article 13. Saint-Laurent, Golfe du
- Article 14. Saint-Louis, Lac
- Article 15. Saint-Pierre, lac
- Article 16. Abrogé
- Article 17. Abrogé
- Article 18. Zones de pêche 4 à 7
- Article 19. Zones de pêche 8 à 14, 21 et 25

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Contexte légal

La section IV du chapitre III de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) prévoit que le ministre des Ressources naturelles et de la Faune élabore chaque année un plan de gestion de la pêche qu'il soumet à l'approbation du gouvernement qui peut le modifier (articles 62 et 65).

Le plan détermine la répartition de la ressource halieutique selon l'ordre de priorité suivant : le stock reproducteur, la pêche à des fins d'alimentation, la pêche sportive, la pêche commerciale (article 63). Dans ce contexte, si la ressource halieutique ne peut satisfaire à toutes les formes de pêche énumérées à l'article 63, la répartition devra s'effectuer selon l'ordre de priorité prévu par la loi jusqu'à concurrence de la disponibilité des stocks, et ce, en restreignant les formes de pêche moins prioritaires et pour lesquelles il y a absence de ressource.

Le plan intègre les facteurs suivants : les plans d'eau admissibles, les espèces qui peuvent être pêchées, la récolte autorisée pour chaque espèce, les conditions de pêche, notamment les saisons et les sites, ainsi que la nature, les dimensions et le nombre des engins de pêche (article 64).

Le programme favorisant le développement des pêcheries commerciales et le commerce des produits aquatiques visé à l'article 1 de la Loi sur les pêcheries commerciales et la récolte commerciale de végétaux aquatiques (L.R.Q., c. P-9.01) est élaboré en tenant compte du plan de gestion de la pêche établi en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la Faune (article 66).

1.2 Contexte administratif

Le programme du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, favorisant le développement des pêcheries commerciales et le commerce des produits aquatiques, est élaboré en tenant compte du plan de gestion de la pêche et dans les limites de celui-ci.

1.3 Limites du plan de gestion de la pêche

Le plan de gestion de la pêche fait référence à l'exploitation de tous les poissons dans les eaux sans marée et des poissons anadromes et catadromes dans les eaux à marée, dont les règles générales sont prévues au Règlement de pêche du Québec (1990) (DORS/90-214) administré par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune en vertu d'une délégation de l'autorité fédérale. Le plan de gestion de la pêche ne s'applique donc pas à la pêche aux poissons marins tels que les poissons de fond.

1.4 Structure du plan de gestion de la pêche

Le plan de gestion de la pêche est constitué de quatre parties présentées selon l'ordre de priorité que prévoit la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune : les stocks reproducteurs, la pêche à des fins d'alimentation, la pêche sportive et la pêche commerciale.

1.4.1 Stocks reproducteurs

Le plan de gestion de la pêche prévoit que la conservation des stocks reproducteurs soit assurée par des restrictions apportées aux diverses formes de pêche.

1.4.2 Pêche à des fins d'alimentation

En ce qui a trait à la pêche à des fins d'alimentation, le plan renvoie au droit d'exploitation prévu à la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. D-13.1) pour le territoire visé par cette loi. Pour le reste du Québec, il renvoie aux permis de pêche d'alimentation délivrés par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune en vertu du Règlement sur les permis de pêche communautaires des Autochtones (DORS/93-332), ou aux permis délivrés à un Autochtone par le ministre en vertu du Règlement de pêche du Québec.

1.4.3 Pêche sportive

Le plan de gestion de la pêche renvoie aux dispositions du Règlement de pêche du Québec en ce qui concerne la pêche sportive.

1.4.4 Pêche commerciale

Le plan de gestion de la pêche détermine les endroits, les engins, les espèces et les contingents autorisés ainsi que les périodes d'ouverture à l'égard la pêche commerciale, en tenant compte des paramètres établis dans le Règlement de pêche du Québec.

2. STOCKS REPRODUCTEURS

La conservation des stocks reproducteurs est effectuée selon deux approches. D'une part, la détermination du niveau de récolte admissible permet de sauvegarder des stocks suffisants pour la régénération des populations ichtyologiques. Les parties 3, 4 et 5 du présent plan concourent à cet objectif. D'autre part, dans les endroits ou à certaines périodes où les stocks sont les plus vulnérables, le plan de gestion de la pêche prévoit des interdictions totales ou temporaires de l'exercice de certaines ou de toutes les formes de pêche.

3. PÊCHE À DES FINS D'ALIMENTATION

3.1 Pêche à des fins d'alimentation pour le sud du Québec

Dans les cas mentionnés ci-après, des permis de pêche d'alimentation sont délivrés par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune. Pour certains de ces permis, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune et les conseils de bande concernés conviennent généralement des conditions par entente. Pour obtenir de plus amples renseignements concernant ces ententes, tout intéressé peut consulter le site Internet du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (<http://www.mrnf.gouv.qc.ca/ministere/affaires/affaires-ententes.jsp>).

CONDITIONS RELATIVES À LA PRATIQUE DES ACTIVITÉS DE PÊCHE PAR LES DIVERSES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Communautés autochtones	Plans d'eau	Espèces principales
Algonquins, Attikameks et Innus	Terrain de chasse aux animaux à fourrure dans une réserve à castor	Toutes les espèces
Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak	Modalités particulières pour les zones 4, 5, 6, 7 et 8	Espèces autres que le saumon atlantique anadrome
Première nation malécite de Viger	Modalités particulières pour la zone 2	Saumon atlantique anadrome et autres espèces
Micmac de Listuguj	Estuaire de la rivière Ristigouche	Saumon atlantique anadrome
Micmac de Gesgapegiag	Estuaire de la rivière Cascapédia	Saumon atlantique anadrome
Micmac de Gespeg	Modalités particulières pour une partie de la zone 21 et la partie est de la zone 1	Saumon atlantique anadrome et autres espèces
Innus Uashat mak Mani-Utenam (Sept-Îles)	Rivière Moisie	Saumon atlantique et omble de fontaine anadromes
Innus de Natashquan	Rivière Natashquan	Saumon atlantique anadrome
Innus de La Romaine	Rivière Etamamiou	Saumon atlantique anadrome
Innus de Mingan	Rivières Romaine et Puyjalon	Saumon atlantique anadrome
Innus de Pakuashipi	Grande rivière Saint-Augustin	Saumon atlantique anadrome
Innus de Mashteuiatsh	Lac Saint-Jean	Toutes les espèces

Communautés autochtones	Plans d'eau	Espèces principales
Hurons-Wendats	Modalités particulières pour les parcs de la Rivière-Jacques-Cartier, des Grands-Jardins et des Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie	Espèces autres que le saumon atlantique anadrome

3.2 Pêche à des fins d'alimentation pour le nord du Québec

Les modalités de pêche d'alimentation pour les Cris, les Inuits et les Naskapis, sur le territoire visé par la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec, sont prévues par cette loi au chapitre VI portant sur le droit d'exploitation. Ce droit d'exploitation, conféré aux bénéficiaires visés par cette loi, est exercé prioritairement à toute autre exploitation, à l'intérieur des niveaux d'exploitation garantis, en respectant le principe de la conservation et lorsque les populations de poissons le permettent.

4. PÊCHE SPORTIVE

Le plan de gestion de la pêche renvoie aux dispositions du Règlement de pêche du Québec à l'égard de la pêche sportive. Ce règlement prévoit notamment des limites quotidiennes de prise et des périodes de fermeture pour chaque espèce de poissons, en fonction des 29 zones de pêche. Ces limites et ces périodes peuvent toutefois être différentes dans un parc ou un territoire faunique, telles une réserve faunique ou une zone d'exploitation contrôlée. Il prévoit également les conditions de pêche sportive du saumon atlantique anadrome applicables dans les rivières à saumon. D'une façon générale, les conditions de pêche sportive sont plus restrictives dans les territoires fauniques et les rivières à saumon que dans la zone à laquelle ces milieux appartiennent.

Pour connaître l'ensemble des conditions de pêche sportive au Québec, on peut consulter le Règlement de pêche du Québec. Ce règlement délègue au ministre des Ressources naturelles et de la Faune le pouvoir de modifier certaines modalités de pêche. Les modifications sont consignées dans une ordonnance provinciale annuelle qui apparaît à l'adresse suivante : <http://www.mrnf.gouv.qc.ca/faune/reglementation/index.jsp>. On peut aussi consulter les brochures « La pêche sportive au Québec - principales règles » et « La pêche au saumon - principales règles » ainsi que le site Internet du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (<http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/enligne/faune/reglementation-peche/index.asp>).

5. PÊCHE COMMERCIALE

Le plan de gestion de la pêche détermine les modalités relatives à la pêche commerciale, à savoir les plans d'eau où la pêche commerciale peut être pratiquée, les engins utilisés pour chacune des espèces, les limites de prise et de taille à respecter ainsi que les périodes d'ouverture. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation délivre les permis de pêche commerciale en fonction de ces modalités. Il établit aussi des conditions de permis compatibles avec les dispositions du Règlement de pêche du Québec. Le plan de gestion de la pêche ne présente pas toutefois les activités de pêche commerciale à des fins expérimentales. En effet, ces activités sont autorisées à la suite de demandes ad hoc et leur gestion doit pouvoir jouir d'une certaine souplesse.

ARTICLE 1.

EAUX : Chaleurs, Baie des

- (1) la partie comprise entre Pointe-Saint-Pierre et la pointe au Maquereau, à l'exception :
- des eaux côtières en aval de la rivière Malbaie et en amont d'une droite joignant la pointe de La Belle Anse et le pont du rang Saint-Paul situé à l'embouchure de la rivière du Portage;
 - des eaux côtières en aval de La Grande Rivière et en amont d'une droite joignant la pointe Verte, la bouée de La Grande Rivière et le cap Pelé;
 - des eaux côtières sur une distance de 1 km en front de la rivière du Petit Pabos et de la ligne de rivage sur une distance de 2 km de part et d'autre de cette rivière;
 - des eaux côtières en aval des rivières du Grand Pabos et du Grand Pabos Ouest et en amont d'une ligne joignant l'extrémité du vieux quai de Chandler, l'île Dupuis et la pointe du Grand Pabos.

ENGIN AUTORISÉ		ESPÈCE		CONTINGENT		PÉRIODE D'OUVERTURE	
a)	Verveux Maille de 3,2 à 5,1 cm pour les guideaux Maximum de 1 engin pour 10 brasses de guideaux	a)	Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)	s/o	a)	Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre
b)	Filet maillant Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 35 engins pour 700 brasses	b)	Éperlan arc-en-ciel	b)	s/o	b)	Du 11 septembre au 31 décembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
c) Seine Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 6 engins pour 360 brasses	c) Éperlan arc-en-ciel	c) s/o	c) Du 11 septembre au 31 décembre

(2) abrogé

(3) la partie comprise entre Gascons et Miguasha, à l'exception :

- des eaux côtières en aval de la rivière Port-Daniel et de la Petite rivière Port-Daniel et en amont d'une droite joignant la pointe Pillar et l'embouchure du ruisseau Castilloux;
- des eaux côtières sur une distance de 2 km en front de la rivière Bonaventure et de la ligne de rivage du ruisseau Cullens à l'église de Bonaventure;
- des eaux côtières en aval de la Petite rivière Cascapédia et de la rivière Cascapédia et en amont d'une droite joignant la pointe Howatson et la pointe Verte;
- des eaux côtières en aval de la Rivière Nouvelle et en amont d'une droite joignant la pointe Labillois au point 48°05'54"N., 66°16'18"O. et la pointe de l'île Laviolette au point 48°06'19"N., 66°15'00"O.

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 14 engins pour 280 brasses	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre
b) Seine Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 10 engins pour 600 brasses	b) Éperlan arc-en-ciel	b) s/o	b) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre
c) Verveux Maille de 3,2 cm minimum pour les guideaux Maximum de 1 engin pour 10 brasses de guideaux	c) Éperlan arc-en-ciel	c) s/o	c) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
d) Filet à réservoir Maille de 3,2 cm minimum Longueur maximum du guideau : 22 brasses Maximum de 4 engins	d) Éperlan arc-en-ciel	d) s/o	d) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre

(4) la partie comprise entre Miguasha et Pointe à la Batterie

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet à poche Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 38 engins	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Du 3 décembre au 31 mars
b) Filet à réservoir Maille de 3,2 cm minimum Longueur maximum du guideau : 22 brasses Maximum de 54 engins	b) Éperlan arc-en-ciel	b) s/o	b) Du 3 décembre au 31 mars

ARTICLE 2.

EAUX : Champlain, Lac

Le secteur de la baie Missisquoi en front des lots 210 et 214 du cadastre de la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville (45°03'N., 73°09'O.)

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Seine Maille de 7,6 cm et plus Longueur maximum d'une seine :	a) Barbotte brune	a) s/o	a) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
100 brasses Maximum de 200 brasses	b) Carpe	b) s/o	b) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
c)	Chevalier blanc	c) s/o	c) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
d)	Chevalier jaune	d) s/o	d) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
e)	Chevalier rouge	e) s/o	e) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
f)	Cisco de lac	f) s/o	f) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
g)	Crapet de roche	g) s/o	g) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
h)	Crapet-soleil	h) s/o	h) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
i)	Grand corégone	i) s/o	i) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
j)	Lotte	j) s/o	j) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
k)	Malachigan	k) s/o	k) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
l)	Meunier noir	l) s/o	l) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre
m)	Meunier rouge	m) s/o	m) Du 1 ^{er} octobre au 15 décembre

ARTICLE 3.

EAUX : Châteauguay, Rivière

La partie comprise entre son embouchure et le pont de l'hôtel de ville de Châteauguay (45°23'N., 73°45'O.)

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 26,6 à 29,2 cm Maximum de 100 brasses	Carpe	s/o	Du 1 ^{er} avril au 13 juin

ARTICLE 4.**EAUX : La Prairie, Bassin de**

- (1) Au centre du bassin dans une zone limitée par une ligne joignant l'embouchure de la rivière Saint-Régis à la pointe est de l'île aux Hérons, de ce dernier point jusqu'à la pointe sud de l'île des Soeurs et de là jusqu'à l'embouchure de la rivière Saint-Jacques

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Longueur maximum d'un filet : 25 brasses Maximum de 100 brasses	a) Barbue de rivière	a) s/o	a) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	b) Carpe	b) s/o	b) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	c) Esturgeon jaune de 45 cm et plus	c) 24 812 kg pour les eaux de l'article 4 et des para- graphes 12(1) et 14(1)	c) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre

- (2) les eaux de la zone littorale, sous moins de 3 mètres de profondeur, du petit bassin de La Prairie et du bassin de La Prairie bordées en amont par une ligne droite partant de l'écluse de Côte Sainte-Catherine à la rive de l'arrondissement LaSalle et passant par la pointe en amont de l'île aux Hérons, et bordées en aval par le pont Champlain

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 26,6 à 29,2 cm Longueur maximum d'un filet : 25 brasses Maximum de 1 250 brasses pour les eaux des paragraphes 4(2), 12(2) et 14(5)	Carpe	s/o	Du 1 ^{er} avril au 13 juin

ARTICLE 5.**EAUX : Madeleine, Îles de la**

(1) les eaux intérieures des îles ainsi que les eaux entourant les îles jusqu'à 1 km de leur contour, à l'exception des plans d'eau situés au nord-ouest du chemin de La Montagne et du chemin de la pointe à Canot sur l'île du Havre Aubert

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Verveux, trappe et seine Maximum de 15 brasses de guideau par engin Maximum de 300 engins	a) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a) s/o	a) Du 1 ^{er} août au 31 octobre
b) Ligne dormante Maximum de 100 hameçons par engin Maximum de 100 engins	b) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	b) s/o	b) Du 15 mai au 15 août
c) Seine Maximum de 1 000 brasses	c) Fondule barré	c) s/o	c) Du 1 ^{er} août au 31 octobre

(2) les eaux intérieures des îles ainsi que les eaux entourant les îles jusqu'à 1 km de leur contour, à l'exception :

- des plans d'eau situés au nord-ouest du chemin de La Montagne et du chemin de la pointe à Canot sur l'île du Havre Aubert;
- de l'étang de l'Hôpital et du lac Barachois ainsi que leurs tributaires et émissaires, situés sur l'île du Cap-aux-Meules, d'une distance de 408 mètres à l'intérieur d'une zone délimitée par une ligne reliant la limite du cap de l'Hôpital (47°25'19''N., 61°53'59''O.) et la limite du camping (47°25'08''N., 61°54'09''O.).
- de l'Étang à Adelphus Martinet (Le Barachois) ainsi que les tributaires et l'émissaire situés sur l'île du Cap-aux-Meules et les eaux de la Pointe à Frank sur une distance de 150 mètres de chaque côté et en front de l'embouchure de cet étang.
- de l'Étang du Sud (Ben) et le Petit Étang (Ben) ainsi que leurs tributaires et émissaires, situés sur l'île du Cap-aux-Meules et des eaux côtières sur une distance de 125 mètres de l'embouchure de l'émissaire de ces deux étangs.
- de l'Étang du Nord (Fernand) ainsi que son tributaire et émissaire, situés sur l'île du Cap-aux-Meules, d'une distance de 225 mètres à partir du pont situé au-dessus du ruisseau sortant l'Étang du Nord (Fernand) du côté de la jetée et de 325 mètres en direction du débarcadère; à l'intérieur d'une zone délimitée par une ligne droite reliant le point de la jetée au point du débarcadère.

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maximum de 15 brasses par engin Maximum de 1 708 engins	Éperlan arc-en-ciel	25 000 kg	Du 1 ^{er} octobre au 31 janvier

ARTICLE 6.**EAUX : Maskinongé, Rivière**

La partie comprise entre son embouchure et un point situé à 1 km en amont du pont de l'autoroute 40 (46°10'N., 73°01'O.)

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux Longueur maximum des guideaux : 10 brasses Longueur maximum des ailes : 4 brasses Maximum de 18 engins pour les eaux des articles 6, 6.1 et 11 et du paragraphe 15(5)	a) Chevalier blanc	a) s/o	a) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	b) Chevalier jaune	b) s/o	b) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	c) Chevalier rouge	c) s/o	c) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	d) Lotte	d) s/o	d) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	e) Meunier noir	e) s/o	e) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	f) Meunier rouge	f) s/o	f) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier

ARTICLE 6.1**EAUX : Nicolet, Rivière**

La partie comprise entre son embouchure et le côté nord-ouest du pont de la route 132

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux Longueur maximum des guideaux : 10 brasses Longueur maximum des ailes : 4 brasses	a) Chevalier blanc	a) s/o	a) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	b) Chevalier jaune	b) s/o	b) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Maximum de 18 engins pour les eaux des articles 6, 6.1 et 11 et du paragraphe 15(5)	c) Chevalier rouge	c) s/o	c) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	d) Lotte	d) s/o	d) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	e) Meunier noir	e) s/o	e) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	f) Meunier rouge	f) s/o	f) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier

ARTICLE 7.**EAUX : Outaouais, Rivière des**

(1) les eaux de la rivière comprises dans la zone 25, entre Fort William et le barrage des Chenaux à Portage-du-Fort

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Verveux Longueur maximum des guideaux : 25 brasses Longueur maximum des ailes : 2 brasses Maximum de 3 engins	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(v) Crapet de roche	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vi) Crapet-soleil	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vii) Laquaiche argentée	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
b) Filet maillant Maille de 22,9 à 25,4 cm Longueur maximum d'un filet : 20 brasses Maximum de 300 brasses	b)(i) Carpe	b)(i) s/o	b)(i) Du 1 ^{er} avril au 16 juillet et du 15 septembre au 30 novembre
	(ii) Esturgeon jaune de 50 cm et plus	(ii) 791 kg	(ii) Du 15 juin au 16 juillet et du 15 septembre au 31 octobre

(2) les eaux de la rivière comprises dans la zone 25, entre le barrage des Chenaux à Portage-du-Fort et le barrage des Chats

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Verveux Longueur maximum des guideaux : 25 brasses Longueur maximum des ailes : 2 brasses Maximum de 10 engins	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(v) Crapet de roche	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vi) Crapet-soleil	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vii) Laquaiche argentée	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
b) Filet maillant Maille de 22,9 à 25,4 cm Longueur maximum d'un filet : 20 brasses Maximum de 300 brasses	b)(i) Carpe	b)(i) s/o	b)(i) Du 1 ^{er} avril au 16 juillet et du 15 septembre au 30 novembre
	(ii) Esturgeon jaune de 50 cm et plus	(ii) 321 kg	(ii) Du 1 ^{er} septembre au 31 octobre

(3) les eaux de la rivière comprises dans la zone 25, entre le barrage des Chats et la ligne séparant les lots 14 et 15, rang VI, du cadastre du canton d'Eardley

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Verveux Longueur maximum des guideaux : 25 brasses Longueur maximum des ailes : 2 brasses Maximum de 10 engins	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(v) Crapet de roche	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vi) Crapet-soleil	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vii) Laquaiche argentée	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
b) Filet maillant Maille de 22,9 à 25,4 cm Longueur maximum d'un filet : 20 brasses Maximum de 375 brasses	b)(i) Carpe	b)(i) s/o	b)(i) Du 1 ^{er} avril au 16 juillet et du 15 septembre au 30 novembre
	(ii) Esturgeon jaune de 50 cm et plus	(ii) 226 kg	(ii) Du 1 ^{er} septembre au 31 octobre

(4) les eaux de la rivière comprises dans la zone 25, entre la pointe est de l'île Kettle et l'embouchure de la rivière Blanche

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Verveux Longueur maximum des guideaux : 25 brasses Longueur maximum des ailes : 2 brasses Maximum de 58 engins	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(v) Crapet de roche	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vi) Crapet-soleil	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vii) Laquaiche argentée	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(viii) Marigane noire	(viii) s/o	(viii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
b) Filet maillant Maille de 22,9 à 25,4 cm Longueur maximum d'un filet : 20 brasses Maximum de 485 brasses	b) Carpe	b) s/o	b) Du 1 ^{er} avril au 14 juin

(5) les eaux de la rivière comprises dans la zone 25, entre la pointe est de l'île Aroussen et le pont de Grenville

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Verveux Longueur maximum des guideaux : 25 brasses Longueur maximum des ailes : 2 brasses Maximum de 20 engins	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(v) Crapet de roche	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vi) Crapet-soleil	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(vii) Laquaiche argentée	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 31 mars
	(viii) Marigane noire	(viii) s/o	(viii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du premier mardi de septembre au 14 juin

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
b) Filet maillant Maille de 22,9 à 25,4 cm Longueur maximum d'un filet : 20 brasses Maximum de 600 brasses	b) Carpe	b) s/o	b) Du 1 ^{er} avril au 14 juin

ARTICLE 7.1

EAUX : Réseau Bell

- la rivière Bell, du lac Parent en amont jusqu'au rapide des Cèdres en aval;
- le lac Parent (48°38'N., 77°03'O.);
- le lac Pascalis (48°16'N., 77° 24'O.);
- le lac Tiblemont (48°14'N., 77°19'O.).

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 22,9 cm Maximum de 1 500 brasses	Esturgeon jaune de 50 cm et plus	972 kg	Du 15 juin au 1 ^{er} septembre

ARTICLE 7.2

EAUX : Réseau Mégiscane Est

- le lac Bailly (48°56'N., 75°33'O.);
- le lac Barry (48°59'N., 75°37'O.);
- le lac Canusio (48°34'N., 75°48'O.);
- le lac Cherrier (48°43'N., 75°47'O.);
- le lac Dumont (48°33'N., 75°43'O.);
- le lac Mégiscane (48°35'N., 75°55'O.);
- le lac Ouiscatis (48°31'N., 75°45'O.);
- le lac Pascagama (48°34'N., 75°36'O.);
- le lac Saint-Cyr (48°44'N., 75°42'O.);
- la rivière Saint-Cyr (49°19'N., 75°19'O.).

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 22,9 cm Maximum de 1 500 brasses	Esturgeon jaune de 50 cm et plus	802 kg	Du 15 juin au 1 ^{er} septembre

ARTICLE 7.3**EAUX : Réseau Mégiscane Ouest**

les eaux suivantes :

- la rivière Assup (48°12'N., 76°53'O.);
- le lac Attic (48°17'N., 76°23'O.);
- le lac Berthelot (48°33'N., 76°08'O.);
- le lac Durand (48°16'N., 76°12'O.);
- le lac Girouard (48°28'N., 76°20'O.);
- le lac aux Loutres (48°57'N., 75°47'O.);
- la rivière Macho (48°35'N., 76°07'O.);
- le lac Maricourt (48°37'N., 76°04'O.);
- le lac Maseres (48°50'N., 75°57'O.);
- la rivière Mégiscane (48°28'N., 77°08'O.);
- le lac Valmy (48°26'N., 76°14'O.).

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 22,9 cm Maximum de 1 500 brasses	Esturgeon jaune de 50 cm et plus	664 kg	Du 15 juin au 1 ^{er} septembre

ARTICLE 7.4

Abrogé

ARTICLE 7.5**EAUX : Réseau Témiscamingue**

- (1) les eaux du lac Témiscamingue (47°10'N., 79°25'O.) excluant les eaux de ce lac qui sont situées à moins de deux kilomètres de l'embouchure des rivières Blanche et des Outaouais

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 11,4 à 12,7 cm Maximum de 1 500 brasses	a) Barbotte brune	a) s/o	a) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	b) Chevalier blanc	b) s/o	b) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	c) Chevalier rouge	c) s/o	c) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	d) Cisco de lac	d) s/o	d) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	e) Grand corégone	e) s/o	e) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	f) Laquaiches	f) s/o	f) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	g) Lotte	g) s/o	g) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	h) Malachigan	h) s/o	h) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	i) Meunier noir	i) s/o	i) Du 1 ^{er} juin au 31 mars
	j) Meunier rouge	j) s/o	j) Du 1 ^{er} juin au 31 mars

- (2) les eaux du lac Témiscamingue et les eaux de la rivière des Outaouais situées entre le lac Témiscamingue et le barrage de la Première Chute

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 22,9 cm Maximum de 1 500 brasses	Esturgeon jaune de 50 cm et plus	1 250 kg	Du 15 juin au 16 juillet et du 15 septembre au 31 octobre

ARTICLE 8.

EAUX : Richelieu, Rivière

- (1) en front des lots 63, 64, 68, 69, 70 et 70 A du cadastre de la paroisse de Saint-Athanase (46°03'N., 73°07'O.)

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Trappe Longueur maximum des ailes : 360 brasses Maximum de 4 engins	Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	s/o	Pêche interdite

- (2) en front des lots 1 à 79 du cadastre de la paroisse de Saint-Georges-d'Henryville; également en front des lots 9 à 19 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean; également en front des lots 29 à 52 du cadastre de la paroisse de Lacolle

ENGIN AUTORISÉ		ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux Maximum de 94 brasses d'ailes pour 5 verveux Maximum de 25 engins	a)	Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a) s/o	a) Pêche interdite
	b)	Barbotte brune	b) s/o	b) Du 1 ^{er} avril au 30 avril et du 1 ^{er} octobre au 31 mars
	c)	Carpe	c) s/o	c) Du 1 ^{er} avril au 30 avril et du 1 ^{er} octobre au 31 mars
	d)	Crapet de roche	d) s/o	d) Du 1 ^{er} avril au 30 avril et du 1 ^{er} octobre au 31 mars
	e)	Crapet-soleil	e) s/o	e) Du 1 ^{er} avril au 30 avril et du 1 ^{er} octobre au 31 mars
	f)	Meunier noir	f) s/o	f) Du 1 ^{er} avril au 30 avril et du 1 ^{er} octobre au 31 mars
	g)	Meunier rouge	g) s/o	g) Du 1 ^{er} avril au 30 avril et du 1 ^{er} octobre au 31 mars
	h)	Poisson-castor	h) s/o	h) Du 1 ^{er} avril au 30 avril et du 1 ^{er} octobre au 31 mars
	i)	Tanche	i) s/o	i) Du 1 ^{er} avril au 30 avril et du 1 ^{er} octobre au 31 mars

ARTICLE 9.

Abrogé

ARTICLE 10.

EAUX : Saint-François, Lac

- (1) en front des lots 10, 12 et 28 à 36 du cadastre du canton de Dundee, et le pourtour de l'île au Mouton (rayon de 1,6 km) (45°10'N., 74°22'O.)

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Cage à anguilles Maximum de 150 engins	Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	s/o	Du 1 ^{er} avril au 31 décembre

- (2) en front du canton de Dundee et des paroisses de Saint-Anicet et de Sainte-Barbe

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 19 cm et plus Maximum de 672 brasses	a)(i) Barbue de rivière	a)(i) s/o	a)(i) Du 15 mai au 31 octobre
	(ii) Carpe	(ii) s/o	(ii) Du 15 mai au 31 octobre
b) Ligne dormante Maximum de 3 800 hameçons Hameçon de grosseur 4/0 ou moins	b)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	b)(i) s/o	b)(i) Du 15 avril au 30 septembre
	(ii) Barbottes	(ii) s/o	(ii) Du 15 avril au 30 septembre
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 15 avril au 30 septembre

- (3) du côté sud du lac, de l'embouchure du canal de Beauharnois à l'embouchure de la rivière aux Saumons, y compris les canaux de la pointe Biron jusqu'à Saint-Anicet et les canaux Caza I et II, Daoust et Trépanier

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Seine Maille de 5 cm et plus Longueur maximum d'une seine : 35 brasses Maximum de 70 brasses pour les eaux visées par les paragraphes (3) et (4)	a) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a) s/o	a) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	b) Barbottes	b) s/o	b) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	c) Barbue de rivière	c) s/o	c) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	d) Carpe	d) s/o	d) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	e) Chevalier blanc	e) s/o	e) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	f) Chevalier jaune	f) s/o	f) Du 1 ^{er} avril au 15 juin

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	g) Chevalier rouge	g) s/o	g) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	h) Crapet de roche	h) s/o	h) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	i) Crapet-soleil	i) s/o	i) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	j) Lotte	j) s/o	j) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	k) Marigane noire	k) s/o	k) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	l) Meunier noir	l) s/o	l) Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	m) Meunier rouge	m) s/o	m) Du 1 ^{er} avril au 15 juin

(4) les canaux de Saint-Anicet jusqu'à l'embouchure de la rivière aux Saumons, à l'exception des canaux Caza I et II, Daoust et Trépanier

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Seine Maille de 5 cm et plus Longueur maximum d'une seine : 35 brasses Maximum de 70 brasses pour les eaux visées par les paragraphes (3) et (4)	a) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a) s/o	a) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	b) Barbottes	b) s/o	b) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	c) Barbue de rivière	c) s/o	c) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	d) Carpe	d) s/o	d) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	e) Chevalier blanc	e) s/o	e) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	f) Chevalier jaune	f) s/o	f) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	g) Chevalier rouge	g) s/o	g) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	h) Crapet de roche	h) s/o	h) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	i) Crapet-soleil	i) s/o	i) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	j) Lotte	j) s/o	j) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	k) Marigane noire	k) s/o	k) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
	l) Meunier noir	l) s/o	l) Du 1 ^{er} mai au 15 juin

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	m) Meunier rouge	m) s/o	m) Du 1 ^{er} mai au 15 juin

(5) dans toutes les eaux du lac Saint-François

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Casier à écrevisses	Écrevisses	s/o	Du 1 ^{er} avril au 31 décembre

ARTICLE 11.

EAUX : Saint-François, Rivière

La partie comprise entre son embouchure et l'extrémité nord de l'île à Light

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux	a) Chevalier blanc	a) s/o	a) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
Longueur maximum des guideaux : 10 brasses	b) Chevalier jaune	b) s/o	b) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
Longueur maximum des ailes : 4 brasses	c) Chevalier rouge	c) s/o	c) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
Maximum de 18 engins pour les eaux des articles 6, 6.1 et 11 et du paragraphe 15(5)	d) Lotte	d) s/o	d) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	e) Meunier noir	e) s/o	e) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	f) Meunier rouge	f) s/o	f) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier

ARTICLE 12.

EAUX : Saint-Laurent, Fleuve

(1) la partie comprise entre la limite ouest de Saint-Joseph-de-Lanoraie et la limite ouest de Saint-Sulpice sur la rive nord, ainsi que les eaux de Contrecoeur sur la rive sud; le marais intérieur de l'île Bouchard

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Verveux Longueur maximum du guideau : 10 brasses Longueur maximum des ailes : 4 brasses Maximum de 44 engins	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(v) Chevalier blanc	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(vi) Chevalier jaune	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(vii) Chevalier rouge	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(viii) Crapet de roche	(viii) s/o	(viii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(ix) Crapet-soleil	(ix) s/o	(ix) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(x) Écrevisses	(x) s/o	(x) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(xi) Lotte	(xi) s/o	(xi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(xii) Meunier noir	(xii) s/o	(xii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	(xiii) Meunier rouge	(xiii) s/o	(xiii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(xiv) Poisson-castor	(xiv) s/o	(xiv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
b) Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Longueur maximum d'un filet : 5 brasses Maximum de 50 brasses	b)(i) Barbue de rivière	b)(i) s/o	b)(i) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	(ii) Carpe	(ii) s/o	(ii) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	(iii) Esturgeon jaune de 45 cm et plus	(iii) 24 812 kg pour les eaux de l'article 4 et des paragraphes 12(1) et 14(1)	(iii) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
c) Filet maillant Maille de 26,6 à 29,2 cm Longueur maximum d'un filet : 25 brasses Maximum de 625 brasses	c)(i) Barbue de rivière	c)(i) s/o	c)(i) Du 1 ^{er} avril au 13 juin
	(ii) Carpe	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 13 juin

(2) les eaux de la rive sud du fleuve Saint-Laurent en front de l'île Verte à Longueuil et du pourtour de l'île Verte à Longueuil

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 26,6 à 29,2 cm Longueur maximum d'un filet : 25 brasses	Carpe	s/o	Du 1 ^{er} avril au 13 juin

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Maximum de 1 250 brasses pour les eaux des paragraphes 4(2), 12(2) et 14(5)			

(3) abrogé

(4) la partie comprise entre le pont Laviolette et la pointe est de l'île d'Orléans

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 13 à 15 cm Maximum de 16 engins pour 640 brasses	a) Alose savoureuse	a) s/o	a) Du 1 ^{er} mai au 30 juin
b) Casier à écrevisses	b) Écrevisses	b) s/o	b) Du 10 avril au 30 novembre

(4.1) la partie comprise entre le pont Laviolette et les limites ouest de Saint-Augustin-de-Desmaures sur la rive nord et Lévis sur la rive sud

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Longueur d'un filet : 10 brasses Maximum de 3 360 brasses	a)(i) Barbue de rivière	a)(i) s/o	a)(i) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	(ii) Carpe	(ii) s/o	(ii) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	(iii) Doré jaune de 37 à 53 cm	(iii) s/o	(iii) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	(iv) Doré noir	(iv) s/o	(iv) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	e) Esturgeon jaune de 45 cm et plus	e) 2 867 kg pour les eaux des paragraphes 12(4.2), 12(5) et 12(5.1)	e) Du 14 juin à 12 h au 15 juillet et du 15 août au 30 septembre
	f) Esturgeon noir de 86 cm et moins	f) 56 000 kg pour les eaux des paragraphes 12(4.2), 12(5), 12(5.1), 12(6) et 12(7)	f) Du 1 ^{er} mai au 30 juin et du 15 août au 30 septembre

(4.3) la partie comprise entre le pont Laviolette et le quai de Bécancour au sud de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux Longueur maximum des guideaux : 10 brasses Longueur maximum des ailes : 4 brasses Maximum de 10 engins	a) Chevalier blanc	a) s/o	a) Du 1 ^{er} décembre au 15 février
	b) Chevalier jaune	b) s/o	b) Du 1 ^{er} décembre au 15 février
	c) Chevalier rouge	c) s/o	c) Du 1 ^{er} décembre au 15 février
	d) Lotte	d) s/o	d) Du 1 ^{er} décembre au 15 février
	e) Meunier noir	e) s/o	e) Du 1 ^{er} décembre au 15 février
	f) Meunier rouge	f) s/o	f) Du 1 ^{er} décembre au 15 février
	g) Poulamon atlantique	g) s/o	g) Du 1 ^{er} décembre au 15 février

(4.4) la partie comprise entre le pont Laviolette et un point à 0,5 km en amont de l'embouchure de la rivière Batiscan et entre un point à 3 km en aval de l'embouchure de la rivière Batiscan et un point à 0,5 km en amont de l'embouchure de la rivière Sainte-Anne, et au nord de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent

ENGIN AUTORISÉ	ESÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux Longueur maximum des guideaux : 10 brasses	a) Chevalier blanc	a) s/o	a) Du 26 décembre au 15 février
Longueur maximum des ailes : 4 brasses	b) Chevalier jaune	b) s/o	b) Du 26 décembre au 15 février
Maximum de 65 engins	c) Chevalier rouge	c) s/o	c) Du 26 décembre au 15 février
	d) Lotte	d) s/o	d) Du 26 décembre au 15 février
	e) Meunier noir	e) s/o	e) Du 26 décembre au 15 février
	f) Meunier rouge	f) s/o	f) Du 26 décembre au 15 février
	g) Poulamon atlantique	g) s/o	g) Du 26 décembre au 15 février

(4.5) la partie comprise entre le pont Laviolette et une ligne reliant un point situé à 50 mètres en aval du quai de Batiscan sur la rive nord et un point situé à 50 mètres en aval du quai de Saint-Pierre-les-Becquets sur la rive sud

ENGIN AUTORISÉ	ESÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux Longueur maximum des guideaux : 10 brasses	(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	(i) s/o	(i) Du 10 avril au 30 novembre
Longueur maximum des ailes : 4 brasses	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 10 avril au 30 novembre
Maximum de 1 377 engins du 10 avril à 6 h au 30 novembre, pour les eaux des	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 10 avril au 30 novembre
paragraphes 12(4.5) et 12(4.6)	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 10 avril au 30 novembre
	(v) Chevalier blanc	(v) s/o	(v) Du 10 avril au 30 novembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	(vi) Chevalier jaune	(vi) s/o	(vi) Du 10 avril au 30 novembre
	(vii) Chevalier rouge	(vii) s/o	(vii) Du 10 avril au 30 novembre
	(viii) Crapet-soleil	(viii) s/o	(viii) Du 10 avril au 30 novembre
	(ix) Doré jaune de 37 à 53 cm	(ix) s/o	(ix) Du deuxième vendredi de mai au 30 novembre
	(x) Doré noir	(x) s/o	(x) Du deuxième vendredi de mai au 30 novembre
	(xi) Écrevisses	(xi) s/o	(xi) Du 10 avril au 30 novembre
	(xii) Grand brochet	(xii) s/o	(xii) Du premier vendredi de mai au 30 novembre
	(xiii) Grand corégone	(xiii) s/o	(xiii) Du 10 avril au 30 novembre
	(xiv) Lotte	(xiv) s/o	(xiv) Du 10 avril au 30 novembre
	(xv) Marigane noire	(xv) s/o	(xv) Du 10 avril au 30 novembre
	(xvi) Meunier noir	(xvi) s/o	(xvi) Du 10 avril au 30 novembre
	(xvii) Meunier rouge	(xvii) s/o	(xvii) Du 10 avril au 30 novembre
	(xviii) Perchaude de 19 cm et plus	(xviii) s/o	(xviii) Du premier vendredi de mai au 30 novembre
	(xix) Poisson-castor	(xix) s/o	(xix) Du 10 avril au 30 novembre
	(xx) Poulamon atlantique	(xx) s/o	(xx) Du 10 avril au 30 novembre

(4.6) la partie comprise entre une ligne reliant un point situé à 50 mètres en aval du quai de Batiscan sur la rive nord à un point situé à 50 mètres en aval du quai de Saint-Pierre-les-Becquets sur la rive sud et la pointe est de l'Île d'Orléans

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Verveux Longueur maximum des guideaux : 10 brasses Longueur maximum des ailes : 4 brasses Maximum de 1 377 engins du 10 avril à 6 h au 30 novembre pour les eaux des paragraphes 12(4.5) et 12(4.6)	a) (i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 10 avril au 30 novembre
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 10 avril au 30 novembre
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 10 avril au 30 novembre
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 10 avril au 30 novembre
	(v) Chevalier blanc	(v) s/o	(v) Du 10 avril au 30 novembre
	(vi) Chevalier jaune	(vi) s/o	(vi) Du 10 avril au 30 novembre
	(vii) Chevalier rouge	(vii) s/o	(vii) Du 10 avril au 30 novembre
	(viii) Crapet-soleil	(viii) s/o	(viii) Du 10 avril au 30 novembre
	(ix) Doré jaune de 37 à 53 cm	(ix) s/o	(ix) Du deuxième vendredi de mai au 30 novembre
	(x) Doré noir	(x) s/o	(x) Du deuxième vendredi de mai au 30 novembre
	(xi) Écrevisses	(xi) s/o	(xi) Du 10 avril au 30 novembre
	(xii) Grand brochet	(xii) s/o	(xii) Du premier vendredi de mai au 30 novembre
	(xiii) Grand corégone	(xiii) s/o	(xiii) Du 10 avril au 30 novembre
	(xiv) Lotte	(xiv) s/o	(xiv) Du 10 avril au 30 novembre
	(xv) Marigane noire	(xv) s/o	(xv) Du 10 avril au 30 novembre
	(xvi) Meunier noir	(xvi) s/o	(xvi) Du 10 avril au 30 novembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	(xvii) Meunier rouge	(xvii) s/o	(xvii) Du 10 avril au 30 novembre
	(xviii) Perchaude de 19 cm et plus	(xviii) s/o	(xviii) Du 10 avril au 30 novembre
	(xix) Poisson-castor	(xix) s/o	(xix) Du 10 avril au 30 novembre
	(xx) Poulamon atlantique	(xx) s/o	(xx) Du 10 avril au 30 novembre
b) Trappe Maille de 5,7 cm maximum pour les guideaux Maximum de 3 engins pour 420 brasses de guideaux	b)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	b)(i) s/o	b)(i) Du 10 avril au 30 novembre
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 10 avril au 30 novembre
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 10 avril au 30 novembre
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 10 avril au 30 novembre
	(v) Chevalier blanc	(v) s/o	(v) Du 10 avril au 30 novembre
	(vi) Chevalier jaune	(vi) s/o	(vi) Du 10 avril au 30 novembre
	(vii) Chevalier rouge	(vii) s/o	(vii) Du 10 avril au 30 novembre
	(viii) Crapet-soleil	(viii) s/o	(viii) Du 10 avril au 30 novembre
	(ix) Doré jaune de 37 à 53 cm	(ix) s/o	(ix) Du deuxième vendredi de mai au 30 novembre
	(x) Doré noir	(x) s/o	(x) Du deuxième vendredi de mai au 30 novembre
	(xi) Écrevisses	(xi) s/o	(xi) Du 10 avril au 30 novembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	(xii) Grand brochet	(xii) s/o	(xii) Du premier vendredi de mai au 30 novembre
	(xiii) Grand corégone	(xiii) s/o	(xiii) Du 10 avril au 30 novembre
	(xiv) Lotte	(xiv) s/o	(xiv) Du 10 avril au 30 novembre
	(xv) Marigane noire	(xv) s/o	(xv) Du 10 avril au 30 novembre
	(xvi) Meunier noir	(xvi) s/o	(xvi) Du 10 avril au 30 novembre
	(xvii) Meunier rouge	(xvii) s/o	(xvii) Du 10 avril au 30 novembre
	(xviii) Perchaude de 19 cm et plus	(xviii) s/o	(xviii) Du 10 avril au 30 novembre
	(xix) Poulamon atlantique	(xix) s/o	(xix) Du 10 avril au 30 novembre

(5) la partie comprise entre la pointe est de l'île d'Orléans et la rivière Saguenay sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Trappe Maille de 5,7 cm maximum pour les guideaux Maximum de 5 engins pour 190 brasses	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} avril au 30 novembre
	(ii) Éperlan arc-en-ciel	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 30 novembre
	(iii) Grand corégone	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 30 novembre
	(iv) Poulamon atlantique	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 30 novembre
b) Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Longueur d'un filet : 20 brasses Maximum de	b)(i) Esturgeon jaune de 45 cm et plus	b)(i) 2 867 kg pour les eaux des paragraphes 12(4.2), 12(5) et	b)(i) Du 14 juin à 12 h au 30 juin et du 15 août au 30 septembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
120 brasses		12(5.1)	
	(ii) Esturgeon noir de 86 cm et moins	(ii) 56 000 kg pour les eaux des paragraphes 12(4.2), 12(5), 12(5.1), 12(6) et 12(7)	(ii) Du 1 ^{er} mai au 30 juin et du 15 août au 30 septembre
c) Filet maillant Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 1 engin pour 20 brasses	c) Éperlan arc-en-ciel	c) s/o	c) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre
d) Seine Maximum de 6 engins pour 180 brasses	d) Éperlan arc-en-ciel	d) s/o	d) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre

(5.1) la partie comprise entre la pointe est de l'île d'Orléans et la limite est de Saint-Roch-des-Aulnaies sur la rive sud

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Trappe Maille de 5,7 cm maximum pour les guideaux Maximum de 3 engins pour 388 brasses	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 15 avril au 14 décembre
	(ii) Éperlan arc-en-ciel	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} septembre au 14 décembre
	(iii) Grand corégone	(iii) s/o	(iii) Du 15 avril au 14 décembre
	(iv) Poulamon atlantique	(iv) s/o	(iv) Du 15 avril au 14 décembre
b) Verveux Maximum de 4 engins pour 40 brasses	b)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	b)(i) s/o	b)(i) Du 15 avril au 14 décembre
	(ii) Éperlan arc-en-ciel	(ii) s/o	(ii) Pêche interdite

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	(iii) Grand corégone	(iii) s/o	(iii) Du 15 avril au 14 décembre
	(iv) Poulamon atlantique	(iv) s/o	(iv) Du 15 avril au 14 décembre
c) Seine Maximum de 4 engins pour 131 brasses	c)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	c)(i) s/o	c)(i) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
	(ii) Barbue de rivière	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
	(iii) Carpe	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
	(iv) Grand corégone	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
	(v) Poulamon atlantique	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
d) Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Longueur d'un filet : 20 brasses Maximum de 500 brasses	d)(i) Esturgeon jaune de 45 cm et plus	d)(i) 2 867 kg pour les eaux des paragraphe 12(4.2), 12(5) et 12(5.1)	d)(i) Du 14 juin à 12 h au 30 juin et du 15 août au 30 septembre
	(ii) Esturgeon noir de 86 cm et moins	(ii) 56 000 kg pour les eaux des paragraphe 12(4.2), 12(5), 12(5.1), 12(6) et 12(7)	(ii) Du 1 ^{er} mai au 30 juin et du 15 août au 30 septembre

(6) la partie comprise entre Pointe-Rouge et le quai de Rivière-du-Loup sur la rive sud, à l'exception des eaux côtières sur une distance de 5 km en front de la rivière Ouelle et de la ligne de rivage de la rivière Saint-Jean à la pointe Iroquois

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Trappe Maille de 3,2 à 5,1 cm pour les	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} août au 30 novembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
guideaux Maximum de 30 engins pour 6 038 brasses de guideaux	(ii) Éperlan arc-en-ciel	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} août au 30 novembre
	(iii) Gaspereau	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} août au 30 novembre
	(iv) Poulamon atlantique	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} août au 30 novembre
b) Filet maillant Maille de 13 à 15 cm Maximum de 10 engins pour 565 brasses	b) Alose savoureuse	b) s/o	b) Du 1 ^{er} mai au 15 juin
c) Filet maillant Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 7 engins pour 275 brasses	c) Éperlan arc-en-ciel	c) s/o	c) Pêche interdite
d) Seine Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 1 engin pour 50 brasses	d) Éperlan arc-en-ciel	d) s/o	d) Pêche interdite
e) Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Longueur maximum d'un filet : 50 brasses Maximum de 5 500 brasses	e) Esturgeon noir de 86 cm et moins	e) 56 000 kg pour les eaux des paragraphes 12(4.2), 12(5), 12(5.1), 12(6) et 12(7)	e) Du 15 mai au 15 août

(6.1) la partie comprise par des droites reliant les points 47°23'49"N., 70°02'40"O. (rivière Saint-Jean), 47°24'02"N., 70°06'34"O., 47°28'16"N., 70°05'58"O., 47°27'55"N., 70°02'04"O. (pointe Iroquois), et de là, par une ligne suivant la rive sud, jusqu'au point 47°23'49"N., 70°02'40"O.

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Trappe	a) Anguille	a) s/o	a) Du 1 ^{er} septembre au

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Maille de 3,2 à 5,1 cm pour les guideaux Maximum de 5 engins pour 744 brasses de guideaux	d'Amérique de 20 cm et plus		30 novembre
	b) Éperlan arc-en-ciel	b) s/o	b) Du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	c) Gaspereau	c) s/o	c) Du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	d) Poulamon atlantique	d) s/o	d) Du 1 ^{er} septembre au 30 novembre

(7) la partie comprise entre le quai de Rivière-du-Loup et L'Isle-Verte sur la rive sud

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Longueur d'un filet : 50 brasses Maximum de 50 brasses	Esturgeon noir de 86 cm et moins	56 000 kg pour les eaux des paragraphes 12(4.2), 12(5), 12(5.1), 12(6) et 12(7)	Du 15 mai au 15 août

(8) la partie comprise entre le quai de Rivière-du-Loup et Saint-Fabien sur la rive sud

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 13 à 15 cm Maximum de 15 engins pour 563 brasses	Alose savoureuse	s/o	Du 1 ^{er} mai au 15 juin

(9) la partie comprise entre le quai de Rivière-du-Loup et Ruisseau-à-Rebours sur la rive sud, à l'exception :

- des eaux côtières en aval de la rivière du Sud-Ouest et en amont d'une droite joignant la pointe du cap à l'Original et la pointe du cap du Corbeau;
- des eaux côtières en aval de la rivière Rimouski et en amont d'une ligne joignant l'extrémité du quai de Rimouski-Est et la pointe est de l'île Saint-Barnabé, suivant le pourtour sud de l'île Saint-Barnabé jusqu'à sa pointe ouest, puis joignant cette pointe et la pointe du cap où est érigée l'antenne de diffusion de la station de la radio de Rimouski;
- des eaux côtières sur une distance de 2 km en front de la rivière Mitis et de la ligne de rivage sur une distance de 4 km de part et d'autre de cette rivière;
- des eaux côtières sur une distance de 1,5 km en front de la rivière Matane et de la ligne de rivage sur une distance de 2 km de part et d'autre de cette rivière;

- des eaux côtières sur une distance de 2 km en front des rivières Cap-Chat et Sainte-Anne et de la ligne de rivage sur une distance de 2 km de part et d'autre de ces rivières.

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Trappe Maille de 3,2 à 5,1 cm pour les guideaux Maximum de 4 engins pour 891 brasses de guideaux	a)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} août au 30 novembre
	(ii) Éperlan arc-en-ciel	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} septembre au 31 octobre
	(iii) Grand corégone	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} août au 30 novembre
	(iv) Poulamon atlantique	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} août au 30 novembre
b) Filet maillant Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 35 engins pour 767 brasses	b) Éperlan arc-en-ciel	b) s/o	b) Pêche interdite

(10) abrogé

(11) abrogé

(12) la partie comprise entre le cap Cran Noir (48°19'30"N., 69°24'11"O.) et la pointe du Moulin (48°23'56"N., 69°20'20"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Trappe Maximum de 125 brasses	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Pêche interdite
	b) Poulamon atlantique	b) s/o	b) Pêche interdite

(13) la partie comprise entre la pointe du Moulin (48°23'56"N., 69°20'20"O.) et Les Crans Rouges (48°34'03"N., 69°13'48"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Trappe Maximum de 120 brasses	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Pêche interdite
	b) Poulamon atlantique	b) s/o	b) Pêche interdite

(14) la partie comprise entre Les Crans Rouges (48°34'03"N., 69°13'48"O.) et un point situé à 1 km au nord de la pointe des Fortin (48°38'48"N., 69°05'10"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Trappe Maximum de 340 brasses	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Pêche interdite
	b) Poulamon atlantique	b) s/o	b) Pêche interdite

(15) abrogé

(16) la partie comprise entre le cran à Gagnon (48°48'22"N., 68°55'48"O.) et l'anse Noire (48°51'20"N., 68°49'26"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Trappe Maximum de 150 brasses	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Pêche interdite
	b) Poulamon atlantique	b) s/o	b) Pêche interdite

(17) la partie comprise entre l'anse Noire (48°51'20"N., 68°49'26"O.) et la pointe à Michel (48°55'08"N., 68°37'10"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Trappe Maximum de 25 brasses	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Pêche interdite
	b) Poulamon atlantique	b) s/o	b) Pêche interdite

(18) la partie comprise entre la pointe de l'anse des Aulnes (49°00'24"N., 68°36'54"O.) et la pointe Manicouagan (49°05'55"N., 68°11'27"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Trappe Maximum de 520 brasses	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Pêche interdite
	b) Poulamon atlantique	b) s/o	b) Pêche interdite

(19) abrogé

(20) la partie comprise entre la rivière Saguenay et Pointe-des-Monts (49°19'03"N., 67°22'52"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maximum de 245 brasses	Éperlan arc-en-ciel	s/o	Pêche interdite

(21) la partie comprise entre Pointe-des-Monts (49°19'03"N., 67°22'52"O.) et la rivière Pigou sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maximum de 455 brasses	Éperlan arc-en-ciel	s/o	Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre

ARTICLE 13.

EAUX : Saint-Laurent, Golfe du

- (1) la partie comprise entre Ruisseau à-Rebours et Pointe-Saint-Pierre sur la rive sud, à l'exception :
- des eaux côtières sur une distance de 2 km en front de la rivière Madeleine et de la ligne de rivage du cap à l'Ours à la Petite rivière Madeleine;
 - des eaux côtières en aval des rivières Dartmouth et York et en amont d'une droite joignant la pointe de Penouille et la pointe de Sandy Beach;
 - des eaux côtières en aval de la rivière Saint-Jean et en amont d'une droite joignant la pointe du cap Haldimand et le viaduc du CN croisant la route 132 entre Douglastown et Seal Cove;
 - des eaux côtières en aval de la rivière de Mont-Louis et en amont d'une droite joignant le point 49°14'24"N., 65°44'58"O. au point 49°14'14"N., 65°43'34"O.

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 3,8 cm minimum Maximum de 20 engins pour 400 brasses	a) Éperlan arc-en-ciel	a) s/o	a) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
b) Seine Maille de 3,8 cm minimum Maximum de 2 engins pour 100 brasses	b) Éperlan arc-en-ciel	b) s/o	b) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre

(2) la partie comprise entre la rivière Pigou et Kegaska sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 5,1 à 7,6 cm Maximum de 23 engins pour 630 brasses	a) Omble de fontaine anadrome	a) s/o	a) Du 15 mai au 15 juin et du 1 ^{er} août au 15 septembre
b) Filet maillant Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 36 engins pour 900 brasses	b) Éperlan arc-en-ciel	b) s/o	b) Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre

(3) la partie comprise entre Kegaska et Blanc-Sablon sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 3,2 cm minimum Maximum de 240 brasses	Éperlan arc-en-ciel	s/o	Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre

(3.1) la partie comprise entre Kegaska et la pointe ouest du détroit de Ouapitagon (50°11'40"N., 60°09'00"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 5,1 à 7,6 cm Maximum de 1 120 brasses	Ombre de fontaine anadrome	s/o	Du 15 mai au 15 juin et du 1 ^{er} août au 15 septembre

(3.2) la partie comprise entre la pointe ouest du détroit de Ouapitagone (50°11'40"N., 60°09'00"O.) et un point situé à l'est du havre Portage (50°46'08"N., 59°01'26"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 5,1 à 7,6 cm Maximum de 1 520 brasses	Omble de fontaine anadrome	s/o	Du 15 mai au 15 juin et du 1 ^{er} août au 15 septembre

(3.3) la partie comprise entre un point situé à l'est du havre Portage (50°46'08"N., 59°01'26"O.) et la pointe ouest de la baie Napetipi (51°16'36"N., 58°10'10"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 5,1 à 7,6 cm Maximum de 4 192 brasses	Omble de fontaine anadrome	s/o	Du 15 mai au 15 juin et du 1 ^{er} août au 15 septembre

(3.4) la partie comprise entre la pointe ouest de la baie Napetipi (51°16'36"N., 58°10'10"O.) et un point situé dans le havre Job's Room (51°25'25"N., 57°07'55"O.) sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 5,1 à 7,6 cm Maximum de 2 571 brasses	Omble de fontaine anadrome	s/o	Du 15 mai au 15 juin et du 1 ^{er} août au 15 septembre

ARTICLE 14.

EAUX : Saint-Louis, Lac

(1) de part et d'autre du chenal de la voie maritime jusqu'à une profondeur minimale de 3 mètres ainsi que du côté sud-ouest de l'île Dorval (45°24'N., 73°48'O.)

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Maximum de 500 brasses	a)(i) Barbue de rivière	a)(i) s/o	a)(i) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	(ii) Carpe	(ii) s/o	(ii) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	(iii) Esturgeon jaune de 45 cm et plus	(iii) 24 812 kg pour les eaux de l'article 4 et des paragraphes 12(1) et 14(1)	(iii) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
b) Filet-trémail Maille de 8,25 cm et plus Longueur maximum d'un filet : 50 brasses Maximum de 200 brasses	b)(i) Barbotte brune	b)(i) s/o	b)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(ii) Barbue de rivière	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(iii) Carpe	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(iv) Crapet de roche	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(v) Crapet-soleil	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(vi) Lotte	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(vii) Meunier noir	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(viii) Meunier rouge	(viii) s/o	(viii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre

(2) Îles de la Paix

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet-trémail Maille de 9 cm et plus Maximum de 50 brasses	a)(i) Barbotte brune	a)(i) s/o	a)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(ii) Barbue de rivière	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(iii) Carpe	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(iv) Crapet de roche	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(v) Crapet-soleil	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(vi) Lotte	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(vii) Meunier noir	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(viii) Meunier rouge	(viii) s/o	(viii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
b) Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Maximum de 100 brasses	b)(i) Barbue de rivière	b)(i) s/o	(ix) b)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(ii) Carpe	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
c) Seine Maille de 5 cm et plus Hauteur maximale de 6 m Maximum de 35 brasses	c)(i) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	c)(i) s/o	c)(i) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(ii) Barbotte brune	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	(iii) Barbue de rivière	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(iv) Carpe	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(v) Chevalier blanc	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(vi) Chevalier jaune	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(vii) Crapet de roche	(vii) s/o	(vii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(viii) Crapet-soleil	(viii) s/o	(viii) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(ix) Lotte	(ix) s/o	(ix) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(x) Meunier noir	(x) s/o	(x) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	(xi) Meunier rouge	(xi) s/o	(xi) Du 1 ^{er} avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre

(3) rive sud du lac entre le ruisseau Saint-Jean et le bras sud-ouest de la rivière Châteauguay

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Maximum de 100 brasses	Carpe	s/o	Du 15 mai au 13 juin

(4) dans toutes les eaux du lac Saint-Louis

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Casier à écrevisses	Écrevisses	s/o	Du 1 ^{er} avril au 31 décembre

(5) les eaux de la zone littorale, sous moins de 3 mètres de profondeur : secteur des îles de la Paix, entre la rive sud du lac Saint-Louis, le long des îles aux Veaux, à Thomas, à Tambault et aux Plaines, et de la presqu'île Asselin jusqu'au quai public de Beauharnois; le long de la rive sud de l'île Perrot, de la pointe au Sable à la Pointe du Domaine; sur le pourtour de l'île Dowker et dans la baie de Valois

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Filet maillant Maille de 26,6 à 29,2 cm Longueur maximum d'un filet : 25 brasses Maximum de 1 250 brasses pour les eaux des paragraphes 4(2), 12(2) et 14(5)	Carpe	s/o	Du 1 ^{er} avril au 13 juin

ARTICLE 15.

EAUX : Saint-Pierre, lac

(1) les eaux du fleuve Saint-Laurent, du lac Saint-Pierre, de l'archipel du lac Saint-Pierre et de la baie Saint-François situées entre une ligne qui débute au point de rencontre de la route 158 avec la rive nord du fleuve Saint-Laurent, de là vers le sud en suivant ladite route jusqu'au quai du bateau-passeur Alençon-Sorel et de là en ligne droite se termine au quai du bateau-passeur Sorel-Alençon sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent et le pont Laviolette, à l'exception des eaux des baies de l'île de Grâce et de l'île aux Corbeaux

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 19 à 20,3 cm Longueur d'un filet : 10 brasses Maximum de 1 640 brasses	a)(i) Barbue de rivière	a)(i) s/o	a)(i) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
	(ii) Carpe	(ii) s/o	(ii) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	(iii) Esturgeon jaune de 45 cm et plus	(iii) 33 257 kg	(iii) Du 14 juin à 12 h au 31 juillet et du 14 septembre à 12 h au 15 octobre
b) Casier à écrevisses	b) Écrevisses	b) 30 000 kg	b) Du 10 avril au 30 novembre
c) Filet maillant Maille de 26,6 à 29,2 cm du 10 avril au 30 avril; maille de 20,3 à 29,2 cm du 1 ^{er} mai au 13 juin; maille de 20,3 cm du 14 juin au 15 juillet Longueur d'un filet : 10 brasses Maximum de 2 000 brasses	c)(i) Barbue de rivière	c)(i) s/o	c)(i) Du 10 avril au 15 juillet
	(ii) Carpe	(ii) s/o	(ii) Du 10 avril au 15 juillet

- (2) les eaux du fleuve Saint-Laurent, du lac Saint-Pierre et de la baie Saint-François situées entre une ligne qui débute à l'extrémité nord-est de la baie de l'île aux Grues sur la rive nord du lac Saint-Pierre, passe par les extrémités nord-est des îles de la Girodeau, de l'île de la Traverse, de l'île aux Sables et de l'île Plate, la pointe des Îlets et se termine à l'embouchure de la rivière Yamaska sur la rive sud du lac Saint-Pierre et le pont Laviolette

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux Longueur maximum des guideaux : 10 brasses Longueur maximum des ailes : 4 brasses Maximum de 180 engins du 10 avril à 6 h au 30 avril; Maximum de 240 engins du 1 ^{er} mai au 31 mai et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre; Maximum de 300 engins du 1 ^{er} juin au 31 août, pour les eaux des paragraphes 15(2) et 15(3)	a) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a) s/o	a) Du 10 avril au 30 novembre
	b) Barbotte brune	b) s/o	b) Du 10 avril au 30 novembre
	c) Barbue de rivière	c) s/o	c) Du 10 avril au 30 novembre
	d) Carpe	d) s/o	d) Du 10 avril au 30 novembre
	e) Chevalier blanc	e) s/o	e) Du 10 avril au 30 novembre
	f) Chevalier jaune	f) s/o	f) Du 10 avril au 30 novembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
	g) Chevalier rouge	g) s/o	g) Du 10 avril au 30 novembre
	h) Crapets	h) s/o	h) Du 10 avril au 30 novembre
	i) Écrevisses	i) 15 000 kg	i) Du 10 avril au 30 novembre
	j) Grand corégone	j) s/o	j) Du 10 avril au 30 novembre
	k) Lotte	k) s/o	k) Du 10 avril au 30 novembre
	l) Marigane noire	l) s/o	l) Du 10 avril au 30 novembre
	m) Meunier noir	m) s/o	m) Du 10 avril au 30 novembre
	n) Meunier rouge	n) s/o	n) Du 10 avril au 30 novembre
	o) Perchaude de 19 cm et plus	o) 4 302 kg pour les eaux des paragraphes 15(2) et 15(3)	o) Du premier vendredi de mai au 30 novembre
	p) Poisson-castor	p) s/o	p) Du 1 ^{er} mai au 30 novembre

- (3) les eaux du fleuve Saint-Laurent et de l'archipel du lac Saint-Pierre situées entre une ligne qui débute au point de rencontre de la route 158 avec la rive nord du fleuve Saint-Laurent, de là vers le sud en suivant ladite route jusqu'au quai du bateau-passeur Alençon-Sorel et de là en ligne droite se termine au quai du bateau-passeur Sorel-Alençon sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent et une ligne qui débute à l'extrémité nord-est de la baie de l'île aux Grues sur la rive nord du lac Saint-Pierre passe par les extrémités nord-est des îles de la Girodeau, de l'île de la Traverse, de l'île aux Sables et de l'île Plate, la pointe des Îlets et se termine à l'embouchure de la rivière Yamaska sur la rive sud du lac Saint-Pierre, à l'exception des eaux des baies de l'île de Grâce et de l'île aux Corbeaux

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Verveux	a) Anguille	a) s/o	a) Du 10 avril au

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Longueur maximum des guideaux : 10 brasses	d'Amérique de 20 cm et plus		14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
Longueur maximum des ailes : 4 brasses	b) Barbotte brune	b) s/o	b) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
Maximum de 180 engins du 10 avril à 6 h au 30 avril;			
Maximum de 240 engins du 1 ^{er} mai au 31 mai et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre;	c) Barbue de rivière	c) s/o	c) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
Maximum de 300 engins du 1 ^{er} juin au 31 août, pour les eaux des paragraphes 15(2) et 15(3)	d) Carpe	d) s/o	d) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	e) Chevalier blanc	e) s/o	e) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	f) Chevalier jaune	f) s/o	f) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	g) Chevalier rouge	g) s/o	g) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	h) Crapets	h) s/o	h) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	i) Écrevisses	i) 5 000 kg	i) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT		PÉRIODE D'OUVERTURE
	j) Grand corégone	j)	s/o	j) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	k) Lotte	k)	s/o	k) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	l) Marigane noire	l)	s/o	l) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	m) Meunier noir	m)	s/o	m) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	n) Meunier rouge	n)	s/o	n) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	o) Perchaude de 19 cm et plus	o)	4 302 kg pour les eaux des paragraphes 15(2) et 15(3)	o) Du premier vendredi de mai au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre
	p) Poisson-castor	p)	s/o	p) Du 10 avril au 14 juin et du 1 ^{er} septembre au 30 novembre

(4) abrogé

(5) la partie comprise entre le pont Laviolette et une droite joignant l'extrémité nord de l'île Moras sur la rive sud à la Pointe du Lac sur la rive nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Filet maillant Maille de 13 à 15 cm Maximum de 5 engins pour 230 brasses	a) Alose savoureuse	a) s/o	a) Du 1 ^{er} mai au 30 juin
b) Verveux Longueur maximum des guideaux : 10 brasses Longueur maximum des ailes : 4 brasses Maximum de 18 engins pour les eaux des articles 6, 6.1 et 11 et du paragraphe 15(5)	b)(i) Chevalier blanc	b)(i) s/o	b)(i) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	(ii) Chevalier jaune	(ii) s/o	(ii) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	(iii) Chevalier rouge	(iii) s/o	(iii) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	(iv) Lotte	(iv) s/o	(iv) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	(v) Meunier noir	(v) s/o	(v) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier
	(vi) Meunier rouge	(vi) s/o	(vi) Du 1 ^{er} décembre au 31 janvier

(6) les eaux du lac Saint-Pierre situées au sud du lac entre la pointe aux Pois et l'île Moras et délimitées à l'ouest par une ligne menée perpendiculairement entre la pointe aux Pois et une droite joignant l'île Moras et la Longue Pointe, cette dernière droite servant de limite nord

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
Ligne dormante Hameçon de grosseur 5/0 Maximum de 2 000 hameçons	a) Anguille d'Amérique de 20 cm et plus	a) s/o	a) Du 1 ^{er} mai au 30 juin
	b) Barbue de rivière	b) s/o	b) Du 1 ^{er} mai au 30 juin

ARTICLE 16.

Abrogé

ARTICLE 17.

Abrogé

ARTICLE 18.**EAUX : Zones de pêche 4 à 7**

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Bourolle	a)(i) Éperlan arc-en-ciel	a)(i) s/o	a)(i) Du 16 mai au 31 mars
	(ii) Autres poissons appâts	(ii) s/o	(ii) Du quatrième vendredi d'avril au 31 mars
b) Carrelet	b)(i) Éperlan arc-en-ciel	b)(i) s/o	b)(i) Du 16 mai au 31 mars
	(ii) Autres poissons appâts	(ii) s/o	(ii) Du quatrième vendredi d'avril au 31 mars
c) Épuisette	c)(i) Éperlan arc-en-ciel	c)(i) s/o	c)(i) Du 16 mai au 31 mars
	(ii) Autres poissons appâts	(ii) s/o	(ii) Du quatrième vendredi d'avril au 31 mars
d) Nasse	d)(i) Éperlan arc-en-ciel	d)(i) s/o	d)(i) Du 16 mai au 31 mars
	(ii) Autres poissons appâts	(ii) s/o	(ii) Du quatrième vendredi d'avril au 31 mars
e) Seine	e)(i) Éperlan arc-en-ciel	e)(i) s/o	e)(i) Du 16 mai au 31 mars
	(ii) Autres poissons appâts	(ii) s/o	(ii) Du quatrième vendredi d'avril au 31 mars

ARTICLE 19.**EAUX : Zones de pêche 8 à 14, 21 et 25**

ENGIN AUTORISÉ	ESPÈCE	CONTINGENT	PÉRIODE D'OUVERTURE
a) Bourolle	a) Poissons appâts	a) s/o	a) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
b) Carrelet	b) Poissons appâts	b) s/o	b) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
c) Épuisette	c) Poissons appâts	c) s/o	c) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
d) Nasse	d) Poissons appâts	d) s/o	d) Du 1 ^{er} avril au 31 mars
e) Seine	e) Poissons appâts	e) s/o	e) Du 1 ^{er} avril au 31 mars

Gouvernement du Québec

Décret 536-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 204, également désignée rue Principale, située sur le territoire de la Paroisse de Saint-Camille-de-Lellis

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre délégué aux Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Transports :

QU'il soit autorisé à acquérir par expropriation certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 204, également désignée rue Principale, située sur le territoire de la Paroisse de Saint-Camille-de-Lellis, dans la circonscription électorale de Bellechasse, selon le plan AA-6611-154-07-1492 (projet n° 154-07-1492) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55716

Gouvernement du Québec

Décret 537-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du pont au-dessus du ruisseau Vacher sur le chemin Viger, situé sur le territoire de la Paroisse de Sainte-Marie-Salomé

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre délégué aux Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Transports :

QU'il soit autorisé à acquérir par expropriation certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction du pont au-dessus du ruisseau Vacher sur le chemin Viger, situé sur le territoire de la Paroisse de Sainte-Marie-Salomé, dans la circonscription électorale de Joliette, selon le plan AA8806-154-09-0349 (projet n° 154090349) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55717

Gouvernement du Québec

Décret 538-2011, 25 mai 2011

CONCERNANT le maintien des services essentiels en cas de grève dans certains services publics

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), sur recommandation du ministre du Travail, le gouvernement peut, par décret, s'il est d'avis que dans un service public une grève pourra avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, ordonner à un employeur et à une association accréditée de ce service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de cet article prévoit notamment qu'un tel décret entre en vigueur le jour où il est pris et a effet jusqu'au dépôt d'une convention collective ou de ce qui en tient lieu;

ATTENDU QUE des municipalités et une régie intermunicipale, des établissements (résidences pour personnes âgées et un organisme communautaire) et des entreprises mentionnés à l'annexe du présent décret constituent des services publics au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

ATTENDU QU'une grève dans ces services publics pourrait avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Travail :

QUE les services publics et les associations accréditées mentionnés à l'annexe du décret maintiennent des services essentiels en cas de grève;

QUE toute nouvelle association, accréditée à compter de l'entrée en vigueur du présent décret à l'égard d'un groupe de salariés actuellement représenté par une des associations mentionnées à l'annexe, soit soumise à la même obligation.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

ANNEXE

1. Des municipalités et une régie intermunicipale

Ville de Blainville	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4530 (FTQ) AM-1005-5167
Ville de Boucherville	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 307 (FTQ) AM-2000-7222
Ville de Gatineau	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2319 (FTQ) AM-1005-2061
Ville de Lebel-sur-Quévillon	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1293 (FTQ) AM-1000-9316
Ville de Montréal	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 930 (FTQ) AM-1005-2117
Municipalité de Notre-Dame-des-Monts	Syndicat des salariés de la municipalité de Notre-Dame-des-Monts AQ-2001-2304

Municipalité de Petit-Saguenay Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 5053 (FTQ) AQ-2001-2403
Régie intermunicipale de l'eau	Syndicat des employés-es municipaux de la ville de Sorel-Tracy (CSN) AM-2001-2339
Paroisse de Saint-Antonin	Syndicat des employés-es municipaux de Saint-Antonin (CSN) AQ-1004-0698
Municipalité de Saint-Roch-de-L'Achigan	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 5049 (FTQ) AM-2001-2336
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	Syndicat des employés municipaux de la Côte-de-Beaupré (CSN) AQ-1003-3044
Village de Val-David	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4707 (FTQ) AM-2000-5306
Municipalité de Val-David	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3645 (FTQ) AM-1002-2527
Ville de Windsor	Syndicat des employés-es municipaux de Windsor (CSN) AM-1004-9883
2. Des établissements	
Centre d'hébergement et de soins de longue durée du Côté-Jardin inc.	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AQ-2001-2383
Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Saint-Lambert-sur-le-Golf inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs du CHSLD Saint-Lambert-sur-le-Golf (CSN) AM-2001-2468
Centre Mechtilde (Le)	Syndicat des travailleuses du Centre Mechtilde (CSN) AM-1002-2930
Chartwell Master Care LP	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2001-2577

Château Manic SEC	Syndicat des employés de Bellevue AQ-2001-2241	Société en commandite Résidence Saint-Sacrement- Alma	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AQ-2000-7271
Coopérative de services à domicile Lac-Saint-Jean-Est	Syndicat des salariés de la Coopérative de services à domicile Lac-Saint-Jean-Est (CSD) AQ-2000-2659	9098-9575 Québec inc. Manoir Manrèse	Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement privés de la région de Québec, section Manoir Manrèse (CSN) AQ-2001-2327
Domaine des Pionniers Vallée-de-l'Or	Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement de la Vallée-de-l'Or (CSN) AM-2000-8197	9103-6475 Québec inc. Villa Saint-Georges	Syndicat régional des travailleuses et travailleurs en résidence pour personnes âgées du Centre du Québec (CSN) AQ-2000-0355
K-Tech Consultants inc. Résidence Anjou	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2001-0637	9216-8400 Québec inc. Pavillon de la Sagesse	Syndicat des travailleuses et travailleurs des résidences et centres d'hébergement privés de la Montérégie (CSN) AM-2001-2087
L'Accueil pour Elle	Syndicat des travailleuses de L'Accueil pour Elle (CSN) AM-1001-2166		
Leroux, Pauline Château Romanoffe	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2000-9350		
Manoir l'Amitié n'a pas d'Âge inc.	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2000-8706	Médicar 9078-9975 Québec inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs du transport adapté du Montréal Métropolitain (Médicar) (CSN) AM-2000-7789
Merlin Gestion immobilière inc.	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2001-2578	Société des traversiers du Québec (Traverse de l'Île-aux- Coudres/Saint-Joseph-de- la-Rive, de Tadoussac/Baie- Sainte-Catherine, de Matane/ Baie-Comeau/Godbout et de Québec/Lévis)	Syndicat des métallos, section locale 9538 (FTQ) AQ-1003-2439
Résidence l'Éden de Laval inc.	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-1002-6597		
Résidence Sainte-Rose inc.	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2001-2215		
Revera Retirement LP Manoir Montefiore	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2000-9670	Probyn Power Services inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Probyn Power Services (CSN) AQ-1005-5985

3. Des entreprises de transport terrestre à itinéraire asservi tels un chemin de fer et un métro, et une entreprise de transport par autobus ou par bateau

4. Une entreprise de production, de transport, de distribution ou de vente de gaz ou d'électricité ainsi qu'une entreprise d'emménagement de gaz

5. Une entreprise d'incinération de déchets ou d'enlèvement, de transport, d'entreposage, de traitement, de transformation ou d'élimination d'ordures ménagères, de déchets biomédicaux, d'animaux morts impropres à la consommation humaine ou de résidus d'animaux destinés à l'équarrissage

Sanimax aci inc. Syndicat des travailleurs (euses)
Sanimax (CSN)
AQ-1003-4014

6. Des entreprises de services ambulanciers et de cueillette, de transport ou de distribution du sang ou de ses dérivés ou d'organes humains destinés à la transplantation

Ambulance Parent & Fédération des paramédics et des
Saint-Hilaire inc. employés-es des services
préhospitaliers du Québec
AQ-2001-2529

Ambulances de la Capitale- Fédération des paramédics et
Nationale, une division de des employés-es des services
Dessercom inc. préhospitaliers du Québec
AQ-2001-2576

Héma-Québec Syndicat du personnel infirmier
d'Héma-Québec (SPI) (CSQ)
AM-2001-2206

Québec-Transplant Syndicat des travailleuses et
travailleurs de Québec-Transplant
(CSN)
AM-1002-6593

Services Secours Baie des Fraternité des travailleurs et
Chaleurs ltée travailleuses du préhospitalier
du Québec, section locale 592
(FTQ)
AQ-2001-2531

Urgence Tri-Jo inc. Fédération des paramédics et
des employés-es des services
préhospitaliers du Québec
AM-2001-2357

Arrêtés ministériels

A.M., 2011

Arrêté numéro AM 0056-2011 du ministre de la Sécurité publique en date du 20 mai 2011

CONCERNANT l'élargissement du territoire et la prolongation de la période d'application du Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec, établi par le décret n° 493-2011 du 11 mai 2011;

VU l'annexe II, jointe à ce décret, qui énumère les municipalités pouvant bénéficier de ce programme;

VU l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3) qui permet, au besoin, au ministre responsable de l'application d'un programme d'en élargir le territoire concerné et d'en prolonger la période d'application;

CONSIDÉRANT que les inondations se sont prolongées jusqu'au 17 mai et que des municipalités qui n'ont pas été désignées au décret précité ont été affectées par des inondations;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prolonger la période d'application et de permettre aux municipalités et à leurs citoyens de bénéficier de ce programme spécifique;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec, établi par le décret n° 493-2011 du 11 mai 2011, est élargi afin de comprendre les municipalités énumérées à l'annexe jointe au présent arrêté et sa période d'application est prolongée jusqu'au 17 mai 2011.

Québec, le 20 mai 2011

Le ministre de la Sécurité publique,
ROBERT DUTIL

ANNEXE

Municipalité	Désignation	Circonscription électorale
Région 01		
Amqui	Ville	Matapédia
Biencourt	Municipalité	Rimouski
Dégelis	Ville	Kamouraska-Témiscouata
Lac-au-Saumon	Municipalité	Matapédia
Matane	Ville	Matane
Pohénégamook	Ville	Kamouraska-Témiscouata
Rivière-du-Loup	Ville	Rivière-du-Loup
Saint-Antonin	Paroisse	Rivière-du-Loup
Saint-Joseph-de-Lepage	Paroisse	Matapédia
Saint-Marcellin	Paroisse	Rimouski
Saint-Michel-du-Squatec	Paroisse	Kamouraska-Témiscouata
Saint-Octave-de-Métis	Paroisse	Matapédia
Saint-René-de-Matane	Municipalité	Matane
Sainte-Angèle-de-Mérici	Municipalité	Matapédia
Sainte-Florence	Municipalité	Matapédia
Sainte-Jeanne-d'Arc	Paroisse	Matapédia
Témiscouata-sur-le-Lac	Ville	Kamouraska-Témiscouata

Région 02			Gaspé	Ville	Gaspé
Albanel	Municipalité	Roberval	Grande-Vallée	Municipalité	Gaspé
Dolbeau-Mistassini	Ville	Roberval	Maria	Municipalité	Bonaventure
Girardville	Municipalité	Roberval	Matapédia	Municipalité	Bonaventure
Petit-Saguenay	Municipalité	Dubuc	Mont-Albert	Territoire non organisé	Matane
Rivière-Éternité	Municipalité	Dubuc	New Richmond	Ville	Bonaventure
Saint-David-de-Falardeau	Municipalité	Dubuc	Nouvelle	Municipalité	Bonaventure
Saint-François-de-Sales	Municipalité	Roberval	Percé	Ville	Gaspé
Région 03			Sainte-Anne-des-Monts	Ville	Matane
L'Ange-Gardien	Municipalité	Montmorency	Région 12		
Région 04			Lac-Etchemin	Municipalité	Bellechasse
La Tuque	Ville	Lavolette	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	Paroisse	Bellechasse
Saint-Alexis-des-Monts	Paroisse	Maskinongé	Saint-Fortunat	Municipalité	Richmond
Saint-Paulin	Municipalité	Maskinongé	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	Paroisse	Frontenac
Saint-Stanislas	Municipalité	Champlain	Région 13		
Yamachiche	Municipalité	Maskinongé	Laval	Ville	Chomedey Fabre Laval-des-Rapides Mille-Îles Vimont
Région 05					
Ogden	Municipalité	Orford			
Région 09					
Baie-Trinité	Village	René-Lévesque			
Les Escoumins	Municipalité	René-Lévesque	Région 15		
Pointe-aux-Outardes	Village	René-Lévesque	Rivière-Rouge	Ville	Labelle
Tadoussac	Village	René-Lévesque	Région 16		
Région 11			Beloeil	Ville	Borduas
Bonaventure	Ville	Bonaventure	Béthanie	Municipalité	Johnson
Cascapédia-Saint-Jules	Municipalité	Bonaventure	Chambly	Ville	Chambly
			McMasterville	Municipalité	Borduas

Rigaud Municipalité Soulanges

Saint-Antoine-
sur-Richelieu Municipalité Verchères

Saint-Charles-
sur-Richelieu Municipalité Verchères

Saint-Denis-
sur-Richelieu Municipalité Verchères

Saint-Marc-
sur-Richelieu Municipalité Verchères

Saint-Ours Ville Richelieu

Saint-Roch-
de-Richelieu Municipalité Verchères

Sainte-Anne-de-Sorel Municipalité Richelieu

Sorel-Tracy Ville Richelieu

Région 17

Bécancour Ville Nicolet-Yamaska

Nicolet Ville Nicolet-Yamaska

Pierreville Municipalité Nicolet-Yamaska

55724

Index

Abréviations : **A** : Abrogé, **N** : Nouveau, **M** : Modifié

	Page	Commentaires
Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du pont au-dessus du ruisseau Vacher sur le chemin Viger, situé sur le territoire de la Paroisse de Sainte-Marie-Salomé	2256	N
Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 204, également désignée rue Principale, située sur le territoire de la Paroisse de Saint-Camille-de-Lellis	2256	N
Assainissement de l'atmosphère (Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., c. Q-2)	2121	N
Autorité des marchés financiers — Détermination des frais engagés par le gouvernement pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 aux fins de l'application des lois dont l'autorité est responsable de l'administration	2195	N
Chasse (Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, L.R.Q., c. C-61.1)	2176	M
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial — Nomination de Michel Lauzière comme président	2189	N
Conseil de la justice administrative — Nomination de huit membres et désignation du président	2198	N
Conservation et la mise en valeur de la faune, Loi sur la... — Chasse (L.R.Q., c. C-61.1)	2176	M
Cour municipale commune de la Ville de Saint-Raymond — Entente modifiant l'entente relative à la cour	2196	N
École Polytechnique de Montréal — Renouvellement du mandat de Christophe Guy comme directeur	2188	N
Entente Canada-Québec — Approbation pour les services en langue anglaise 2010-2011	2185	N
Expédition de bois ronds résineux vers des entreprises de pâtes et papiers situées en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick	2200	N
Infrastructure Québec — Directive sur les orientations et objectifs généraux qu'Infrastructure Québec doit poursuivre	2186	N
Juges à la retraite — Exercice de fonctions judiciaires	2197	N
Majoration du régime d'emprunts sous forme de billets à moyen terme du Québec sur le marché canadien	2191	N
Mantien des services essentiels en cas de grève dans certains services publics	2256	N
Marina Valleyfield inc. — Délivrance d'un certificat d'autorisation pour le projet d'agrandissement de la marina Valleyfield sur le territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2187	N
Ministre des Finances — Régime d'emprunts aux fins d'autoriser le ministre à emprunter en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie	2191	N

Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la... — Producteurs de volailles — Contribution spéciale pour la promotion des marchés de la volaille (L.R.Q., c. M-35.1)	2179	Décision
Municipalité de Lamarche	2185	N
Ordre national du Québec — Nomination de membres	2181	N
Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec — Montant à verser au ministre des Finances pour la période du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	2196	N
Plan de gestion de la pêche 2011-2012	2201	N
Producteurs de volailles — Contribution spéciale pour la promotion des marchés de la volaille (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, L.R.Q., c. M-35.1)	2179	Décision
Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec — Élargissement du territoire et prolongation de la période d'application	2261	N
Qualité de l'environnement, Loi sur la... — Assainissement de l'atmosphère . . . (L.R.Q., c. Q-2)	2121	N
Société des traversiers du Québec — Autorisation de conclure deux contrats de gré à gré pour la construction des deux navires destinés à desservir la traverse de Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine	2182	N
Société des traversiers du Québec — Autorisation de conclure un contrat pour la construction d'un navire destiné à desservir la traverse de Matane–Baie-Comeau–Godbout, selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables	2182	N
Université du Québec à Trois-Rivières — Nomination d'un membre du conseil d'administration	2190	N